



INTEGRE

REGIONAL ATELIER WORKSHOP RÉGIONAL

PARTAGER NOS EXPÉRIENCES
DE GESTION PARTICIPATIVE
DE LA PÊCHE LAGONAIRE
EN POLYNÉSIE

SHARING LAGOON-FISHERIES
PARTICIPATORY-MANAGEMENT
EXPERIENCE IN POLYNESIA



RÉSULTATS WORSHOP
DE L'ATELIER OUTCOMES

10 → 13
AVRIL APRIL
2017 PAPEETE

Financed by / Financé par



European Union
Union européenne



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

ATELIER RÉGIONAL

PARTAGER NOS EXPÉRIENCES
DE GESTION PARTICIPATIVE
DE LA PÊCHE LAGONAIRE
EN POLYNÉSIE

REGIONAL WORKSHOP
SHARING LAGOON-FISHERIES
PARTICIPATORY-
MANAGEMENT EXPERIENCE
IN POLYNESIA

Rapport

10 → 13 avril 2017 Papeete

Report

10 → 13 April 2017 Papeete



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE (CPS) / PACIFIC COMMUNITY (SPC)
NOUMÉA, NOUVELLE-CALÉDONIE / NOUMEA, NEW CALEDONIA
2018



© Communauté du Pacifique (CPS) 2018

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : français

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

I. Titre II. Communauté du Pacifique

363.72850995 AACR2

Ce rapport est le résultat d'un travail coordonné par la CPS (projet INTEGRE) ;
il a été rédigé principalement par Caroline Vieux avec les notes d'atelier de Juliette Languille,
Pauline Fabre et Ewen Morin

Maquette et mise en page : Éditions du Ouen Toro
Photo de couverture par : Jardin de corail de Tahaa © M. Charles

Publié par la Communauté du Pacifique
BP D5 Nouméa, Nouvelle-Calédonie

Nouméa, Nouvelle-Calédonie
2018



*« Partager nos expériences de gestion participative
de la pêche lagunaire en Polynésie »*

*« Sharing lagoon-fisheries participatory-
management experience in Polynesia»*

SOMMAIRE

Préambule	6
Introduction	8
CONTEXTE	10
Gestion des pêches côtières en Polynésie française	11
La Communauté du Pacifique : une nouvelle partition pour les pêches côtières	12
ÉTAT DES PÊCHERIES LAGONAIRES EN POLYNÉSIE	14
Des volumes prélevés plutôt faibles à l'échelle de la région	15
Mais des records de consommation	16
Un état difficile à estimer, mais globalement dégradé	17
Des causes de dégradation multiples	17
QU'EST-CE QUE LA COGESTION ?	18
Une gestion efficace, négociée entre les états et leurs pêcheurs.....	19
LES OUTILS DE COGESTION EN POLYNÉSIE	22
De nombreux espaces et ressources sont cogérés en Polynésie sous différentes formes	23
QUELLE GOUVERNANCE ?	26
Les acteurs locaux à l'initiative	27
Des comités de gestion formalisent la participation	28
La participation des gouvernements reste cruciale malgré des engagements variables à l'échelle de la région	30
Un cadre législatif en appui à la participation	31
LA MISE EN ŒUVRE DE LA COGESTION	34
L'évaluation initiale.....	35
L'identification des acteurs	36
L'élaboration du plan de gestion participatif	38
Des règles de gestion locales en cohérence avec les réglementations nationales.....	40
Un pouvoir de police peu délégué mais des exceptions existent.....	41
La mise en place d'un suivi	42
Des activités économiques alternatives développées dans certains pays pour compenser la restriction de l'activité de pêche	45
LA MISE EN RÉSEAU	46
Le réseau national : un outil encore peu développé, mais qui prouve son efficacité où il est présent	47
Le réseau KUA à Hawaï	48
Le réseau FLMMA à Fidji	50
Vers un réseau régional polynésien ?	52
LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS PAR LA POLYNÉSIE FRANÇAISE AU COURS DE L'ATELIER	54
CONCLUSION	58
BIBLIOGRAPHIE	62
ANNEXES	64

CONTENTS

Foreword.....	6
Introduction.....	8
1 BACKGROUND	10
Coastal fisheries management in french polynesia	11
The Pacific community: a new song	
For coastal fisheries	12
2 STATUS OF LAGOON FISHERIES IN POLYNESIA	14
Fairly small volumes are being harvested in the region	15
But consumption has reached record levels	16
Status is difficult to gauge, but has generally deteriorated	17
Many causes of depletion	17
3 WHAT IS CO-MANAGEMENT?	18
Effective management negotiated between governments and fishers.....	19
4 CO-MANAGEMENT SYSTEMS IN POLYNESIA	22
Many areas and resources are co-managed in Polynesia	23
In various ways	23
5 WHAT KIND OF GOVERNANCE?	26
Local stakeholders take the initiative	27
Management committees formalise participation	29
Government involvement is crucial, despite differing levels of commitment across the region.....	30
A legal framework that supports participation.....	31
6 CO-MANAGEMENT IMPLEMENTATION	34
Baseline assessment.....	35
Identifying stakeholders	37
Developing participatory management plans.....	38
Local management rules in line with national regulations.....	40
Policing powers are seldom delegated, although there are exceptions	41
Monitoring.....	42
Alternative economic activities developed In some countries to offset fishing restrictions.....	45
7 NETWORKING	46
National Networks are not yet highly developed, but have proven effective wherever they exist	47
Hawaii's kua Network	48
Fiji's flmma Network	51
Towards a regional polynesian Network?	52
8 LESSONS LEARNED DURING THE WORKSHOP BY FRENCH POLYNESIA	54
9 CONCLUSION	58
10 REFERENCES	62
11 APPENDICES	64



PRÉAMBULE FOREWORD





Ce rapport présente une synthèse des échanges réalisés au cours de l'atelier qui s'est tenu du 10 au 13 avril à Papeete en Polynésie française enrichie d'une recherche bibliographique. L'objectif est de présenter une vision la plus détaillée possible des modalités de mise en œuvre de la cogestion des ressources lagonaires dans les pays représentés à l'atelier. Des fiches de synthèse par pays sont présentées en annexe de ce rapport.

This report is an account of proceedings at the 10-13 April 2017 workshop held in Papeete, French Polynesia, plus a literature review. It aims at providing, as far as possible, a detailed insight into the methods used to implement lagoon-resource co-management in the countries that attended this workshop. Country factsheets are appended to this report.

INTRODUCTION



La pêche côtière est la première ou la deuxième source de revenus de près de la moitié des ménages d'Océanie. Le poisson représente 50 à 90 % des apports en protéines animales des populations rurales. À l'échelon national, les pêches côtières revêtent une valeur culturelle et économique particulièrement importante. On estime qu'elles fournissent 49 % de la contribution du secteur halieutique au produit intérieur brut (PIB), ce qui témoigne de leur place centrale dans le mode de vie des Océaniens (CPS 2015). Le terme « côtier » est ici traduit littéralement de la langue anglaise et renvoie à l'exploitation des poissons et invertébrés inféodés aux lagons et récifs. En français, le terme de pêche côtière renvoie à la pêche au-delà du récif et jusqu'à la limite des eaux côtières de 12 000 nautiques. Dans ce rapport, les termes de « côtier » et « lagunaire » sont employés et renvoient tous les deux à la pêche lagunaire et récifale.

Dans nombre d'États et de Territoires insulaires océaniens, la population est en pleine expansion alors que les ressources halieutiques côtières sont en déclin. Cette pression démographique ne fait qu'accentuer l'écart entre les quantités de poisson nécessaires à la sécurité alimentaire des populations océaniennes et le volume des prises qui peuvent être prélevées sans compromettre la pérennité des stocks côtiers (CPS 2015). Si la Polynésie française est moins concernée que certains pays mélanésiens par cette explosion démographique, la crise économique aigüe qui a frappé le pays ces dernières années a poussé de nombreux Polynésiens à reprendre la pêche lagunaire pour s'assurer une source d'alimentation et de revenus. Le lagon et les ressources qu'il recèle sont désormais perçus comme un « amortisseur social » qu'il est essentiel de préserver.

Avec le soutien du Fonds Pacifique, le projet INTEGRE a organisé du 10 au 13 avril 2017 un atelier régional consacré à la gestion des pêches côtières en Polynésie. L'atelier a rassemblé les responsables chargés de la gestion des pêches côtières de l'ensemble de la sous-région polynésienne, ainsi que des experts océaniens du secteur. L'objectif de l'atelier était d'aider la Polynésie française à améliorer son dispositif de gestion des pêches (côtières) en mettant l'accent sur la participation des pêcheurs dans pour la gestion de la ressource. De façon plus générale, l'atelier a été l'occasion pour les pays polynésiens d'échanger sur leurs propres pratiques de gestion et, pour la CPS, d'aider ces derniers à prendre en compte la « nouvelle partition pour la pêche côtière » dans leurs actions et leurs politiques¹.

Inshore fisheries provide the primary or secondary source of income for up to 50% of households in the Pacific region. Amongst rural populations, 50–90% of the animal-sourced protein consumed comes from fish. At the national level, coastal fisheries carry significant cultural and economic value. They are estimated to contribute 49% of the total fisheries contribution to GDP, demonstrating that they are central to the Pacific way of life (SPC, 2015). The term "coastal" is used here in the English sense of fish and invertebrates caught in lagoons and on reefs, unlike the French notion of fisheries extending beyond the reef, up to the 12-nautical-mile limit of coastal waters. In this report, the terms "coastal" and "lagoon" both refer to lagoon and reef fisheries.

The populations of many Pacific island countries and territories (PICTs) are growing while coastal fisheries resources are declining. This is causing the gap between the amount of fish required for food security and sustainable harvests from coastal fisheries to widen (SPC, 2015). While French Polynesia is not facing a growth in population similar to some Melanesian countries, the severe economic crisis the territory has been experiencing for several years has led many French Polynesians to go back to lagoon fishing for their subsistence and income. The lagoon and its resources are now considered as a "social shock absorber" and it is critical to maintain them in good condition.

INTEGRE, with support from the French Pacific Fund, held a regional workshop on coastal fisheries management in Polynesia from 10-13 April 2017. It brought together coastal fishery managers from throughout the Polynesian sub-region as well as regional experts in this sector. The objective of the workshop was to assist French Polynesia in improving its management of coastal fisheries with a special focus on fisherman's involvement in resource management. More broadly, the workshop was an opportunity for Polynesian countries to exchange their own management practices and for SPC to assist those countries in integrating the "new song for coastal fisheries" into their work and policies¹.

¹ En référence à la Stratégie de Nouméa : « Une nouvelle partition pour les pêches côtières – les trajectoires de changement ».

¹ Referring to the document "A new song for coastal fisheries – pathways to change: The Noumea strategy".

CONTEXTE BACKGROUND





GESTION DES PÊCHES CÔTIÈRES EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

La pêche côtière est encadrée par deux grands types de réglementations qui concernent les techniques utilisées et les espèces ciblées. Les techniques de pêche destructrices telles que la pêche aux explosifs ou par empoisonnement sont interdites, au même titre que la pêche en scaphandre. La longueur des filets utilisés et leur maillage sont également réglementés et la pêche de certaines espèces de crustacés, de mollusques et d'une espèce dulci-côle est désormais frappée de fermetures saisonnières.

Outre ces réglementations, 9 communes de Polynésie française (sur 48) ont instauré des aires marines gérées et des aires marines protégées au titre du Code des pêches ou du Code de l'environnement. Certaines de ces aires sont pilotées par un comité de gestion.

La Direction des ressources marines et minières (DRMM) de Polynésie française a engagé une révision du Code des pêches et envisage de préciser les modalités de mise en place et de fonctionnement des aires de gestion, en indiquant notamment le niveau souhaité de participation des communautés locales à chaque étape et, plus généralement, en apportant une plus grande dimension participative à la gestion des pêches côtières. La Direction de l'environnement (DIREN) étudie également de nouveaux modes de gouvernance participative adaptés à la gestion locale des aires marines.

COASTAL FISHERIES MANAGEMENT IN FRENCH POLYNESIA

Coastal fisheries are managed through two main regulations regarding the techniques used and the target species. Destructive fishing methods such as blast and poison fishing are banned as is the use of scuba equipment. Net lengths and mesh sizes are also regulated and size limits and seasonal closures have been established for target crustaceans, molluscs and one freshwater fish species.

In addition to these regulations, marine managed areas and marine protected areas have been established either under the Fisheries Code or the Environment Code in 9 of the 48 municipalities in French Polynesia. Some of these have management committees in place.

The French Polynesia Fisheries and Mining Resources Department (DRMM) is currently reviewing the Fisheries Code and envisages better defining the establishment and operation of management areas including the adequate level of community engagement at each stage but, more globally, better inclusion of participatory approaches in coastal fisheries management. The Environment Department (DIREN) is also exploring innovative participatory governance options for locally-managed marine areas.



LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE : UNE NOUVELLE PARTITION POUR LES PÊCHES CÔTIÈRES

Les orientations et les politiques pertinentes pour la région océanienne sont inscrites dans la Stratégie de Nouméa intitulée « Une nouvelle partition pour les pêches côtières – les trajectoires de changement ». Ce texte a été élaboré par les participants à l'Atelier régional sur l'avenir de la gestion des pêches côtières, qui s'est tenu en mars 2015 au siège de la Communauté du Pacifique, à Nouméa. Cet atelier a réuni les représentants des services des pêches et de l'environnement des 22 États et Territoires insulaires océaniens membres de la CPS, de communautés côtières, de quatre organisations membres du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CROP) et d'organisations non gouvernementales. La Stratégie a été adoptée lors de la neuvième Conférence des directeurs des pêches de la CPS à Nouméa, en mars 2015.

La « nouvelle partition » pour les pêches côtières :

- est une approche novatrice visant à lutter contre l'appauvrissement des ressources halieutiques côtières et la dégradation des écosystèmes qui les abritent. Elle met à profit et contribue à renforcer les acquis découlant de la Politique régionale océanienne de gestion de la pêche côtière et des mesures stratégiques qui l'accompagnent (Politique d'Apia), aujourd'hui arrivées à échéance. La Politique avait pour objectif de tirer parti des avantages qu'offrent les ressources côtières, répondant ainsi au constat dressé par les dirigeants océaniens, qui avaient rappelé l'importance des ressources halieutiques côtières dans la Déclaration de Vava'u de 2007.

THE PACIFIC COMMUNITY: A NEW SONG FOR COASTAL FISHERIES

The Pacific region's relevant guidance and policy is "A new song for coastal fisheries – pathways to change: The Noumea strategy" which was developed by participants at a regional workshop on the future of coastal/inshore fisheries management held in March 2015 at the Pacific Community headquarters in Noumea. The workshop brought together representatives from the fisheries and environment departments of 22 SPC member countries, coastal communities, four agencies of the Council of Regional Organisations in the Pacific (CROP), and non-governmental organisations. The strategy was approved by the ninth SPC Heads of Fisheries Meeting in Noumea, New Caledonia in March 2015.

New Song for Coastal Fisheries:

- *is the innovative approach to dealing with declines in coastal fisheries resources and related ecosystems. It enhances and builds on the strengths of the now expired Pacific Islands Regional Coastal Fisheries Management Policy and Strategic Actions (Apia Policy), which was forged to harness the benefits of coastal fisheries in response to the Pacific Island leaders' recognition of the importance of coastal fisheries through the Vava'u Declaration in 2007.*
- *calls for an enhanced focus on coastal fisheries management and related development activities in the Pacific region. Its 'Pathways to change framework' outlines the actions that national governments and all other stakeholders will need to commit to in order to provide substantial support for this community-driven approach.*



Poissons chirurgiens © E. Lagouy

- appelle à porter une plus grande attention à la gestion des pêches côtières et aux activités de développement connexes en Océanie. Le « cadre illustrant les trajectoires de changement » énonce les différentes mesures que les autorités nationales et les autres parties prenantes concernées devront s'engager à prendre pour mobiliser un vaste soutien en faveur de cette approche de la gestion des pêches pilotée par les communautés.
- vise à définir des orientations et à encourager la coordination et la coopération, ainsi que l'utilisation constructive des services d'appui fournis à l'échelon régional et par d'autres parties prenantes, afin de promouvoir la gestion des pêches côtières. À l'échelon régional, elle contribue à fédérer l'ensemble des acteurs concernés autour d'initiatives reposant sur une vision commune de la gestion des pêches côtières et sur une démarche solide et coordonnée. À l'échelle nationale et infranationale, elle a pour objet d'amener la classe politique à reconnaître toute la valeur des pêches côtières, tant du point de vue de la sécurité alimentaire que du développement rural (CPS 2015).

Le Groupe des Leaders Polynésiens (PLG)

Le Groupe des Leaders Polynésiens a vu le jour en 2012 et se réunit officiellement une fois par an. Le protocole d'Accord portant création du Groupe « encourage les parties prenantes à se soutenir mutuellement dans leurs actions de développement, notamment dans le domaine des pêches ». La première initiative de coopération politique entreprise dans ce sens a débouché en 2015 sur la Déclaration de Taputapuatea consacrée au changement climatique, dans le contexte des préparatifs de la COP21 (Conférence des Parties) à Paris.

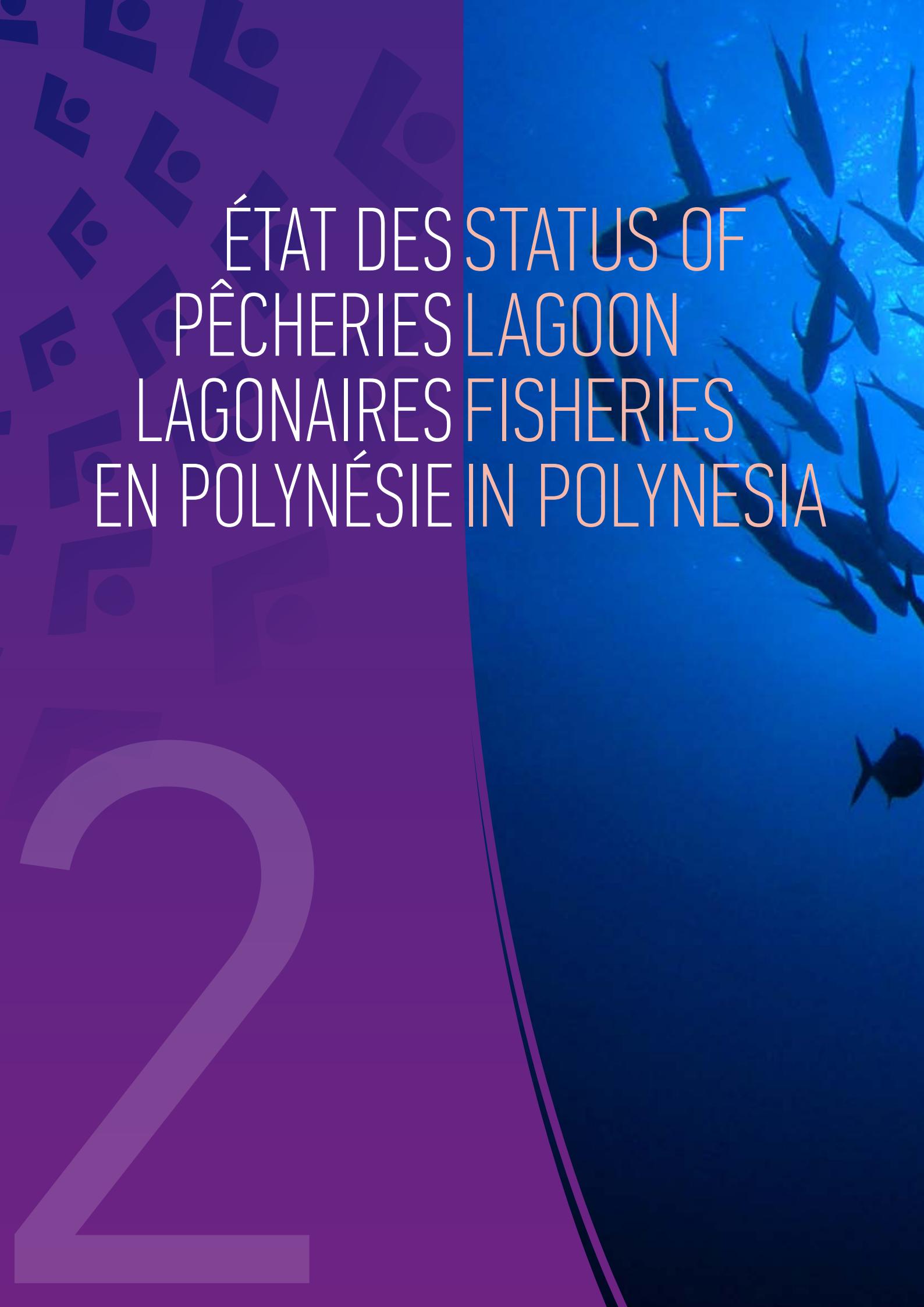
• is designed to provide direction and encourage coordination, co-operation and effective use of regional and other support services in the development of coastal fisheries management. At the regional level, it brings together initiatives and stakeholders with a shared vision of coastal fisheries management and a strong, coordinated approach. At the national and sub-national level, it seeks political recognition of the value of coastal fisheries to food security and rural development (SPC, 2015).

Polynesian Leaders Group (PLG)

The PLG was initiated in 2012 and officially meets once a year. The Memorandum of Understanding formally establishing the group “encourage(s) mutual support of development efforts in areas including fisheries”. A first political cooperation initiative led to the “Taputapuatea Declaration” in 2015 in the area of climate change during preparation for COP-21 (Conference of the Parties) in Paris.



© CPS Integre



ÉTAT DES STATUS OF PÊCHERIES LAGOON LAGONAIRES FISHERIES EN POLYNÉSIE IN POLYNESIA

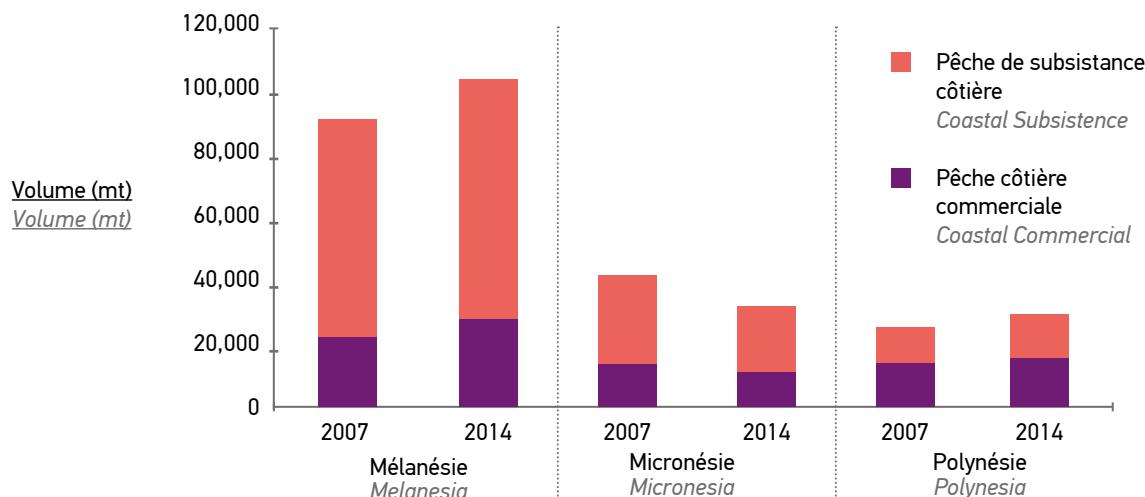
2



DES VOLUMES PRÉLEVÉS PLUTÔT FAIBLES À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION...

La région polynésienne est celle dont les prises de poissons récifaux sont les moins importantes. Elles sont estimées à 28 338 tonnes en 2014 soit une augmentation de 12 % par rapport à 2007. Par comparaison, les prises en Mélanésie se situent autour de 100 000 tonnes. La pêche lagonaire polynésienne est aussi bien vivrière que commerciale alors qu'elle est essentiellement vivrière dans les autres régions d'Océanie.

**VOLUME ET RÉPARTITION DES PRISES ISSUES
DE LA PÊCHE CÔTIÈRE DANS LE PACIFIQUE**



FAIRLY SMALL VOLUMES ARE BEING HARVESTED IN THE REGION...

Polynesia is the region with the lowest reef-fish catches, estimated at 28,338 tonnes in 2014, i.e. up by 12% compared with 2007. By way of comparison, catches in Melanesia are approximately 100,000 tonnes. Lagoon fishing in Polynesia is practised for both subsistence and commercial purposes, whereas it is essentially a subsistence occupation in the other Pacific regions.

**COASTAL FISHERIES VOLUME
AND DISTRIBUTION IN THE PACIFIC**

Source : Gillett, 2016 - Source: Gillett, 2016

...MAIS DES RECORDS DE CONSOMMATION

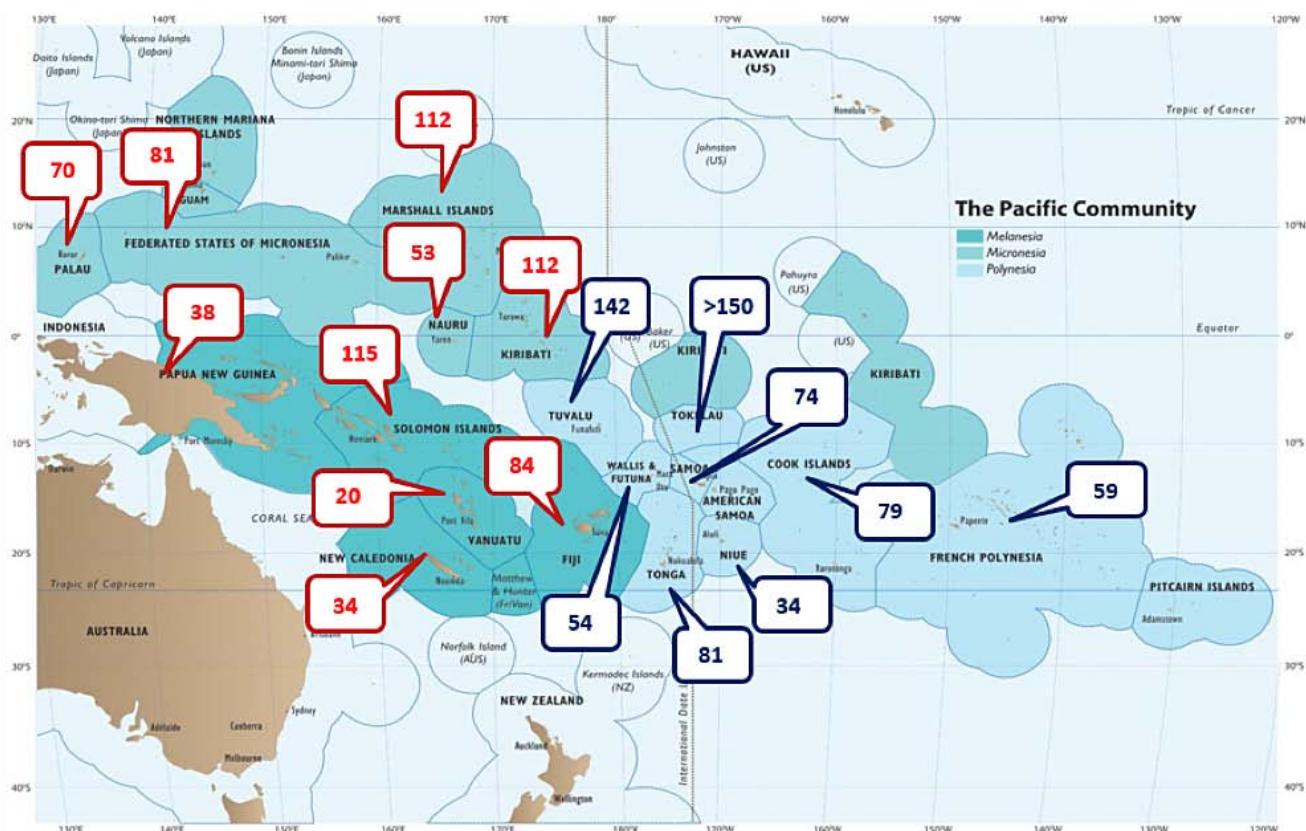
Les polynésiens restent cependant les champions de la consommation de produits de la mer, notamment Tuvalu et Tokelau dont les consommations respectives de 142 et 150 kg par habitant et par an sont presque deux fois supérieures à celle de l'ensemble de l'Océanie, qui est estimée à 75 kg par habitant et par an (Pinca et al. 2010).

...BUT CONSUMPTION HAS REACHED RECORD LEVELS

Polynesians take the prize, however, for eating seafood, particularly on Tuvalu and Tokelau, where they eat 142 to 150 kg per head a year, i.e. nearly twice as much as the overall Pacific yearly rate estimated at 75 kg per head (Pinca et al. 2010).

**CONSOMMATION DE POISSON FRAIS
PARMI LES COMMUNAUTÉS OCÉANIENNES
(EN KG / PERSONNE / AN)**

**FISH CONSUMPTION
IN PACIFIC-ISLAND COMMUNITIES
KG/PERSON/YEAR**



Source : PROCFish - Source: PROCFish

UN ÉTAT DIFFICILE À ESTIMER, MAIS GLOBALEMENT DÉGRADÉ

Il est difficile de connaître le statut des ressources lagonaires dans la région polynésienne en raison du nombre d'îles très important, plus de 1000, et de la difficulté d'obtenir des informations à une telle échelle. Les études réalisées à ce jour sur un nombre restreint d'îles et particulièrement dans le cadre du projet PROCFish de la Communauté du Pacifique montrent que les ressources lagonaires des pays polynésiens sont surexploitées. Les résultats de PROCFish ont mis en évidence que 65 % des sites étudiés en Polynésie présentent des biomasses de poissons inférieures à la moyenne régionale, qui se situe à 118 tonnes/km² (Pinca et al. 2010). Certaines îles, comme celle de Tutuila aux Samoa américaines, nécessiteraient une interdiction totale de la pêche pendant 40 ans pour retrouver les stocks originels (MacNeil et al. 2015).

STATUS IS DIFFICULT TO GAUGE, BUT HAS GENERALLY DETERIORATED

The status of lagoon resources in the Polynesia region is difficult to gauge, because there are more than 1000 islands and gathering information on such a scale is no small task. Research conducted to date on a small number of islands, particularly under the Pacific Community's PROCFish project, shows that Polynesian countries' lagoon resources are being overfished. PROCFish findings point to fish biomasses below the regional average of 118 tonnes/sq. km on 65% of sites examined in Polynesia (Pinca et al. 2010). Some islands like Tutuila, American Samoa, would require a 40-year outright fishing ban to restore original stocks (McNeil et al. 2015).

DES CAUSES DE DÉGRADATION MULTIPLES

Les principales causes de cette dégradation des stocks de ressources lagonaires sont liées à la mauvaise gestion des bassins versants (et notamment le manque d'intégration entre les acteurs et les secteurs du développement), la surpêche, l'utilisation de techniques de pêche destructrices, l'augmentation des besoins en produits de la mer pour subvenir aux besoins des familles ou encore le changement des valeurs liées à la pêche. Alors que les générations précédentes exerçaient la pêche avec respect pour les espèces et leur environnement, les plus jeunes semblent perdre peu à peu ce respect au profit d'une vision plus utilitariste de la ressource comme un moyen d'acquérir des biens de consommation.

Ces jeunes générations semblent également peu renseignées sur la gestion de ces ressources. La non-propriété des ressources lagonaires par les communautés, et par conséquent leur accès public, est également considérée comme une des causes de dégradation de leur état. L'urbanisation des zones côtières et, plus globalement, les politiques publiques orientées sur le développement plutôt que la gestion sont un facteur supplémentaire de dégradation des ressources lagonaires. Le changement climatique parachève la liste des menaces jugées les plus importantes dans les pays polynésiens (causes de dégradation issues des travaux de groupe de l'atelier).

MANY CAUSES OF DEPLETION

The main causes of the lagoon resource stock depletion are related to watershed mismanagement, particularly failing to involve stakeholders in development; and to overfishing, destructive fishing methods, increased seafood demand to meet household needs, and changing values in the fishing industry. While preceding generations used environmentally-sound fishing methods, younger people appear to be gradually losing their regard for nature and adopting a more utilitarian approach to the resource as a means of purchasing consumer goods.

They also appear less knowledgeable about managing the resources. The fact that communities do not own lagoon resources, which the public therefore have access to, is also seen as one of the causes leading to the damage they have endured. The urban sprawl along coastal areas and, more generally, public policy driven more by development than management are other factors contributing to lagoon resource depletion. Climate change tops off the list of dangers thought to be the most serious for Polynesian countries (depletion causes defined by the working groups at the workshop).



Taiarapu © CPS

QU'EST-CE QUE LA COGESTION ?

WHAT IS CO-MANAGEMENT?





UNE GESTION EFFICACE, NÉGOCIÉE ENTRE LES ÉTATS ET LEURS PÊCHEURS

Levine, dans son article publié en 2014 dans la revue « Ecology and Society », rappelle que la cogestion a été définie par Berkes en 2009 comme « le partage du pouvoir et des responsabilités entre le gouvernement et les usagers locaux des ressources » et implique la mise en place de cadres juridiques qui formalise les prises de décisions qu'elles soient unilatérales ou partagées (McCay et Jentoft, 1998).

Face à la dégradation progressive des ressources et de l'environnement marin qui se dessine depuis de nombreuses années, les pays d'Océanie, et notamment les Polynésiens, ont adopté des stratégies diverses de gestion des ressources côtières, les plus probantes à ce jour sont celles qui associent pleinement les pêcheurs. Il s'agit d'impliquer les pêcheurs et plus largement la population dans la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion et à des degrés divers dans leur contrôle. Cette approche s'oppose à la gestion centralisée qui implique que l'ensemble des décisions, leur mise en œuvre et leur contrôle soient entièrement réalisés par le pouvoir central. Dans un contexte d'éparpillement géographique des territoires et de sous dotations des gouvernements en termes de moyens humains et financiers, l'approche visant à impliquer les usagers de la ressource est la plus probante à ce jour. Le terme probant renvoie moins à une preuve scientifique de l'augmentation statistique des stocks qu'à la perception d'une amélioration de l'état des ressources par les gestionnaires locaux suite au développement de mesures de gestion locales et de leur mise en œuvre effective par des communautés impliquées.

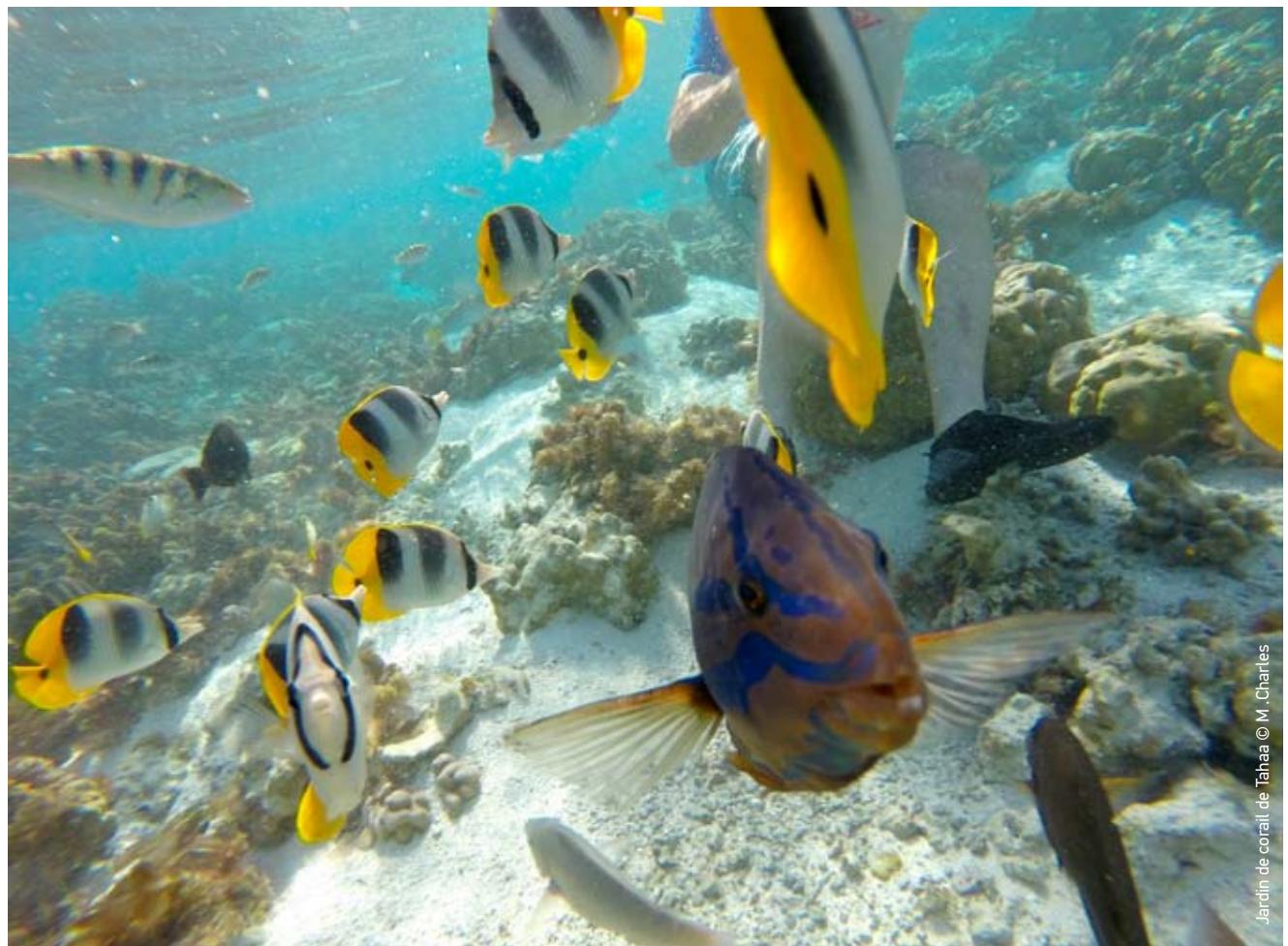
EFFECTIVE MANAGEMENT NEGOTIATED BETWEEN GOVERNMENTS AND FISHERS

In his 2014 Ecology and Society article, Levine states that co-management was defined by Berkes in 2009 as “the sharing of power and responsibility between the government and local resource users” and that “it involves the establishment of a legal framework that institutionalises both autonomous and shared decision-making” (McCay and Jentoft, 1996).

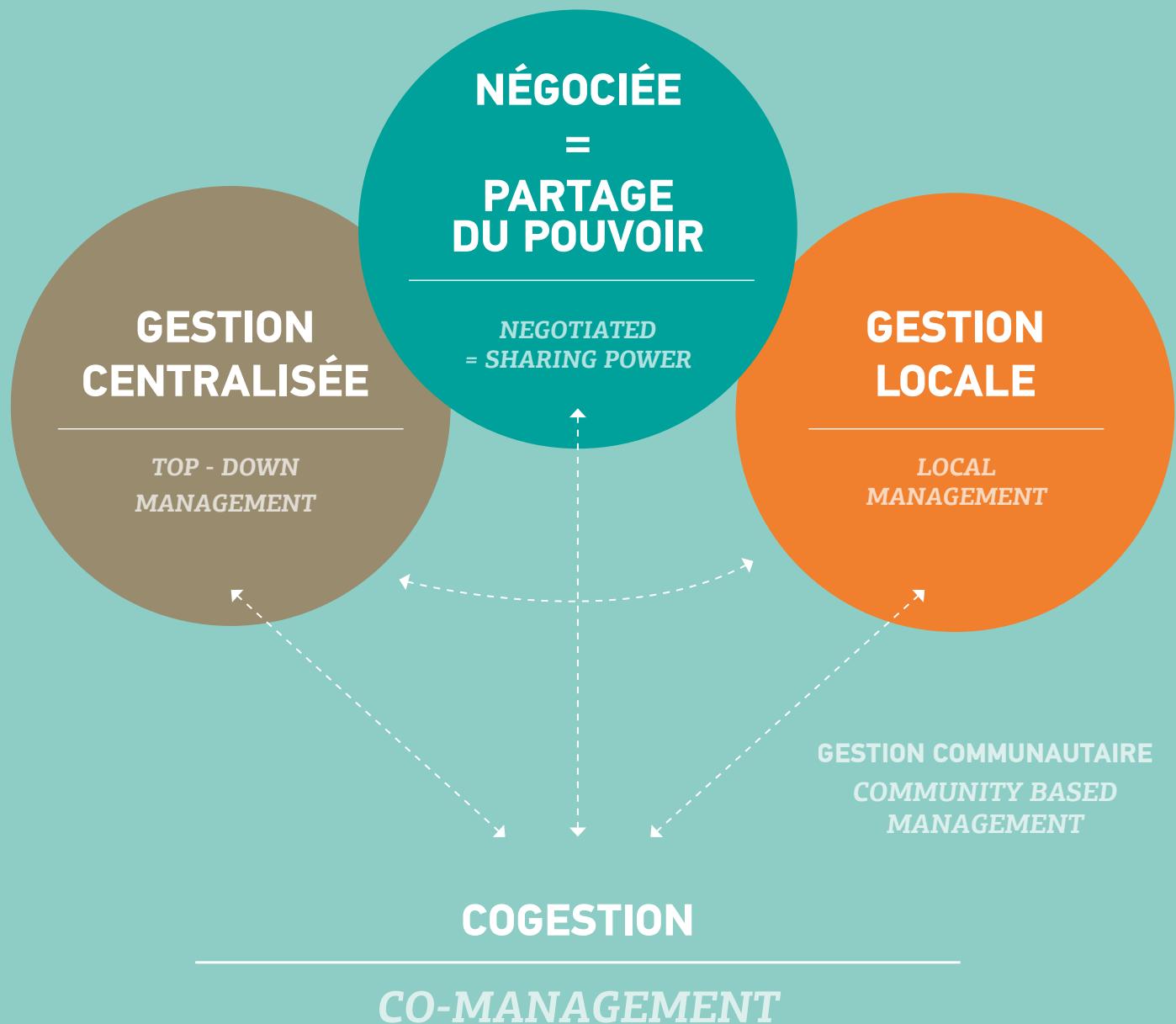
With resources and the marine environment deteriorating for many years now, Pacific island countries, especially in Polynesia, have adopted various coastal resource management strategies, the most effective of which have been those that involve local fishers. Fishers and the general public need to be involved in defining and implementing management measures as well as monitoring them to varying degrees. This approach is a departure from centralised management that involves the central government implementing and monitoring all decisions. As the territories are geographically dispersed and governments understaffed and poorly-funded, approaches that aim at involving resource users have so far proven the most conclusive. The term “conclusive” refers less to scientific evidence that stocks are statistically on the rise than to a perceived improvement in the resource status according to local managers, after developing local management measures and effective implementation by the communities involved.

Ces perceptions locales de succès sont cependant corroborées par plusieurs travaux scientifiques exposés dans l'article de Levine mentionné plus haut. En effet, des recherches ont révélé que, dans les bonnes conditions, la mise en œuvre de dispositifs de cogestion des ressources marines peut apporter des bénéfices sociaux et environnementaux. La cogestion peut apporter aux gouvernements, qui peuvent manquer de moyens techniques et financiers, un partenaire local qui peut aider aux activités de gestion (Techera, 2010). Intégrer des savoirs locaux et traditionnels aux décisions de gestion des ressources peut contribuer à des approches qui sont plus pertinentes des points de vue culturels et écologiques et dans de nombreux cas permettre un meilleur respect des mesures par les usagers de ces ressources (King et Faasili, 1999, Crawford et al. 2004)°. La participation des communautés locales dans la gestion des ressources marines a été associée à l'amélioration de l'état des ressources marines dans plusieurs cas. (Pollnac et al. 2001, Thompson et al. 2003, Cinner et al. 2005). Une méta analyse récente de plus de 130 dispositifs de cogestion communautaire des ressources marines à travers le monde a révélé qu'avec un leadership et un soutien solides, la cogestion pouvait contribuer à une gestion réussie et à la durabilité des ressources aquatiques. Les auteurs sont allés jusqu'à déclarer que la cogestion était « la seule solution réaliste pour la majorité des pêcheries mondiales ». (Gutierrez et al. 2011).

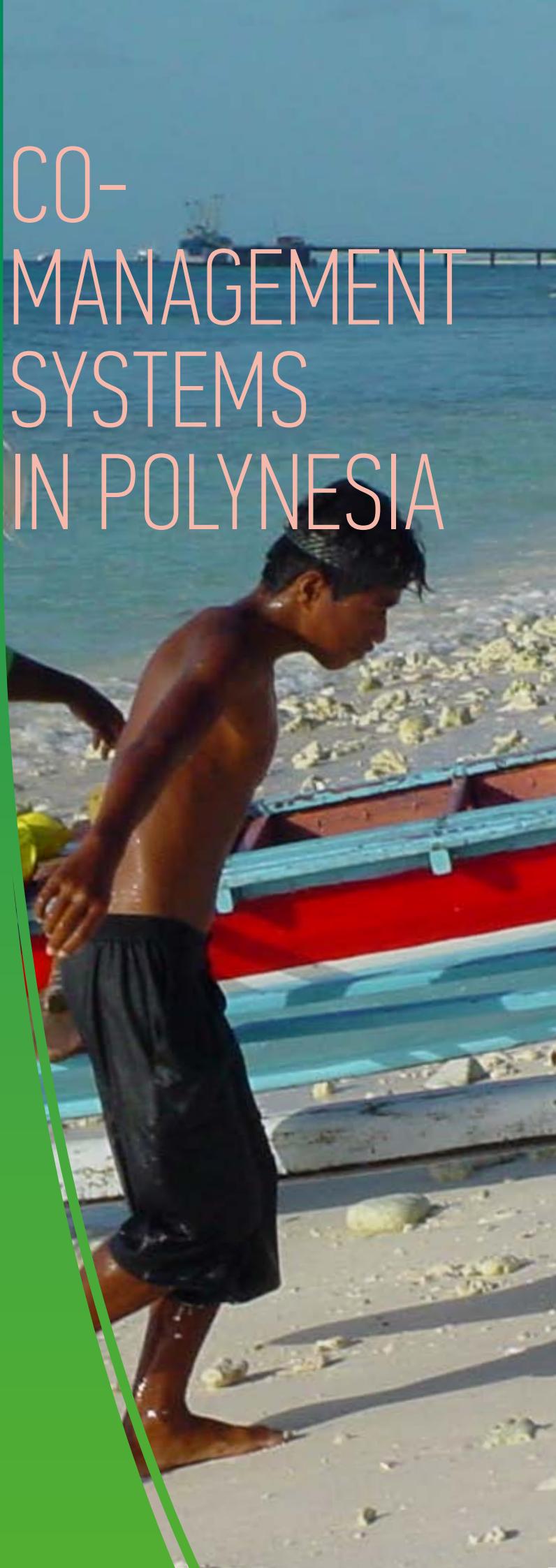
The locally-perceived success has, however, been corroborated by several scientific studies described in the above-mentioned Levine article. Research has shown that, in the right conditions, marine resource joint-management arrangements can lead to social and environmental advantages. Co-management may provide ill-equipped and under-staffed governments with local partners who can assist with management activities (Techera, 2010). Including local and traditional knowledge in resource management decisions may lead to culturally and environmentally more appropriate approaches and, in many cases, to better compliance with measures by local resource users (King and Faasili, 1999, Crawford et al. 2004). When local communities have been involved in marine resource management, the marine resource status has improved in several cases (Pollnac et al. 2001, Thompson et al. 2003, Cinner et al. 2005). A recent meta-analysis of over 130 community marine-resource joint-management arrangements around the world has revealed that, with strong leadership and support, co-management may contribute to successful management and aquatic resource sustainability. The authors went so far as to state that co-management was “the only realistic solution for the majority of the world’s fisheries.” (Gutierrez et al. 2011).



Jardin de corail de Tahaa © M.Charles

Source : H. Govan - *Source: H. Govan*

CO- LES OUTILS MANAGEMENT DE COGESTION SYSTEMS EN POLYNÉSIE IN POLYNESIA





DE NOMBREUX ESPACES ET RESSOURCES SONT COGÉRÉS EN POLYNÉSIE SOUS DIFFÉRENTES FORMES

Il existe une quinzaine de programmes et outils de gestion des ressources lagonaires ou côtières qui sont mis en œuvre dans la région polynésienne. Les plus anciens ont été lancés au début des années 90 : la gestion des trocas aux îles Cook, les Taiapure en Nouvelle-Zélande, comptent parmi les plus anciens. Parmi ces outils de gestion, on distingue deux catégories, ceux élaborés par les services gouvernementaux et ceux relevant de la gestion traditionnelle de ressources (*ra'uï* ou *rahui*) ou visant à donner les moyens aux populations locales de mettre en œuvre une gestion respectant la culture traditionnelle au sein d'espaces marins d'importance culturelle (Mataitai et Taiapure).

Ces outils permettent de gérer des espaces marins et l'ensemble des espèces qu'ils abritent ou des espèces ciblées à fort enjeu commercial (holothuries, trocas, bêche de mer).

Au sein de la région polynésienne, le pays dont la cogestion des ressources lagonaires a pris le plus d'ampleur est Samoa où une centaine d'aires cogérées ont été établies depuis 1995 avec l'appui de la division des pêches qui a une cellule dédiée à la mise en œuvre de ce programme.

MANY AREAS AND RESOURCES ARE CO-MANAGED IN POLYNESIA IN VARIOUS WAYS

*Some 15 programmes and lagoon or coastal-resource management systems are being implemented in the Polynesian region. The oldest date back to the 90s and trochus management in the Cook Islands or taipure in New Zealand are among the earliest. These management systems can be divided into two types, i.e. government-designed systems and traditional resource management systems (*ra'uï* or *rahui*) or those that seek to enable local communities to implement management that is mindful of traditional culture in culturally important marine areas (mataitai and taiapure).*

The systems are ways of managing marine areas and all the species living in them or those species targeted for high-value commercial purposes, such as sea cucumbers and trochus.

In the Polynesian region, the country where lagoon-resource co-management is the most developed is Samoa, where some 100 jointly-managed areas have been set up since 1995 with support from the Fisheries Division, which has a dedicated unit for implementing the programme.



PROGRAMMES ET OUTILS DE COGESTION DES RESSOURCES LAGONAIRES ET CÔTIÈRES

PAYS	PROGRAMMES/OUTILS DE COGESTION	NOMBRE DE SITES	ANNÉE DE LANCEMENT
Hawaï	Programme de gestion de la pêche de subsistance	1	1994
Îles Cook	« Ra'ui »	23	1998 (relancé)
	Cogestion des trocas	1 atoll	1990
	Cogestion des bénitiers	2 atolls	
	Cogestion de la pêche du tarpon	2 atolls	2010
Nouvelle-Zélande	Réserves « Mataitai »	43	1998
	« Taiapure »	10	1989
Polynésie française	Zones de pêche réglementées	15	1997
	Cogestion de la pêche des holothuries	14 atolls	2012
	« Rahui »	1	1980 (relancé)
Samoa	Programme de gestion communautaire des pêches (CBFMP)	100	1995
Samoa américaines	Programme de gestion communautaire des pêches (CFMP)	11	2000
Tonga	Aires de Gestion Spéciale (SMA)	47	2002
Tuvalu	Aires marines localement gérées (LMMA)	10	2006
PAYS NON POLYNÉSIENS			
Nouvelle-Calédonie	Réglementation des pêches de la Province Nord	1 Province	2006
	Cogestion de la pêche des holothuries de la province Nord	1 (aire de gestion durable des ressources)	2008
Chili	Réserves de pêche à droits territoriaux d'usage (TURF)	700	1997



LAGOON AND COASTAL RESOURCE CO-MANAGEMENT SYSTEMS

COUNTRY	PROGRAMMES/CO-MANAGEMENT SYSTEMS	NUMBER OF SITES	YEAR STARTED
Hawaii	Community-Based Subsistence Fishing Areas	1	1994
Cook Islands	<i>Ra'ui</i>	23	1998 (restarted)
	<i>Trochus co-management</i>	1 atoll	1990
	<i>Clam co-management</i>	2 atolls	
	<i>Bonefish fisheries co-management</i>	2 atolls	2010
New Zealand	<i>Mataitai reserves</i>	43	1998
	<i>Taiapure</i>	10	1989
French Polynesia	<i>Regulated fishing areas</i>	15	1997
	<i>Sea cucumber fisheries co-management</i>	14 atolls	2012
	<i>Rahui</i>	1	1980 (restarted)
Samoa	Community-Based Fisheries Management Programme (CBFMP)	100	1995
American Samoa	Community Fisheries Management Programme (CFMP)	11	2000
Tonga	Special Management Areas (SMAs)	47	2002
Tuvalu	Locally-Managed Marine Areas (LMMAs)	10	2006
NON-POLYNESIAN COUNTRIES			
New Caledonia	<i>Northern Province fisheries regulations</i>	1 Province	2006
	<i>Northern Province sea cucumber fisheries co-management</i>	1 (sustainable resource management area)	2008
Chile	Territorial Use Rights for Fishing (TURF)	700	1997

QUELLE WHAT KIND OF
GOUVERNANCE GOVERNANCE
??





LES ACTEURS LOCAUX À L'INITIATIVE

Les espaces cogérés résultent tous d'une démarche volontaire des acteurs locaux de mettre en place de mesures visant à améliorer l'état de la ressource et de l'environnement marin. Cette démarche est effectuée majoritairement par des autorités locales traditionnelles si elles existent ou au travers de structures modernes telles que les maires élus ou des associations de pêcheurs. La cogestion, représentant un moyen pour les communautés locales de reconquérir une certaine forme de pouvoir, est majoritairement portée par des autorités traditionnelles. Pour les gouvernements, elle s'inscrit comme une forme de reconnaissance d'une légitimité des acteurs traditionnels à fédérer les acteurs et faciliter la concertation pour proposer des mesures de gestion partagées.

Dans le cas de la cogestion ciblée sur des ressources d'intérêt économique telles que le trocas, la bête-de-mer ou le bénitier, la cogestion est souvent le fruit d'un intérêt partagé entre les services des pêches souhaitant mettre en place des mesures de gestion et des acteurs concernés. Dans ce cas, il est plus question de développement économique durable, de maintien des moyens de subsistance que de reconnaissance de légitimité sur des espaces.

Une forme particulière d'espaces cogérés se retrouve en Polynésie orientale, les « rahui » en Polynésie française, « ra'ui » aux îles Cook et même « lahui » à Hawaï. Ces zones traditionnellement gérées existent encore aux îles Cook, en Polynésie française et en Nouvelle-Zélande même si le participant de la Nouvelle-Zélande à l'atelier ne les a pas mentionnées. Elles ne répondent pas à la définition de la cogestion, mais plutôt à celle de la gestion locale, puisque leur gestion est exclusivement contrôlée localement par les leaders traditionnels en dehors de toute reconnaissance légale officielle. Il existe à l'heure actuelle 23 « ra'ui » aux îles Cook et un en Polynésie française sur l'île de Rapa. Bien que les gouvernements de ces deux pays proposent d'encadrer cet outil traditionnel par une réglementation plus formelle, et ce dans le but de donner les moyens au gouvernement d'aider au respect de ces zones, aucune de ces zones n'a pour l'heure fait l'objet d'une reconnaissance légale. La législation néo-zélandaise permet la mise en place d'un rahui pour 2 ans renouvelables une fois sur demande de la chefferie du lieu.

LOCAL STAKEHOLDERS TAKE THE INITIATIVE

Co-managed areas all follow on from local stakeholder-driven initiatives to introduce measures for improving the resource and marine-environment status. The impetus usually comes from traditional local authorities, where they exist, or through modern institutions such as elected mayors or fishers' guilds. As co-management is a way for local communities to recover a form of power, it is generally driven by traditional authorities. For governments, it is a means of recognising traditional stakeholders' legitimacy as unifying forces for enlisting community support and facilitating discussion about shared management.

When co-management targets commercially-valuable resources such as trochus, sea cucumbers and giant clams, co-management is often born out of the common interest of fisheries departments wishing to introduce management measures and the affected stakeholders. In such instances, the focus is more on sustainable economic development and preserving means of subsistence rather than on recognising legitimacy over areas.

There is a particular type of co-managed area in Eastern Polynesia known as a rahui in French Polynesia, ra'ui in the Cook Islands and even lahui in Hawaii. Such traditional areas still exist in the Cook Islands, French Polynesia and New Zealand, even if the New Zealand participant at the workshop did not mention them. They cannot be defined as co-managed entities so much as locally-managed areas, as they are fully managed locally by traditional leaders without any official, legal recognition. There are currently 23 ra'ui in the Cook Islands and one in French Polynesia on Rapa Island. Although these countries intend to cover them with more formal regulations enabling the government to help enforce compliance with their rules, none has yet been legally recognised. New Zealand law provides for rahui to be set up for two-year periods, renewable once, on request by the locality's chiefs.

DES COMITÉS DE GESTION FORMALISENT LA PARTICIPATION

L'implication des acteurs locaux dans la cogestion se formalise le plus souvent par la constitution de comités de gestion. Ils sont formés en début de processus afin de superviser l'élaboration des mesures de gestion pour ensuite être impliqués dans le suivi de la mise en œuvre des mesures et leur adaptation dans le temps. Selon les cas, les comités décident des mesures de gestion à mettre en œuvre, celles-ci ne sont pas retoquées par le gouvernement dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec la réglementation nationale, c'est le cas à Samoa, aux Samoa américaines, à Tuvalu, à Tonga ou dans le cas des réserves Mataitai de Nouvelle-Zélande. Dans d'autres cas, les comités ne peuvent qu'émettre des recommandations qui seront validées ou non par le gouvernement, c'est le cas des Taiapure en Nouvelle-Zélande, des CBSFA à Hawaï où le gouvernement émet un avis sur les mesures et organise un processus d'enquête publique. Dans le cas des comités liés à la gestion de ressources d'importance économique comme le bénitier ou la bêche-de-mer, leur rôle s'étend à l'organisation de la filière, répartition et suivi des quotas, la définition des zones de pêche, la délivrance des permis, l'exportation. En Nouvelle-Calédonie, le comité de gestion des holothuries de la

province Nord décide des mesures de gestion, mais la province y est représentée.

Dans tous les cas, les comités de gestion participent au contrôle des mesures de gestion avec cependant des compétences variables dans ce domaine.

La composition de ces comités est variable (tableau 2), plus l'outil s'apparente à une forme de gestion traditionnelle (on peut citer notamment les « ra'ui/rahui » ou « mataitai ») et moins le gouvernement et les usagers y sont représentés. Les outils plus récents, mis en place à l'initiative des gouvernements pour associer les acteurs locaux à la gestion de leurs ressources marines rassemblent plus largement les acteurs impliqués dans la gestion des ressources. Les représentations les plus larges, réunissant à la fois les leaders traditionnels, élus locaux, usagers et gouvernements sont les comités de gestion de la pêche au tarpon (bonnefish) aux îles Cook, du programme de gestion communautaire des pêches aux Samoa américaines et de la réglementation des pêches de la province Nord de Nouvelle-Calédonie. La représentation des services gouvernementaux est variable et probablement liée à l'investissement requis pour suivre ces comités de gestion. En effet avec plus de 100 sites cogérés à Samoa, il semble difficile pour le service des pêches de suivre l'ensemble des comités. Une exception notable dans la région est celle du programme des aires de gestion de la pêche de subsistance développé à Hawaï. Ces aires ne disposent pas d'un comité de gestion, mais plutôt de groupes d'acteurs qui se partagent la mise en œuvre des actions de gestion validées.

COMPOSITION DES COMITÉS LIÉS AUX DIFFÉRENTS OUTILS DE MISE EN ŒUVRE DE LA COGESTION DANS LE PACIFIQUE

Pays	Programmes/outils de cogestion	Comité de Gestion	Composition			
			Coutumiers	Élus	Usagers	Gouv.
Hawaï	Programme des aires de gestion de la pêche de subsistance					
Îles Cook	« Ra'ui »	X	X			
	Cogestion des trocas	X	X	X	X	
	Cogestion des bénitiers	X	X	X	X	
	Cogestion de la pêche du tarpon	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	Réserves « Mataitai »	X	X			
	« Taiapure »	X			X	
Polynésie française	Zones de pêche réglementées	Pas obligatoire		X	X	X
	Cogestion de la pêche des holothuries	X		X	X	
	« Rahui »	X	X	X		
Samoa	Programme de gestion communautaire des pêches (CBFMP)	X	X	X	X	
Samoa américaines	Programme de gestion communautaire des pêches (CFMP)	X	X	X	X	X
Tonga	Aires de Gestion Spéciale (SMA)	X		X	X	X
Tuvalu	Aires marines localement gérées (LMMA)	X	X		X	X
Pays non polynésiens						
Nouvelle-Calédonie	Réglementation des pêches de la province Nord	X	X	X	X	X
	Cogestion de la pêche des holothuries de la province Nord	X	X		X	X
Chili	Réserves de pêche à droits territoriaux d'usage (TURF)					

MANAGEMENT COMMITTEES FORMALISE PARTICIPATION

Local stakeholder involvement in co-management is usually formalised by setting up management committees. They are set up at the outset to supervise the development of management measures and then involved in monitoring implementation of such measures and adjusting them over time. In some cases, such as in Samoa, America Samoa, Tuvalu, Tonga or in New Zealand's mataitai reserves, when committees decide on management measures, the government does not reject them, as long as they do not contradict national regulations. In other cases, committees can only make recommendations that government either endorses or rejects, such as with New Zealand taiapure or Hawaiian CBSFAs, where government gives an opinion on measures and starts a public enquiry process. When committees are involved in managing commercially-valuable resources, such as giant clams and sea cucumbers, their role extends to organising the industry, allocating and monitoring quotas, defining fishing grounds, issuing permits and exporting. In New Caledonia, the Northern Province sea cucumber management committee decides on management measures, although the provincial authorities are represented on this body.

In all cases, management committees are involved in monitoring management measures, although their powers vary in this area.

Committee membership varies (table 2). The more the traditional the management system (e.g. ra'ui/rahui or mataitai), the less government and users are represented. More recent systems set up at government behest to involve local stakeholders in managing their marine resources receive broader input from stakeholders. The broadest representation involving traditional leaders, local elected officials, users and governments are the Cook Island tarpon (bonefish) fisheries management committees, the American Samoa Community Fisheries Management Programme and New Caledonia's Northern Province fisheries regulations. The extent of government involvement varies, probably in terms of the investment required to monitor the management committees. With over 100 co-managed sites in Samoa, it is likely difficult for the Fisheries Department to monitor all the committees.

One notable exception in the region is Hawaii's Community-Based Subsistence Fishing Areas, which have no management committee, but rather a group of stakeholders who share the implementation of approved management measures.

COMMITTEE MEMBERSHIP IN VARIOUS PACIFIC CO-MANAGEMENT SYSTEMS

Country	Programme/co-management system	Management committee	Membership			
			Tra. leaders	Elected Members	User groups	Gov.
Hawaii	Community-Based Subsistence					
Cook Islands	Ra-ui	X	X			
	Trochus co-management	X	X	X	X	
	Giant-clam co-management	X	X	X	X	
	Bonefish fisheries management	X	X	X	X	X
New Zealand	Mataitai reserves	X	X			
	Taipure	X			X	
French Polynesia	Regulated fishing areas	Not a requirement		X	X	X
	Sea cucumber fisheries co-management	X		X	X	
	Rahui	X	X	X		
Samoa	Community-Based Fisheries Management Programme (CBFMP)	X	X	X	X	
American Samoa	Community Fisheries Management Programme (CFMP)	X	X	X	X	X
Tonga	Special Management Areas (SMAs)	X		X	X	X
Tuvalu	Locally-Managed Marine Areas (LMMAs)	X	X		X	X
Non-Polynesian countries						
New Caledonia	Northern Province fisheries regulations	X	X	X	X	X
	Northern Province sea cucumber fisheries co-management	X	X		X	X
Chile	Territorial Use Rights for Fishing (TURF)					

LA PARTICIPATION DES GOUVERNEMENTS RESTE CRUCIALE MALGRÉ DES ENGAGEMENTS VARIABLES À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION

Même si les gouvernements, au travers des services de la pêche, n'interviennent généralement pas directement dans le choix de mesures de gestion ou à minima pas de manière unilatérale, ses agents jouent un rôle important d'accompagnement des acteurs dans la mise en place de la gestion et son suivi. À Tonga, Samoa, Tuvalu, les agents du service de la pêche facilitent l'élaboration participative de plans de gestion grâce à l'organisation d'ateliers de concertation qui font intervenir des outils de concertation tels que les cartographies participatives des ressources, les calendriers saisonniers ou les arbres à problèmes. Dans le cas de la gestion des ressources d'importance économique, les services des pêches fixent les quotas.

Un des rôles clé des gouvernements réside dans la formalisation des mesures de gestion décidées localement puisqu'à l'exception des outils traditionnels que sont les rahui/ra'ui, l'ensemble des mesures de gestion locale sont reconnues dans les réglementations nationales. Cette formalisation permet par ailleurs aux gouvernements de pouvoir poursuivre les contrevenants aux règles. L'instruction de dossiers d'infractions aux règles de gestion est une tâche qui incombe également aux agents des services des pêches.

La plupart des services, à l'exception de la Nouvelle-Zélande et de la Polynésie française, sont fortement impliqués dans la réalisation d'états écologiques initiaux et du suivi des espaces et des ressources cogérées. Dans une moindre mesure, les services des pêches participent également à de l'information et de la sensibilisation sur les ressources.

GOVERNMENT INVOLVEMENT IS CRUCIAL, DESPITE DIFFERING LEVELS OF COMMITMENT ACROSS THE REGION

Even though the government does not usually directly intervene through the Department of Fisheries in decisions about management measures, or at least not unilaterally, its officers do play an important role in helping stakeholders set up management and monitoring operations. In Tonga, Samoa and Tuvalu, fisheries officers help develop participatory management plans by organising focus workshops, in which discussion aids are used such as participatory resource maps, season calendars and problem trees. Fisheries departments set quotas for commercially-valuable resource management.

One of government's roles is to formalise the locally-developed management measures, since all of them, other than traditional systems such as rahui/ra'ui, are recognised under national regulations. By doing so, governments are able to prosecute offenders. Investigating breaches of management rules is also a fisheries department responsibility.

Most departments, other than in New Zealand and French Polynesia, are heavily involved in carrying out environmental baseline studies and monitoring co-managed areas and resources. Fisheries departments also help to a lesser extent in informing and creating awareness about resources.

UN CADRE LÉGISLATIF EN APPUI À LA PARTICIPATION

La cogestion mise en œuvre dans la région polynésienne est majoritairement reconnue et encadrée par la loi. La Polynésie française constitue ici une exception bien que les modalités de la cogestion devraient prochainement faire l'objet d'un meilleur socle réglementaire. Deux types de lois encadrent une grande partie de la cogestion en Polynésie, celles relatives à la gestion des pêches (Fisheries Act) et celles relatives aux pouvoirs des instances ou autorités locales dans des domaines variés et qui incluent la gestion des ressources marines (Fono Act, Local Body Act, Falekaupule Act).

A LEGAL FRAMEWORK THAT SUPPORTS PARTICIPATION

Most co-management implemented in the Polynesian region is recognised and covered by law. French Polynesia is an exception to this rule, although the terms and conditions of co-management should soon be better supported by regulations. There are two types of law providing for a large part of co-management operations in Polynesia, i.e. those covering fisheries management (Fisheries Act) and those relating to the powers of central or local authorities in various areas including marine resource management (Fono Act, Local Body Act, Falekaupule Act).



Vanuatu, après le passage du cyclone de Pam © C. Barre



LÉGISLATIONS ENCADRANT LES PROCESSUS DE COGESTION DANS LES PAYS REPRÉSENTÉS À L'ATELIER

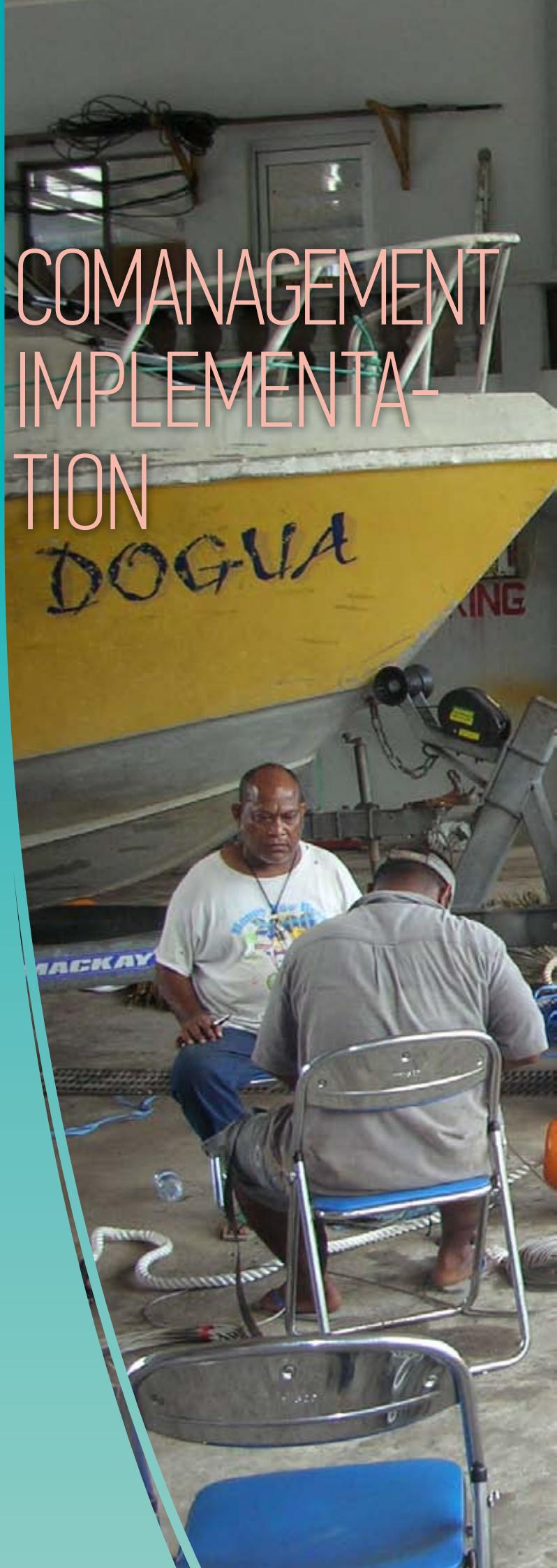
Pays	Programmes/outils de cogestion	Loi-cadre	Année	Point-clé
Hawaï	Programme des aires de gestion de la pêche de subsistance (CBSFA)	“Relating to Community-based Subsistence Fishing Area”	1994	Création des CBSFA. Droit accordé aux organisations communautaires de proposer des plans de gestion
Iles Cook	« Ra'u »	Local Body Act	1987	Possibilité pour les Conseils Insulaires de faire des règles locales Encadre la gestion locale des ressources marines
		Marine Resources Atc	2005	
Nouvelle-Zélande	Réserves « Mataitai, Taiapure	Maori Fisheries Regulations	1989	Permet aux Maoris la gestion des zones estuariennes et côtières d'importance coutumière.
Polynésie française	Zones de pêche réglementées	Délibération°88-183 de l'Assemblée territoriale	1988	La délibération prévoit la mise en place de zones de pêches réglementées sur demande du Ministre de la mer. De fait, ce sont les maires qui demandent ces zones et en proposent les règles, mais cela n'est pas inscrit dans la loi
Samoa	Programme de gestion communautaire des pêches (CBFMP)	Fisheries Act, Village Fono Act	1988 1990	La 1re loi permet au Directeur de la Pêche de consulter les villages pour établir des « by-laws » (règles locales) permettant la gestion et la conservation des pêches. La loi de 1990 permet aux chefs de villages d'appliquer des sanctions si les « by-laws » sont enfreintes.
Samoa américaines	Programme de gestion communautaire des pêches (CFMP)	American Samoa Administrative Code	2008	Reconnaissance des « by-laws » par le gouvernement
Tonga	Aires de Gestion Spéciale (SMA)	Fisheries Act Fisheries Coastal Communities Regulations	2002 2009	La loi de 2002 établit les SMA dans le but de mettre en place une gestion communautaire des pêches. Le règlement de 2009 permet de légaliser les règles et de définir la gouvernance et le fonctionnement des SMAs
Tuvalu	Aires marines localement gérées (LMMA)	Falekaupule Act Conservation Act	1997 1999	La loi de 1997 permet aux kaupule (Conseil Insulaire) de promulguer et faire appliquer des « by-laws » sur leur territoire incluant des mesures de gestion des ressources marines. La loi de 1999 permet au gouvernement de publier les « by-laws » relative à la conservation.
Nouvelle-Calédonie	Cogestion de la pêche des holothuries de la province Nord/ Réglementation des pêches	Code de l'Environnement	2008	Le code prévoit la création d'aires de gestion durable des ressources ainsi que la création d'un comité de suivi de la réglementation des pêches via un arrêté du Président de la province



LEGISLATION COVERING CO-MANAGEMENT PROCESSES IN WORKSHOP COUNTRIES

Country	Programme/co-management system	Framework Act	Year	Key Point
Hawaii	Community-Based Subsistence Fishing Areas (CBSFA)	Provisions "relating to Community-Based Subsistence Fishing Areas"	1994	Institute CBSFAs. Community organisations entitled to propose management plans.
Cook Islands	Ra-ui	Local Body Act	1987	Island Councils can issue local rules
		Marine Resources Act	2005	Provides for local marine resource management
New Zealand	Mataitai reserves, taipure	Maori Fisheries Regulations	1989	Entitles Maoris to manage traditionally-significant estuary and coastal areas.
French Polynesia	Regulated fishing areas	Territorial Assembly Decision no. 99-183	1988	Provides for regulated fisheries areas at the behest of the Minister of the Sea. In practice, mayors request such areas and propose rules for them, although this is not covered by legislation
Samoa	Community-Based Fisheries Management Programme (CBFMP)	Fisheries Act, Village Fono Act	1988 1990	The first law entitles the Director of Fisheries to consult villages regarding by-laws for managing and preserving fisheries. The 1990 Act entitles village chiefs to enforce penalties for breaches under the by-laws.
American Samoa	Community Fisheries Management Programme (CFMP)	American Samoa Administrative Code	2008	Government recognises by-laws
Tonga	Special Management Areas (SMAs)	Fisheries Act Fisheries Coastal Communities Regulations	2002 2009	The 2002 Act institutes SMAs so as to introduce community fisheries management. The 2009 regulation provides for legalising rules and defining SMA governance and procedures
Tuvalu	Locally-Managed Marine Areas (LMMAs)	Falekaupule Act Conservation Act	1997 1999	The 1997 Act empowers Kaupule(Island Councils) to enact and enforce by-laws for their area that include marine resource management measures. The 1999 Act entitles government to enact by-laws on conservation.
New Caledonia	Northern Province sea cucumber fisheries co-management / fisheries regulations	Environment Code	2008	Provides for sustainable management areas and a fisheries regulation monitoring committee by order of the provincial president

LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMANAGEMENT EN ŒUVRE DE IMPLEMENTATION LA COGESTION



L'ÉVALUATION INITIALE

Elle permet d'évaluer les demandes des communautés, d'identifier et de consulter les acteurs en présence. Comme précisé précédemment dans ce rapport, l'ensemble des démarches de cogestion des ressources lagonaires débute suite à la demande de la communauté. Cette demande est le plus souvent formulée par écrit par un représentant de la communauté, chef ou maire. Les demandes font ensuite l'objet de vérifications par l'institution sollicitée (service de la pêche, association, réseau...) afin de s'assurer qu'elle reflète le souhait de la communauté dans sa majorité et que cette dernière est prête à s'engager activement dans une gestion durable de leurs ressources. À Tonga, les demandes sont adressées par écrit à la direction des pêches qui, au travers de réunions ou consultations au sein de la communauté vérifie la validité de la demande. Au sein du réseau régional des aires marines localement gérées LMMA, des lignes directrices ont été formulées pour guider l'évaluation des demandes, elles sont présentées dans l'encadré (page suivante).

BASELINE ASSESSMENT

This is for assessing community requests, identifying the stakeholders and consulting them. As stated above, all lagoon-resource co-management initiatives start with a community request generally made in writing by a community representative, chief or mayor. The organisation that receives the request, e.g. the fisheries department, association or network, then carries out checks to ensure that it reflects the majority community opinion and that the community is willing to actively commit to sustainably managing its resources. In Tonga, applications are made in writing to the Fisheries Department who ensure the requests are genuine by holding meetings and consultations in the requesting community. In the locally-managed marine area (LMMA) network, guidelines have been developed for assessing applications. They are presented in the inset below:



ÉVALUER L'INTÉRÊT DES COMMUNAUTÉS ET LES CHANCES DE RÉUSSITE D'UN PROJET DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES

Objet

S'assurer que la communauté à l'origine de la demande s'engage véritablement à œuvrer à l'amélioration de la gestion des ressources et que le projet LMMA a de bonnes chances d'aboutir.

Processus

Cette étape comprend pour l'essentiel des réunions, des entretiens, des discussions informelles et la collecte d'informations générales.

1) Personnes et sources à consulter (au minimum) :

Personne qui soumet la demande

- Chefs, responsables locaux, anciens et membres de la communauté
- Autres parties prenantes (voir tableau page 32)

2) Autres sources à consulter pour rassembler les informations de contexte (liste non exhaustive) :

- Publications et rapports
- Inspection visuelle de la zone ciblée ; cartes et images satellite, si elles sont disponibles

3) Types d'informations à prendre en compte

(liste non exhaustive) :

- Qui est à l'origine de l'idée ? La demande émane-t-elle d'une personne ou institution compétente ?
- La demande est-elle sérieuse et la communauté est-elle véritablement engagée ?
- La zone ciblée fait-elle l'objet de conflits (conflits de pouvoir, foncier, rente foncière, etc.) ?
- Existe-t-il des problèmes environnementaux insurmontables ?
- Peut-on s'attendre à ce que d'importants acteurs s'opposent activement au projet ?
- D'autres projets ont-ils déjà été menés ? Si oui, quels en sont les détails ?
- L'organisme partenaire pressenti est-il en mesure d'accompagner la communauté sur le long terme ?
- L'administration centrale ou provinciale apportera-t-elle son concours au projet ?
- Comment s'organise le pouvoir dans la communauté ?

Source : guide du réseau LMMA, 2008

L'IDENTIFICATION DES ACTEURS

Elle permet de connaître les différents groupes et personnes susceptibles d'être impliqués dans l'élaboration des mesures de gestion et dans leur mise en œuvre. L'atelier a été l'occasion de travaux en groupe sur l'identification des acteurs. Un exercice a été proposé pour identifier les acteurs et leur lien avec les ressources, mais également leur contribution potentielle à une future gestion. Ce travail nécessite de développer des compétences dans la conduite d'entretiens, la diplomatie et le respect de la confidentialité selon les cas.

L'implication des acteurs étant un point particulièrement délicat de la cogestion, les participants de l'atelier ont réfléchi collectivement aux moyens de mieux mobiliser les acteurs. Il en ressort notamment l'utilité de proposer aux communautés des protocoles d'engagement afin de cadrer les objectifs du travail à mettre en œuvre, les méthodes et les rôles de chacun.

La constitution d'un comité de pilotage à l'issue de la phase d'identification des acteurs permet souvent de déterminer les personnes les plus motivées et les plus influentes pour appuyer le processus de mise en place de mesures de gestion participative. Ce comité peut faciliter la mobilisation des différents groupes d'acteurs lors des consultations pour la définition des mesures

de gestion ou permettre de travailler en comité restreint à certaines étapes. Ce comité de pilotage peut ensuite se transformer en comité de gestion à la fin du processus d'élaboration du plan de gestion ou être modifié.

Il semble également important de multiplier les espaces de discussion. Il a été noté par exemple que les pêcheurs sont des acteurs parfois difficiles à mobiliser, car ils sont souvent en mer et peu disponibles pour participer à des réunions. Il semble pertinent de diversifier les espaces de rencontres (marchés, quais...) et d'organiser plusieurs réunions à des horaires différents. Il a été indiqué par ailleurs que pour mobiliser les pêcheurs, il faut en amont pouvoir les rassurer sur le fait que la future gestion n'a pas pour objectif de les empêcher d'exercer leur activité.

L'atelier a également mis en avant la nécessité parfois de consulter les groupes d'acteurs séparément puisqu'il est courant dans la région que les femmes ou les jeunes ne s'expriment pas en présence d'hommes ou d'hommes âgés. Il est par ailleurs important de repérer les personnes qui ne s'expriment pas pendant une réunion afin de pouvoir récolter leur avis à la fin de la réunion ou sous la forme d'un entretien personnel.

ASSESSING COMMUNITY INTEREST AND A LOCALLY-MANAGED RESOURCE PROJECT'S CHANCES OF SUCCESS.

Aim

To ensure that the requesting community is clearly committed to working towards improved resource management and that the LMMA project has a reasonable chance of success.

Process

The main activities at this stage are meetings, interviews, informal discussions and background information gathering.

1) People and sources that need to be consulted include, as a minimum :

- Person making the request
- Chiefs, leaders, elders and community members
- Other stakeholders (see table 3 on page 33)

2) Other sources for gathering background information include :

- Publications and reports
- Visual inspection of the target area ; maps and satellite images if available

3) The kind of information that should be considered includes:

- Whose idea was it ? Did the request come from an appropriate person or institution ?
- Is the request genuine and the community committed ?
- (Are there any conflicts in the area (over power, ownership, land rent, etc.) ?
- Are there insurmountable environmental problems ?
- Will there be active opposition to the project from important stakeholders ?
- Is there a past history with other projects ; if so, what were the details ?
- Is the potential partner organization in a position to offer sustained assistance ?
- Will there be support from Government and Provincial agencies ?
- What is the leadership situation in the community ?

Source: LMMA Network guidebook, 2008

IDENTIFYING STAKEHOLDERS

This is for identifying the various groups and individuals who are likely to be involved in developing and implementing management measures. The workshop was an opportunity to do group work on stakeholder identification. An exercise was conducted to identify stakeholders and their connection with the resources as well as their potential contribution to any future management. It required developing skills in interviewing, diplomacy and confidentiality, wherever applicable.

As involving stakeholders is a particularly sensitive issue in co-management, workshop participants discussed how best to enlist them and found that it would be worthwhile asking the communities to sign commitment memorandums defining the objectives and methods of the desired tasks and everyone's role.

Setting up a steering committee after the stakeholder identification phase often determines which stakeholders are the most motivated, influential and able to drive the participatory-management implementation process. The committee can help gather the various stakeholder groups for consultations on defining management measures and working in select committees at various stages. The steering committee can then become the management committee once the management plan has been developed or be replaced.

It also appeared important to have several venues for discussions, as fishers, for example, are often difficult to bring together, because they were often out at sea and seldom available for meetings. It seems worthwhile having a variety of venues, like marketplaces and wharves, and holding meetings at different times. To enlist fisher support, it was also felt that they needed to be assured in advance that co-management did not aim to prevent them from fishing.

STAKEHOLDER	LEGITIMATE POWER	KNOWLEDGE	LOCAL KNOWLEDGE	UNIQUE CONTRIBUTION	OTHER
FISHERS	✗	✗	✗	✗	Source: Pêcheurs
GOUVERNEMENT	✗	✗	✗		Ministère Pêches et l'environnement
RECHERCHEURS		✗		✗	
BUSINESS	✗	✗	✗		Market place, les clubs de pêche
CULTURE PRATICIENS	✗	✗	✗	✗	
NGOS		✗			
COMMUNAUTE	✗	✗	✗	✗	Capitaine, capitaine, l'apiculteur, Samoan, Jeannette, QF des cannes à sucre, le poisson
RESOURCE HOLDERS		✗	✗	✗	
CHURCH					
SCIENTISTS			✗	✗	
LAND OWNERS		✗		✗	

Exercice d'identification des acteurs réalisé lors de l'atelier

Identification of the stakeholders during the workshop

The workshop also emphasised that certain stakeholder groups need to be consulted separately, because women and young people in the region tend not to speak when men or older men are present. It is also important to spot people who do not speak at meetings and obtain their views at the end or in one-to-one interviews.

L'ÉLABORATION DU PLAN DE GESTION PARTICIPATIF

La mise en œuvre de la cogestion des ressources marines est généralement appuyée par l'existence de plans de gestion qui permettent d'en cadrer les objectifs, les actions, les responsabilités de mise en œuvre et les modalités de suivi. L'élaboration de ces plans de gestion est facilitée par les agents des services de la pêche, ou des partenaires institutionnels ou associatifs, qui sont formés à l'utilisation d'outils participatifs permettant le développement de plans de gestion partagés par les communautés concernées.

Les outils utilisés sont ceux issus des approches PRA et PLA (Participatory Rural Appraisal/Participatory Learning and Action). Ces approches visent à apprendre et s'engager avec les communautés. Elles combinent des boîtes à outils toujours croissantes de méthodes participatives et visuelles avec des techniques d'entretien. Elles facilitent un processus d'analyse collective et d'apprentissage. L'approche peut être utilisée pour identifier les besoins, la planification, le suivi ou l'évaluation des projets et programmes. En tant que puissant outil de consultation, il offre la possibilité d'aller au-delà de consultation et promotion de la participation active des communautés aux enjeux et aux interventions qui impactent leur vie (S. Thomas).



DEVELOPING PARTICIPATORY MANAGEMENT PLANS

Marine resource co-management often relies on management plans that set out the objectives, activities, implementation responsibilities and monitoring processes. Fisheries officers or staff from partner organisations or associations who have been trained in using participatory systems for developing shared community-based management plans facilitate the development of such plans.

The systems used are based on PRA or PLA approaches (participatory rural appraisal / participatory learning and action) aimed at learning from and engaging with communities. They combine ever-increasing participatory- and visual-method toolboxes with interviewing techniques and facilitate collective analysis and learning processes. The approach can be used to identify needs and plan, monitor or assess projects and programmes. As a powerful consultation tool, it can extend beyond consulting for and promoting active community participation and examine the issues and processes that affect the community (S. Thomas).

EXEMPLE DES PHASES D'ÉLABORATION ET OUTILS MIS EN ŒUVRE À FIDJI, SALOMON ET VANUATU

ÉTAPES (ateliers)	OUTILS
Analyse de situation <ul style="list-style-type: none">• Contexte général• Ressources marines• Identification et hiérarchisation des enjeux	Cartographie Frises historiques / diagnostic des tendances relatives à l'état des ressources Transects participatifs pour l'inventaire des ressources aquatiques
Données d'expérience et information <p>Examiner toute information traditionnelle et scientifique nécessaire à la compréhension des enjeux et à la planification des actions</p>	Écologie marine et savoirs écologiques traditionnels Parties prenantes Arbres à problèmes, causes directes / indirectes
Planification des interventions <p>Choisir les enjeux prioritaires et élaborer des interventions ciblées, en précisant le calendrier de mise en œuvre et les personnes ou organismes responsables</p>	Classement des enjeux par rang Matrice de planification
Plan de suivi <p>Élaborer un plan de suivi au cours des ateliers ultérieurs et des opérations de suivi</p>	Renvoi à la matrice de planification avec des objectifs quantifiables

Source : guide du réseau LMMA, 2008

De nombreux programmes ayant eu cours dans la région Pacifique ont proposé des formations et manuels à destination des institutions gouvernementales et non gouvernementales. On peut citer notamment le « guide du réseau des aires localement gérées » ou le « manuel de Mahanty et Stacey » réalisé par le Programme Régional Océanien de l'Environnement en 2004.

L'élaboration d'un plan de gestion se décline classiquement en 4 phases au cours desquelles différents outils participatifs peuvent être mis en œuvre.

Les participants à l'atelier ont présenté divers outils participatifs utilisés lors de l'élaboration des plans de gestion des aires marines gérées. Les outils les plus courants sont la cartographie participative, les arbres à problèmes ou les frises historiques.

Ces outils sont mis en œuvre par des facilitateurs dont tous les participants se sont accordés à dire qu'ils devaient faire preuve de respect, d'humilité et d'empathie envers les acteurs locaux, avoir des connaissances relatives aux thèmes abordés, être le relais entre les communautés et les instances administratives et points importants, maîtriser la langue locale. Un facilitateur ne doit pas prendre les décisions à la place des acteurs.

Les documents de gestion produits sont très variables dans leur format, ils sont généralement succincts, parfois ils tiennent même sur un poster. Les informations contenues sont les suivantes :

- Les objectifs de la gestion
- La gouvernance
- L'analyse de la situation
- Les mesures de gestion
- Les modalités de suivi et de contrôle

Many programmes operating in the Pacific have offered training and handbooks for government and non-government organisations including the Locally-Managed Marine Area guide and Mahanty and Stacey resource kit published by the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme in 2004.

A management plan is usually developed in four steps, during which various participatory systems can be implemented.

Workshop participants presented various participatory systems used to develop managed marine area management plans, the most common being participatory mapping, problem trees and timelines. The systems are implemented by facilitators who, everyone agreed, need to be respectful, humble, empathetic towards local stakeholders and knowledgeable of the issues discussed, act as relays between communities and government and, importantly, speak the local language. Facilitators must not make decisions for stakeholders.

The management documents produced vary considerably in terms of format and are often brief, sometimes fitting on a poster. They provide the following information:

- management objectives
- governance
- baseline assessments
- management measures
- monitoring and checking methods

EXAMPLE OF THE DEVELOPMENT STEPS AND SYSTEMS IMPLEMENTED IN FIJI, SOLOMON ISLANDS AND VANUATU



Source: LMMA Network guidebook, 2008

RÉSULTAT D'UNE ANALYSE DES TENDANCES À TONGA

Année	1940	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2005	2025
Propriétaires de bateau	2	3	4	8	6	11	12	10	15
% récif en bonne santé	100 %	100 %	100 %	90 %	85 %	75 %	65 %	45 %	80 %
Surface herbiers	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Prises poisson-ssons côtiers	100 %	100 %	100 %	90 %	80 %	60 %	50 %	30 %	80 %
Prises poissons du large	100 %	100 %	100 %	90 %	80 %	70 %	60 %	50 %	80 %
Taille des poulpes	100 %	100 %	100 %	100 %	90 %	85 %	50 %	40 %	80 %
Taille des langoustes	100 %	100 %	100 %	100 %	90 %	85 %	70 %	55 %	80 %

Crédit : S. Malimali

DES RÈGLES DE GESTION LOCALES EN COHÉRENCE AVEC LES RÉGLEMENTATIONS NATIONALES

Les mesures de gestion mises en œuvre sont similaires d'un pays à l'autre. Il s'agit principalement de restreindre l'accès à des territoires de pêche pour des durées plus ou moins longues, de limiter la taille des captures, de limiter les techniques de pêche ou de fixer des quotas de prélèvements.

Dans tous les cas, les mesures mises en place localement ne peuvent entrer en contradiction avec les réglementations nationales. Il ne s'agit donc pas d'autoriser les prélèvements d'espèces protégées au niveau national. Il ne s'agit également pas d'exclure une catégorie d'usagers, notamment les pêcheurs qui viendraient de l'extérieur de la communauté ou de réserver l'usage des ressources à la seule communauté. Une exception à cette affirmation cependant, les Aires Spéciales de Gestion à Tonga réservent l'accès de ces aires (hors réserves) aux membres de la communauté locale. Une liste des membres est tenue à jour par le comité de gestion. Une deuxième exception qui ne résulte pas de dispositions réglementaires, mais plutôt d'un état de fait est celle relatée pour les Samoa américaines. Les pêcheurs pratiquent l'exclusion des « étrangers » sur leur territoire de pêche alors que c'est illégal, mais ces exclusions n'ont jamais été portées au niveau d'une cour territoriale (Levine, 2014).

LOCAL MANAGEMENT RULES IN LINE WITH NATIONAL REGULATIONS

The management measures implemented are similar from one country to another and aim mainly at restricting access to fishing grounds for varying periods, catch sizes and fishing methods and setting catch quotas.

No locally-imposed measures may conflict with national regulations and so fishing for nationally-protected species cannot be authorised, neither can a particular type of user be banned, such as fishers from other communities, nor resources exclusively reserved for one community. There is one exception to the rule, however: Tonga's special management areas (other than reserves) are only open to local community members and the management committee maintains an up-to-date member list. Another exception is not contained in regulations, but is rather a de facto situation mentioned in American Samoa, where fishers exclude "outsiders" from their fishing grounds even though it is illegal, but such cases have never been taken to territorial courts (Levine, 2014).

RESULTS OF A TREND ANALYSIS IN TONGA

Year	1940	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2005	2025
<i>Boat Owners</i>	2	3	4	8	6	11	12	10	15
<i>% of Reef in healthy condition</i>	100 %	100 %	100 %	90 %	85 %	75 %	65 %	45 %	80 %
<i>Aera of Seaweed</i>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
<i>Inshore Fish catch</i>	100 %	100 %	100 %	90 %	80 %	60 %	50 %	30 %	80 %
<i>Offshore Fish catch</i>	100 %	100 %	100 %	90 %	80 %	70 %	60 %	50 %	80 %
<i>Size of octopus</i>	100 %	100 %	100 %	100 %	90 %	85 %	50 %	40 %	80 %
<i>Size of Lobster</i>	100 %	100 %	100 %	100 %	90 %	85 %	70 %	55 %	80 %

Credits: S. Malimali

UN POUVOIR DE POLICE PEU DÉLÉGUÉ MAIS DES EXCEPTIONS EXISTENT

Le gouvernement reste généralement maître du pouvoir de police et les acteurs locaux contribuent au respect des règles au travers de campagnes de sensibilisation, voire de signalement. Quelques exceptions tout de même, à Samoa et aux Samoa américaines, les comités de gestion ont le pouvoir d'infliger des sanctions aux contrevenants. Ces sanctions relèvent des « amendes » traditionnelles telles qu'un paiement en cochon ou nourriture en conserve, à Samoa elles peuvent aller jusqu'à l'expulsion du village. Même si ce système peut s'appliquer à des personnes extérieures à la communauté, le chef du village ne dispose souvent pas de l'autorité nécessaire à imposer ces sanctions hors de son périmètre. Ainsi, à Samoa, le comité de gestion relaie l'infraction au service de la pêche du gouvernement qui se charge de poursuivre le contrevenant auprès de la cour nationale et les sanctions promulguées sont régies par le code des pêches. Aux Samoa américaines et à Tonga, un membre du village est assermenté par le Service de la Pêche et peut ainsi saisir du matériel et dresser des procès-verbaux afin de permettre au gouvernement d'engager des poursuites, le comité de gestion est ici responsable d'appuyer le travail de la personne assermentée.

POLICING POWERS ARE SELDOM DELEGATED, ALTHOUGH THERE ARE EXCEPTIONS

Governments generally hold onto policing powers and local stakeholders contribute to enforcing rules through awareness and even reporting campaigns, although there are exceptions. In Samoa and American Samoa, management committees have power to impose penalties on offenders, such as traditional “fines” of a pig or tinned food and in Samoa they can even include expulsion from one's village. While the system applies to outsiders, village chiefs often lack the authority to enforce it beyond their boundaries. In Samoa, the management committees pass fine enforcement in such cases onto the Fisheries Department who prosecute offenders in national courts with penalties provided for by the fisheries code. In American Samoa and Tonga, a court-designated villager can seize equipment and report breaches so the government will prosecute, with the management committee required to support designated villagers in their work.



Suivi écologique des aires co-gérées à Samoa © U. Titi)

LA MISE EN PLACE D'UN SUIVI

Le suivi écologique de la gestion des aires marines est une activité phare de la mise en œuvre de la cogestion dans les pays polynésiens. Il mobilise des moyens importants puisqu'il est réalisé par les agents des services de la pêche et au fur et à mesure que le nombre d'aires cogérées augmente, au plus l'implication des services est importante. Ainsi à Samoa, où le nombre d'aires cogérées est d'une centaine, le service de la pêche procède au suivi de 14 de ces aires par an. Les résultats sont ensuite analysés et présentés aux villages concernés afin d'alimenter le processus de révision du plan de gestion en fonction des résultats.

L'atelier a cependant questionné la pertinence de ce niveau d'investissement pour cette activité arguant que l'expérience et les études avaient montré que les suivis qui impliquaient les communautés locales ne produisaient pas des données susceptibles d'être utilisées pour montrer des différences significatives pour les espèces observées. Ils se révèlent donc peu utiles pour la gestion adaptive ou l'évaluation des stocks.

Ces questionnements ont été formulés par un expert en appui à l'organisation et à l'animation de cet atelier et fortement impliqué depuis une quinzaine d'années sur le développement de la gestion communautaire des pêches côtières. Ce questionnement

MONITORING

Environmentally monitoring marine areas was a flagship operation for co-management implementation in Polynesian countries, which requires major resources, because it is carried out by fisheries officers and, as the number of co-management areas increase, so does government involvement. In Samoa, for example, where there are some 100 such areas, the Fisheries Department monitors 14 per year. The results are analysed and presented to the relevant villages and the management plan is reviewed based on the findings.

The workshop wondered how appropriate it was to invest so much in monitoring, pointing to experience and research which has indicated that monitoring involving local communities does not yield data that can be used to show significant differences for the relevant species. So such data have not proven useful for adaptive management or stock assessments.

The concerns were raised by an expert assisting with organising and facilitating the workshop who had been closely involved in community-based coastal fisheries management for some 15 years, based on virtually 20 years' hindsight in LMAs, and who had already carried out several assessments on co-management and the monitoring it entailed.



repose notamment sur le recul de quasiment 20 ans du réseau des aires marines localement gérées, LMMA, qui a déjà procédé à plusieurs évaluations de la cogestion et notamment des suivis mis en œuvre dans ce cadre.

Dans le cas de la réalisation des suivis par des agents des services du gouvernement (pêche et/ou environnement), ce n'est pas tant la question de la validité des données qui est mise en avant que celle de l'allocation des moyens en appui à la mise en œuvre de la cogestion, semble-t-il prioritaire de dépenser une partie significative des ressources, souvent limitées, des services pour la réalisation du suivi alors qu'il faut également pouvoir financer de l'information et de la sensibilisation, le contrôle ou la gestion administrative ?

L'atelier n'avait pas pour but de trancher sur ce point, mais de soulever le questionnement et soumettre à la discussion une stratégie de monitoring différenciée comme elle s'opère à Fidji au sein du réseau Fidji-LMMA. Cette stratégie opère 3 niveaux de suivi et concerne environ 400 sites cogérés :

- Un suivi « basique » opéré par l'ensemble des communautés et qui repose sur la collecte de perceptions relatives à la gouvernance de la gestion et à l'état de la ressource. Cette collecte repose sur un questionnaire présenté en annexe de ce rapport.
- Un suivi « avancé », réalisé par les communautés avec l'appui de partenaires (ONG), seuls quelques dizaines de sites sont concernés. Ce suivi permet d'accompagner les communautés très motivées par la réalisation de suivis écologiques et socio-économiques.
- Un suivi « scientifique » réalisé par les partenaires (Universités/ONG), une dizaine de sites sont concernés et permettent de faire évoluer les connaissances sur l'efficacité des outils de gestion mis en œuvre. Ce suivi a notamment récemment mis en évidence les impacts négatifs des réserves temporaires de pêche qui ont tendance à faire diminuer les stocks sur le long terme et particulièrement si des mesures de gestion à l'ouverture ne sont pas mises en place.

Les participants ont accueilli cette démarche différenciée avec intérêt et ce d'autant plus que les territoires sont étendus, c'est notamment le cas pour la Polynésie française et dans une certaine mesure pour Tonga, mais également dans le cas où la mise en œuvre du suivi actuel ne semble pas entièrement satisfaisante, à Tonga par exemple. À Samoa, l'organisation du service de la pêche semble être en mesure d'appuyer un grand nombre de sites, ce qui est également le cas aux îles Cook et à Tuvalu avec un nombre de sites plus restreint.

Regarding monitoring by fisheries or environmental officers, it was not so much data validity that was questioned as the resources allocated to supporting co-management. The question was raised as to whether priority should be given to spending a significant share of often-scarce resources on monitoring when funding was also needed for information and awareness, surveillance and administrative management.

It was not up to the workshop to decide on the issue, so much as raise it and discuss a differentiated monitoring strategy, such as operated in Fiji in the country's LMMA network at three levels involving approximately 400 co-managed sites, namely:

- *basic monitoring carried out by all the communities based on gathering perceptions of management governance and resource status, using a questionnaire appended to this report;*
- *advanced monitoring carried out by the communities with NGO support on only a few dozen sites, which assists highly motivated communities conduct environmental, social and economic monitoring; and*
- *scientific monitoring by universities and NGOs on a dozen sites, which increases knowledge about the relevant management systems' effectiveness and which has recently revealed the negative effects of temporary fishing reserves that tend to deplete stocks in the long run, especially when management measures are not implemented at the outset.*

Participants showed interest in differentiated monitoring, particularly as the territories' islands are dispersed, as in French Polynesia and to some extent Tonga, and because in some cases current monitoring had not proven entirely satisfactory, as in Tonga, for example. In Samoa, the Fisheries Department appears to be organised in such a way as to effectively support a large number of sites, as is the case in the Cook Islands and Tuvalu with fewer sites.



DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALTERNATIVES DÉVELOPPEES DANS CERTAINS PAYS POUR COMPENSER LA RESTRICTION DE L'ACTIVITÉ DE PÊCHE

Plusieurs pays développent, parallèlement à la mise en place de mesures de gestion, des programmes de développement d'activités alternatives afin de compenser la perte de revenus liées à la restriction de l'activité de pêche ou encourager les communautés dans leurs efforts de gestion de leurs ressources.

Les services des pêches de Samoa et de Tonga viennent ainsi en soutien aux villages impliqués dans les programmes de gestion des pêches au travers de la mise en place de projets aquacoles de petite envergure, on compte ainsi à Samoa 50 nurseries de bénitiers, 60 fermes de tilapia, 3 fermes de crabes de mangroves ainsi que 8 essais de ferme de raisins de mer (*Caulerpa spp.*). En appui à ce programme, la division aquaculture a développé une nouvelle écloserie multisécifique (bénitiers, caulerpes, mullets). Tonga opère des réensemencements en bénitiers, trocas et holothuries au sein des zones gérées et Samoa réalise des actions de restauration des récifs et des mangroves. Tuvalu, Tonga et Samoa déplacent également des dispositifs de concentration de poissons (DCP) côtiers pour les communautés impliquées dans la gestion.

ALTERNATIVE ECONOMIC ACTIVITIES DEVELOPED IN SOME COUNTRIES TO OFFSET FISHING RESTRICTIONS

Some countries are developing alternative business programmes alongside management measures to offset the income losses generated by restrictions on fishing or encourage communities in their resource-management efforts.

*Samoa and Tonga's fisheries departments support villages involved in fisheries management programmes by setting up small-scale aquaculture projects. In Samoa, there are 50 giant-clam nurseries, 60 tilapia farms, three mangrove-crab farms and eight sea-grape (*Caulerpa spp.*) trial farms. As a backup for the programme, the Aquaculture Division developed a new multi-species nursery with giant clam, macro-algae and mullet. Tonga is undertaking giant-clam, trochus and sea cucumber reseeding in co-managed areas and Samoa is restoring reefs and mangroves. Tuvalu, Tonga and Samoa have also deployed coastal fish aggregating devices (FADs) for communities involved in management.*



Restauration récifale et dispositif de concentration de poissons à Samoa © U. Tiitii



Cage de Tilapia et récolte de raisins de mer (*Caulerpa spp.*) à Samoa © U. Tiitii

LA MISE EN RéSEAU EN RéSEAU





LE RÉSEAU NATIONAL : UN OUTIL ENCORE PEU DÉVELOPPÉ, MAIS QUI PROUVE SON EFFICACITÉ OÙ IL EST PRÉSENT

La majorité des pays polynésiens gère le développement et le fonctionnement des aires marines cogérées de manière très centralisée avec des services des pêches omniprésents à toutes les étapes de la cogestion.

NATIONAL NETWORKS ARE NOT YET HIGHLY DEVELOPED, BUT HAVE PROVEN EFFECTIVE WHEREVER THEY EXIST

Most Polynesian countries administer co-managed marine area development and operations in a highly-centralised manner with omnipresent fisheries departments at every step of co-management.

LE RÉSEAU KUA À HAWAÏ

KUA gère les activités de 3 réseaux. Ce « super » réseau a été établi en 2012 sous l'impulsion d'un réseau de groupes de gestion communautaire des ressources naturelles dénommé « E Alu Pu » qui se rencontraient régulièrement pour partager leurs expériences de gestion durant les 12 années précédant la création de KUA.

Le réseau KUA signifie « grassroots growing through shared kuleana (responsibility) » qu'on pourrait traduire par le fait que la base représentée par les communautés locales grandit, se forme, apprend au travers d'une responsabilité partagée. Les 3 réseaux actuellement coordonnés par KUA sont présentés dans le tableau ci-joint.

KUA organise les rassemblements de chacun de ses réseaux sur une base annuelle, encourage les échanges inter et intra réseaux pour favoriser l'apprentissage, appuie des communautés en direct sur sollicitation. Plus globalement, KUA travaille avec l'ensemble des parties prenantes afin de construire des ponts entre les différents acteurs et promouvoir la gestion communautaire des ressources naturelles. KUA se fait également le relais des initiatives locales mises en œuvre à Hawaï dans les fora internationaux, comme ce fut le cas lors de l'atelier.

KUA est principalement financé par les dons privés qui permettent d'employer 5 permanents, dont 3 coordinateurs de réseaux.

HAWAII'S KUA NETWORK

KUA manages three networks' operations. The "super-network" was set up in 2012 on the initiative of a network of community natural-resource management groups known as E Alu Pu that had met regularly to share their management experience for 12 years before KUA was set up.

The KUA network stands for "grassroots growing through shared kuleana (responsibility)" in Hawaiian, as the local community base is expanding, training and learning through shared responsibility. The following table shows the three networks it now coordinates Table.



KUA organises yearly gatherings for each network, encourages sharing between and within networks to foster learning and directly supports communities on request. More generally, KUA works with all stakeholders to build bridges between them and promote community-based natural resource management. KUA also acts as a relay for local initiatives implemented in Hawaii at international forums, such as this workshop.

KUA is mainly funded by private donations, which has enabled it to employ five permanent staff, three of whom are network coordinators.



PRÉSENTATION DES 3 SOUS-RÉSEAUX COORDONNÉS PAR LE RÉSEAU HAWAÏEN KUA

Nom	Activités des communautés représentées	Nombre de communautés	Rôle
E Alu Pu	Gestion terre-mer	30	Transmission intergénérationnelle des savoirs, restauration des pièges à poissons, gestion des pêches côtières, droits autochtones, rassemblements d'agriculture traditionnelle Sensibilisation sur les programmes fédéraux visant à soutenir la cogestion des ressources marines (CBSFA et autres) Plaidoyer auprès de l'État fédéral en faveur du soutien aux communautés locales
Hui Malama Hokō I'a	Restauration des pièges à poissons	40	Plaidoyer auprès de l'État fédéral en faveur du soutien aux communautés locales
Limu Hui	Collecte des plantes marines « limu », <i>Codium edule</i>		Protection, partage et transmission de la culture traditionnelle

THE THREE SUB-NETWORKS COORDINATED BY THE HAWAIIAN KUA NETWORK

Name	Member communities' activities	Number of communities	Role
E Alu Pu	<i>Land-sea management</i>	30	<i>Passing knowledge on to future generations, restoring fish traps, managing coastal fisheries, indigenous rights, traditional farmer gatherings</i> <i>Awareness training on federal programmes to support marine resource co-management (CBSFA, etc.)</i> <i>Advocacy with federal government for local-community support</i>
Hui Malama Hokō I'a	<i>Fish-trap restoration</i>	40	<i>Advocacy with federal government for local-community support</i>
Limu Hui	<i>Collecting marine limu seaweed (<i>Codium edule</i>)</i>		<i>Protecting, sharing and passing on traditional culture</i> <i>Limu planting</i>



LE RÉSEAU FLMMA À FIDJI

Fidji a choisi d'associer un ensemble de partenaires publics et associatifs au développement et au soutien des initiatives de gestion locale des ressources grâce à la création du réseau Fiji-Locally Managed Marine Area (Aires Marines Gérées Localement). Le réseau Fiji-LMMA Network, a permis d'associer les partenaires publics, associatifs et privés dans l'appui aux communautés locales à la gestion de leurs ressources naturelles et au développement de moyens de subsistance durables. Au travers de la mise en place d'une approche de travail commune, les différents partenaires ont pu mobiliser leurs réseaux, financements et compétences pour optimiser le service apporté aux communautés. Ainsi, les ONG régionales et internationales ont pu mobiliser des moyens humains et financiers pour accompagner les communautés sur le terrain et valoriser la démarche dans des forums internationaux. Les partenaires spécialisés dans la communication ont pu monter des campagnes extrêmement innovantes pour appuyer les efforts des communautés. On peut notamment citer la campagne 4FJ réalisée à Fiji et qui a mobilisé la population pour ne pas consommer de mérous pendant les 4 mois de la saison de reproduction. Les partenaires scientifiques permettent de faire avancer les connaissances sur l'efficacité des mesures de gestion, on peut noter les recherches récentes sur l'efficacité des réserves périodiques. Le réseau ne se limite pas à la collaboration entre partenaires puisqu'il facilite avant tout les

échanges entre communautés sur la gestion des ressources. Ce partage d'expériences de pair à pair, souvent plus pertinent que des visites d'experts, est une clé essentielle de la multiplication des sites gérés au sein du réseau.

Le réseau fidgien a longtemps existé au sein du service de la pêche puis il s'est récemment émancipé pour prendre un statut associatif. Son organisation est présentée dans la figure 5.

Le réseau emploie une dizaine de personnes entre le comité exécutif, le secrétariat et les représentants géographiques. Les partenaires, composés du gouvernement, des ONG, des institutions d'enseignement supérieur, le secteur privé et les communautés locales siègent tous, sur un pied d'égalité, au sein du comité exécutif du réseau FLMMA. Le financement du réseau est issu d'origines diverses, fondations privées, subventions ou projets ponctuels mis en œuvre par les organisations régionales/internationales. La recherche de financement est un travail constant.

Depuis le lancement du réseau à la fin des années 90, plus de 400 villages sont impliqués dans le réseau représentant 71 % des villages côtiers de Fidji, 79 % des aires de pêche côtière sont gérées activement (M.Tabunakawai).



© CPS Integre

Accueil d'une délégation polynésienne par le réseau LMMA de Fidji.
Reception of a Polynesian delegation by the LMMA network of Fiji

FIJI LOCALLY-MANAGED MARINE AREA NETWORK ORGANISATIONAL DIAGRAM

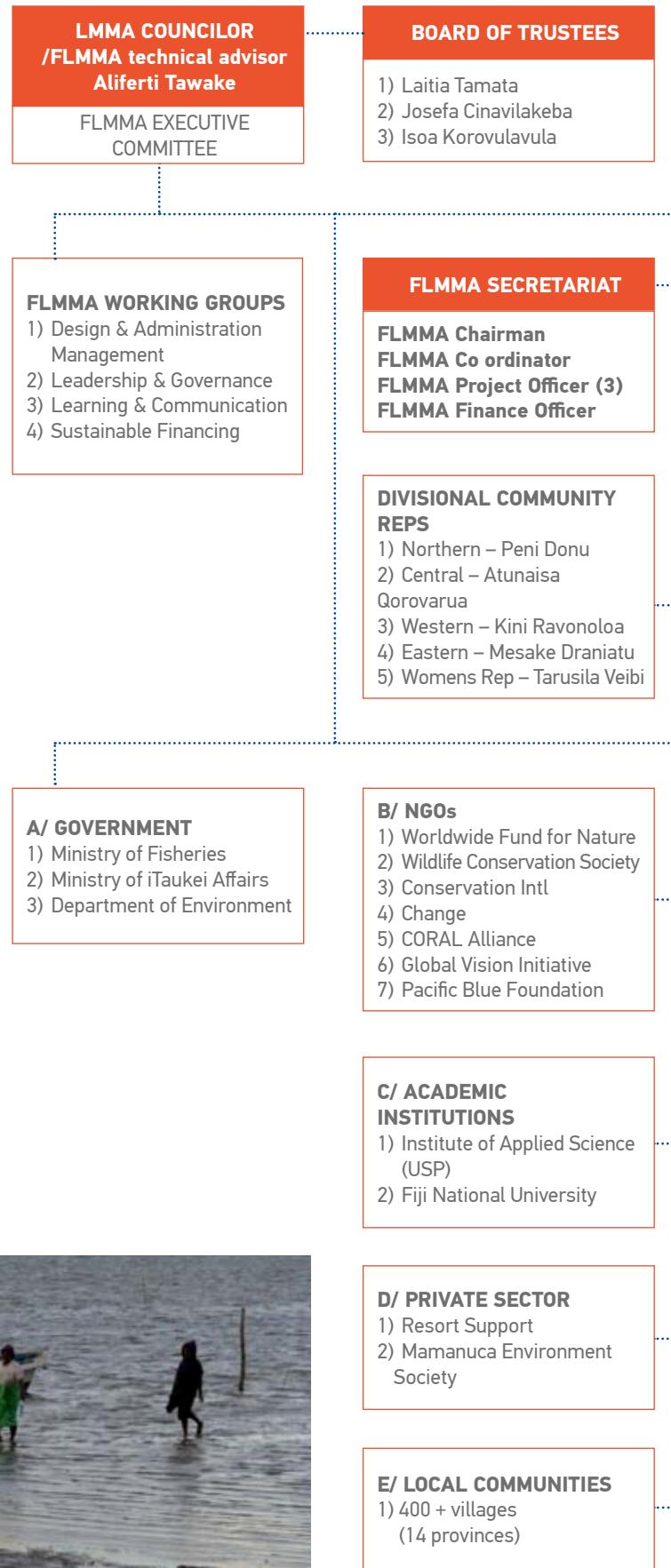
FIJI'S FLMMA NETWORK

Fiji chose to involve a number of public partners and associations in developing and supporting local natural-resource management initiatives by setting up the Fiji Locally-Managed Marine Area network. The Fiji LMMA network brings together public and private partners and associations to support local communities in managing their natural resources and developing sustainable subsistence. By working together, the various partners are able to enlist the support of their networks and attract funding and skills to improve the service provided to communities. Regional and international NGOs contribute human and financial resources to assist the communities on the ground and promote their approach in international forums. Partners specialising in communication organise highly-innovative campaigns in support of community efforts, such as the 4FJ campaign in Fiji that urged the public not to eat grouper during the four-month mating season. Scientific partners increase knowledge about management-measure effectiveness, such as recent research on temporary reserves. The network is not just about collaboration between partners, but mainly facilitates discussion between communities on resource management. Such peer-to-peer feedback is often more appropriate than expert visits and is key to increasing the number of managed areas in the network.

The Fijian network had long been embedded in the Fisheries Department, but has recently become detached and incorporated as an association. Its organisational diagram is presented Fig 5.

The network employs some 10 people including the board of trustees, secretariat and divisional representatives. The partners, i.e. government, NGOs, tertiary institutions, private sector and local communities are all represented on the FLMMA board of trustees on an equal footing. The network is funded from a variety of sources, including private foundations, grants and one-off projects implemented by regional or international organisations. Funding is constantly being sought.

Since the network was set up in the 1990s, over 400 villages have been involved, accounting for 71% of Fiji's coastal villages, and 79% of coastal fisheries are actively managed (M. Tabunakawai).



VERS UN RÉSEAU RÉGIONAL POLYNÉSIEN ?

Un des objectifs de l'atelier était de discuter l'intérêt d'un réseau régional à l'échelle de la Polynésie sur la cogestion des pêches lagonaires qui pourrait s'inscrire dans le cadre du réseau politique existant déjà à cette même échelle, le Groupe des Leaders Polynésiens ou PLG. Une table ronde a été organisée le dernier jour de l'atelier afin de partager les vues de chaque pays sur la pertinence d'une mise en réseau.

Il est ressorti de cette table ronde que la mise en place d'un tel réseau était pertinente. En effet, les échanges des trois jours précédents avaient montré tout l'intérêt du partage d'expériences et d'informations pour rendre plus efficace la cogestion des ressources lagonaires qui présentent des similarités régionales, et notamment dans la présence d'outils de gestion traditionnels communs à plusieurs pays tels que le rahui ou ra'uï.

Plusieurs sujets sont d'intérêt régional :

- Comment intégrer les modalités de gestion traditionnelles dans les règlementations des pêches et également ?
- Comment intégrer les connaissances traditionnelles sur les ressources marines avec des connaissances scientifiques pour aboutir à des mesures de gestion les plus efficaces possible ?
- Comment partager les expériences menées sur l'efficacité des mesures de gestion ?

Il a enfin été souligné que l'existence d'un réseau pourrait contribuer à porter la cogestion des ressources lagonaires auprès des décideurs politiques puisque sa mise œuvre souffre souvent d'un manque de moyens pour accompagner les communautés et élargir sa mise en œuvre et par conséquent augmenter ses effets sur la sécurité alimentaire des populations.

S'est alors posée la question des modalités de fonctionnement d'un tel réseau. Plus qu'une création formelle dans un premier temps, les participants se sont accordés sur la mise en place d'une « mailing-list » qui permettrait de faciliter l'échange d'informations. La Communauté du Pacifique a été citée pour appuyer la mise en œuvre de ce réseau sans pour autant préciser le rôle qu'elle pourrait tenir.

TOWARDS A REGIONAL POLYNESIAN NETWORK?

One of the workshop objectives was to discuss whether it was worthwhile setting up a Polynesian regional lagoon-fisheries co-management network as part of the existing political network, i.e. the Polynesian Leaders' Group. A round-table meeting was held on the last day of the workshop for all the countries to express their views on this.

The meeting found that such a network would be appropriate. The previous three days of meetings had shown how useful it was to share experience and information to make lagoon-resource co-management more effective, as there are similarities across the region, particularly traditional management systems such as the rahui or ra'uï found in several countries.

There were several regional issues, namely:

- *how to incorporate traditional management systems into fisheries regulations on an equal footing;*
- *how to combine traditional and scientific marine-resource knowledge to obtain the most effective management measures possible; and*
- *how to share experience in terms of the effectiveness of management measures.*

It was also emphasised that a network could help draw the attention of political decision-makers to lagoon-resource co-management, as resources for assisting communities and expanding implementation with a view to increasing community food security are often lacking.

The question was then raised as to how such a network would operate. Rather than setting up a formal body, participants agreed that a mailing list should be created initially to facilitate information sharing. The Pacific Community was mentioned as the organisation that would provide support for implementing the network, although it was not specified what role it would play.



ENSEIGNEMENTS
TIRÉS PAR
LA POLYNÉSIE
FRANÇAISE
AU COURS
DE L'ATELIER

LESSONS LEARNT
DURING THE
WORKSHOP BY
FRENCH POLYNESIA





Le premier objectif de cet atelier était de rassembler les expériences de cogestion polynésiennes afin d'appuyer la Direction des Ressources Marines et Minières de Polynésie française dans la mise en œuvre de cette démarche débutée initiée depuis peu. À l'issue de l'atelier, la DRMM a pu présenter les enseignements retirés des 4 jours de rencontres et d'échanges.

De manière générale, la Polynésie française gagnerait à décentraliser la gestion autant que possible, formaliser la démarche de gestion communautaire pour la rendre accessible et attractive et revoir sa réglementation. Concernant la mise en œuvre concrète de la gestion participative des pêches, cinq grandes étapes ont été proposées qui comportent chacunes des enjeux auxquels doivent être apportées des réponses les plus pratiques possible :

The workshop's primary objective was to pool co-management experience in Polynesia to help French Polynesia's Department of Marine and Mining Resources (DRMM) implement the programme that it had recently launched. At the end of the workshop, DRMM presented the lessons it had learned from the four days of meetings and sharing.

Overall, French Polynesia would be better off decentralising management as much as possible, formalising the community management approach to make it more accessible and attractive and revising regulations. In terms of implementing participatory fisheries management on the ground, five major stages were proposed, each with its own challenges requiring the most pragmatic solutions possible, i.e.

1

LA DÉFINITION DES ACTEURS OU DE LA COMMUNAUTÉ.

L'enjeu principal d'une bonne gestion des ressources est la gestion du facteur humain. Il en dé-

coule deux enjeux secondaires : d'une part, la gestion de la représentativité (activités, genres, âges) et de l'autorité et d'autre part, la connexion de la « communauté» avec l'environnement qu'elle veut préserver ou protéger dans un cadre d'émoussement des structures sociales traditionnelles face à la modernité. Il semble nécessaire de raisonner en termes d'influence et d'implication des populations, en dépassant le cadre de la pêche, d'utiliser les structures existantes (associations, églises...) et de s'appuyer sur les mairies (élus locaux), de privilégier une base volontaire, et enfin de trouver des incitations.

2

PLANIFICATION.

L'enjeu est de définir des objectifs et des mesures formalisés avec la bonne méthode et les bons outils. Il convient donc de rechercher la simplicité et le caractère reproductible et de s'inspirer de ce qui a été fait ailleurs. Il faut prendre en compte le coût de la gestion participative (en homme et en temps). Il est indispensable d'intégrer la culture et les savoirs traditionnels dans le choix des mesures de gestion. La Direction des Ressources Marines et Minières de Polynésie française doit renforcer ses capacités tant quantitativement (nombre de postes) que qualitativement (eg. Compétences en sciences humaines pour la concertation et la sensibilisation). Il convient aussi de formaliser et renforcer le rôle des mairies pour la consultation. Enfin, il faut mener une réflexion sur l'opportunité d'externaliser, au moins les premières étapes avec l'aide des organismes régionaux (organisations régionales ou ONG).

3

MISE EN ŒUVRE :

Le principal enjeu est de fixer la limite de la participation en fonction de la volonté et des compétences des communautés et des moyens humains, financiers et réglementaires de l'administration. La condition essentielle de la réussite de la mise en place d'une gestion participative et intégrée est d'adopter une approche pragmatique en fonction de l'évolution des capacités (« commencer petit »). Cette mise en œuvre doit s'appuyer sur des comités de gestion représentatifs avec des missions reconnues, qui permettent d'assurer la transparence des décisions et la circulation de l'information et d'impliquer les acteurs locaux dans la surveillance. La mise en œuvre de la gestion participative doit être accompagnée d'une sensibilisation qui peut être facilitée par l'émergence d'exemples de réussites pouvant générer l'envie de reproduire des démarches similaires.

4

SUIVI, ÉVALUATION, ADAPTATION :

Le principe essentiel est d'aller à l'essentiel et ne pas viser l'exhaustivité. L'enjeu est d'impliquer les acteurs locaux et de faire preuve d'efficacité et de transparence au travers de suivis participatifs, peu gourmands en temps et en moyen, basés sur l'évaluation de la gouvernance et la perception de l'état des ressources et des bénéfices, sur le modèle du questionnaire utilisé par le réseau LMMA² de Fidji. Des formes de suivis plus élaborés restent pertinentes, mais ne peuvent être développées à grande échelle.

5

LA MISE EN RÉSEAU :

l'enjeu ici est de parvenir à changer d'échelle. Le réseau n'a pas tant d'importance si le nombre de sites est très restreint. À l'inverse, au fur et à mesure que le nombre de sites gérés augmente, la mise en réseau peut permettre de faire circuler les informations de manière plus efficace, de former les gestionnaires de pair-à-pair, de créer une émulation positive pour mieux gérer les ressources et même d'influer plus significativement sur les politiques de gestion des pêches.



1

DEFINING STAKEHOLDERS OR THE COMMUNITY.

The crux of good resource management is managing communities, which raises two subsets of challenges: first, managing activity-, gender- and age-representativeness and authority; and, second, the "community's" connectedness to the environment it wishes to preserve or protect, as traditional social structures give way to modern lifestyles. It would appear necessary to reason in terms of influence and community involvement and reach beyond the bounds of the fishing industry, using existing structures like associations and churches and relying on local government authorities as well as opting for a volunteer approach while identifying other incentives.

2

PLANNING. This challenge involves defining the set objectives and actions by using the right method and the right tools. Simplicity and repeatable models should be aimed for, drawing inspiration from what has been done elsewhere. Thought should be given to the cost of participatory management in terms of people and time. Local culture and traditional knowledge must be integrated into the selected management options. French Polynesia's Department of Marine and Mining Resources must build capacity both quantitatively (number of positions) and qualitatively (e.g. social science skills for consultation and awareness). The role of local government must also be formalised and strengthened for the consultation process. Whether work needs to be contracted out, at least in the early stages, with help from regional bodies or NGOs, must also be discussed.

3

IMPLEMENTATION: The main challenge is setting the participation limit based on community commitment and skills and on the government's human, financial and regulatory resources. The sine qua non of successfully implementing participatory integrated management is to take a pragmatic approach based on the progress made in acquiring capacities ("start small"). Implementation must be based on representative management committees with accepted terms of reference to ensure that decisions are transparent, information is passed on and local stakeholders are involved in the monitoring work. Participatory management implementation must go hand in hand with awareness training, which can become easier as success stories emerge that can generate enthusiasm for duplicating them.

4

MONITORING, ASSESSMENT AND ADAPTATION. The challenge is involving local stakeholders and being effective and transparent through participatory monitoring that is neither time-consuming nor a drain on resources, but based on assessing governance and on the perception of the state of resources and benefits, using the Fiji LMMA network model².

5

NETWORKING. The challenge here is to change the scale. The network does not matter much if there are not many sites, but as more are managed, networking becomes a solution for improving information flow, peer-to-peer training of managers, creating positive emulation for better resource management and even having a greater influence on fisheries management policies.



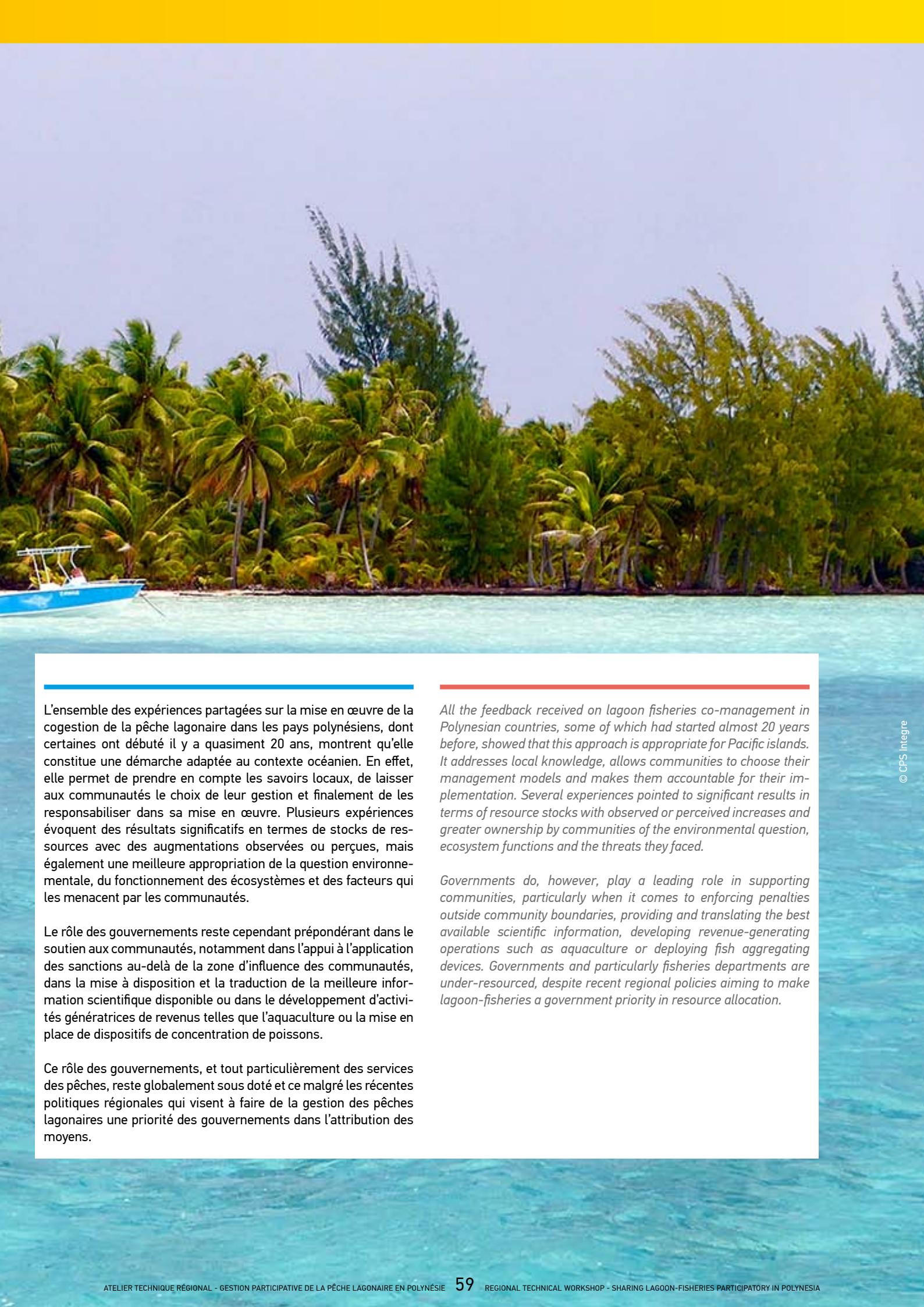
Jardin de corail de Tahaa © H. Charles

² Locally-Managed Marine Area Network : Réseau des aires marines protégées gérées localement.

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS





L'ensemble des expériences partagées sur la mise en œuvre de la cogestion de la pêche lagunaire dans les pays polynésiens, dont certaines ont débuté il y a quasiment 20 ans, montrent qu'elle constitue une démarche adaptée au contexte océanien. En effet, elle permet de prendre en compte les savoirs locaux, de laisser aux communautés le choix de leur gestion et finalement de les responsabiliser dans sa mise en œuvre. Plusieurs expériences évoquent des résultats significatifs en termes de stocks de ressources avec des augmentations observées ou perçues, mais également une meilleure appropriation de la question environnementale, du fonctionnement des écosystèmes et des facteurs qui les menacent par les communautés.

Le rôle des gouvernements reste cependant prépondérant dans le soutien aux communautés, notamment dans l'appui à l'application des sanctions au-delà de la zone d'influence des communautés, dans la mise à disposition et la traduction de la meilleure information scientifique disponible ou dans le développement d'activités génératrices de revenus telles que l'aquaculture ou la mise en place de dispositifs de concentration de poissons.

Ce rôle des gouvernements, et tout particulièrement des services des pêches, reste globalement sous doté et ce malgré les récentes politiques régionales qui visent à faire de la gestion des pêches lagunaires une priorité des gouvernements dans l'attribution des moyens.

All the feedback received on lagoon fisheries co-management in Polynesian countries, some of which had started almost 20 years before, showed that this approach is appropriate for Pacific islands. It addresses local knowledge, allows communities to choose their management models and makes them accountable for their implementation. Several experiences pointed to significant results in terms of resource stocks with observed or perceived increases and greater ownership by communities of the environmental question, ecosystem functions and the threats they faced.

Governments do, however, play a leading role in supporting communities, particularly when it comes to enforcing penalties outside community boundaries, providing and translating the best available scientific information, developing revenue-generating operations such as aquaculture or deploying fish aggregating devices. Governments and particularly fisheries departments are under-resourced, despite recent regional policies aiming to make lagoon-fisheries a government priority in resource allocation.

Le développement opérationnel de ces réponses inspirées de l'expérience de ses voisins polynésiens va impliquer pour les autorités de Polynésie française d'accepter de déléguer une partie de leur pouvoir aux acteurs locaux, et ce dans une relation de confiance qui doit se développer. Ce changement n'est pas anodin, mais il a été réalisé par les pays voisins et s'est traduit par une amélioration très significative de la gestion des ressources lagunaires.

Cette évolution doit permettre de renforcer les communautés locales dans les choix de gestion en encourageant notamment les initiatives locales, en s'adaptant aux modes de fonctionnement et d'organisation locaux ou en associant les acteurs à la production de cadres réglementaires. Il doit également permettre de créer des opportunités en mettant en place des cadres juridiques adaptatifs ou en encourageant la création d'arènes de discussion et de décisions. Enfin, les capacités de l'ensemble des acteurs doivent être renforcées dans le domaine de l'animation, de la concertation et du partage de l'information.

Sur la base des échanges tenus lors de l'atelier, une proposition de déclaration à destination du groupe des leaders polynésiens a été rédigée et validée par l'ensemble des représentants des pays polynésiens présents à l'atelier. Cette déclaration, présentée en annexe de ce rapport, rappelle la nécessité de mettre en œuvre, et par conséquent de consacrer les moyens nécessaires à une gestion locale, participative et partagée des ressources lagunaires, afin de contribuer à la sécurité alimentaire des populations. Elle encourage également une plus grande coopération entre les pays polynésiens.

Avant la clôture officielle de l'atelier, les jeunes étudiants présents à l'atelier ont présenté ce qu'ils avaient retenus des échanges et ont interpellé les décideurs polynésiens présents avec des recommandations pour la mise en œuvre de la cogestion des ressources lagunaires en Polynésie (encadré 3).

Operationally developing these solutions, drawn from the experience of their Polynesian neighbours, means that French Polynesian authorities will have to agree to delegate some of their powers to local stakeholders in a relationship based on trust that must be developed. This is no minor change, but it has been made by neighbouring countries and resulted in highly significant improvements in lagoon resource management.

Such changes would support local communities in the management options they choose to pursue by fostering local initiative, adapting to local practices and organisation methods and involving the stakeholders in producing regulatory frameworks. It should also create opportunities by introducing adaptive legal frameworks and fostering discussion and decision-making forums. Also, all stakeholders' facilitation, consultation and information sharing capacities must be strengthened.

Based on discussions at the workshop, a draft declaration was prepared for the Polynesian Leaders' Group and approved by all the Polynesian country representatives in attendance. It is appended to this report and states that lagoon resources need to be managed in a local, participatory and shared manner and the necessary resources allocated to such management so as to contribute to community food security. It also urges Polynesian countries to cooperate more with each other.

Before the workshop was officially closed, young students presented what they had learned from the discussions and called upon the Polynesian decision-makers in attendance to consider their recommendations for implementing lagoon-resource co-management in Polynesia (inset 3).



**MESSAGE DES JEUNES ÉTUDIANTS
PRÉSENTS À L'ATELIER À DESTINATION
DES PARTICIPANTS ET DES DÉCIDEURS
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE**

“

Nous avons eu l'opportunité de participer à ce séminaire qui a réuni plusieurs pays océaniens. Nous avons constaté que nos cousins du Pacifique font vivre leur culture.

Nous avons aussi constaté que nous étions, ici, en Polynésie française, en retard par rapport à nos cousins du Pacifique en ce qui concerne la gestion participative des ressources par les communautés locales.

Nous constatons également, chez nos voisins, une prise en compte des besoins, des souhaits et des spécificités des communautés locales dans la gestion des ressources.

Nous voulons nous réveiller, en tant que jeunes de la Polynésie française, et assumer nos responsabilités pour les générations futures. Nous souhaitons être acteurs.

Pour nous permettre de devenir ces acteurs de demain pour notre Fenua, voici Monsieur le Ministre, quelques pistes de travail :

- Développer et approfondir l'approche participative des ressources marines en transférant la gestion aux communautés locales
- Créer un contexte favorable au développement de Rahui sur l'ensemble de la Polynésie française d'ici 2025
- Mettre en place des bourses d'études sur les thématiques de l'apprentissage culturel, de la gestion des ressources, de la gestion participative et faciliter les échanges et le partage d'expérience dans le Pacifique
- Encourager la création d'un réseau de jeunes en Polynésie française pour la gestion de notre environnement et de nos pêcheries, à travers un soutien technique et financier
- Créer des postes de référent - médiateur pour la sensibilisation des communautés aux problématiques environnementales et de gestion.

**MESSAGE FROM THE YOUNG STUDENTS
ATTENDING THE WORKSHOP TO PARTICIPANTS
AND FRENCH POLYNESIA'S DECISION-MAKERS.**

“

We have had the chance to take part in this workshop attended by several different Pacific countries. We have seen that our Pacific cousins are keeping their cultures alive.

We have also seen that here in French Polynesia we are lagging behind our Pacific cousins in terms of participatory resource management by local communities.

We have also noted that resource management by our neighbours takes into account the needs, wishes and special characteristics of local communities.

We want to wake up, as young French Polynesians, and assume our responsibilities for future generations. We want to be involved stakeholders.

Mr. Minister, to allow us to become our Fenua's stakeholders of tomorrow, here are some possible work areas:

- Develop and enhance a participatory approach to marine resource by transferring management to local communities
- Create an environment that promotes the development of rahui throughout French Polynesia by 2025
- Set up scholarships on the topics such as cultural learning, resource management, and participatory management and facilitate exchanges and experience sharing in the Pacific
- Encourage the creation of a network of young people in French Polynesia to manage our environment and fisheries, through technical and financial support
- Create resource person/mediator positions to raise community awareness about environmental and management issues.

“

BIBLIOGRAPHIE REFERENCES

10

CPS, 2015. A new song for coastal fisheries – pathways to changes: the Noumea Strategy

Berkes, F. 2009. Evolution of co-management: role of knowledge generation, bridging organizations and social learning. *Journal of Environmental Management* 90:1692-1702. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jenvman.2008.12.001>

Cinner, J. E., M. J. Marnane, and T. R. McClanahan. 2005. Conservation and community benefits from traditional coral reef management at Ahus Island, Papua New Guinea. *Conservation Biology* 19:1714-1723. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1523-1739.2005.00209.x-i1>

Crawford, B. R., A. Siahainenia, C. Rotinsulu, and A. Sukmara. 2004. Compliance and enforcement of community-based coastal resource management regulations in North Sulawesi, Indonesia. *Coastal Management* 32:39-50. <http://dx.doi.org/10.1080/08920750490247481>

Gutierrez, N. L., R. Hilborn, and O. Defeo. 2011. Leadership, social capital and incentives promote successful fisheries. *Nature* 470:386-389. <http://dx.doi.org/10.1038/nature09689>

King, M., and U. Faasili. 1999. Community-based management of subsistence fisheries in Samoa. *Fisheries Management and Ecology* 6:133-144. <http://dx.doi.org/10.1046/j.1365-2400.1999.00136>.

Levine, A. S., and L. S. Richmond. 2014. Examining enabling conditions for community-based fisheries comanagement: comparing efforts in Hawai'i and American Samoa. *Ecology and Society* 19(1): 24. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-06191-190124>

Locally-Managed Marine Areas, 2008. *A guide to supporting community-based adaptive management*. Compiled and edited by Hugh Govan, William Aalbersberg, Alifereti Tawake and John Parks.

McCay, B. J., and S. Jentoft. 1998. Market or community failure? Critical perspectives on common property research. *Human Organization* 57:21-29. MacNeil A.M, Graham N.A.J., Cinner J., Wilson S.K., Williams I.D., Maina J., Newman S., Friedlander A.M., Jupiter S., Polunin, N.V.C., McClanahan T.R., 2015. Recovery potential of the world's coral reef fishes. *Nature* 520, 341-344

Mahanty, Sango and Stacey, Natasha. (2004). *Collaborating for Sustainability: A Resource Kit for Facilitators of Participatory Natural Resource Management in the Pacific*. International Waters Project, Pacific Regional Environment Programme (SPREP). Available online at: www.sprep.org under Publications

Pinca S., Kronen M., Friedman K., Magron F., Chapman L., Tardy E., Pakoa K., Awira R., Boblin P., Lasi F. 2010. *Regional assessment report: Profiles and results from survey work at 63 sites*

across 17 Pacific Island Countries and Territories. *Pacific Regional Oceanic and Coastal Fisheries Development*

Programme (PROCFish/C/CoFish). Noumea, New Caledonia: Secretariat of the Pacific Community (SPC). xxvii, 512 p.

Pollnac, R. B., B. R. Crawford, and M. L. G. Gorospe. 2001. Discovering factors that influence the success of community-based marine protected areas in the Visayas, Philippines. *Ocean & Coastal Management* 44:683-710. [http://dx.doi.org/10.1016/S0964-5691\(01\)00075-8](http://dx.doi.org/10.1016/S0964-5691(01)00075-8)

Techera, E. J. 2010. Customary law and community-based fisheries management across the South Pacific region. *Journal of the Australasian Law Teachers Association* 2:279-292.

Thomas, S. What is Participatory Learning and Action (PLA): An introduction. idp-key-resources.org/documents/0000/d04267/000.pdf

Thompson, P. M., P. Sultana, and N. Islam. 2003. Lessons from community based management of floodplain fisheries in Bangladesh. *Journal of Environmental Management* 69:307-321. <http://dx.doi.org/10.1016/j.jenvman.2003.09.014>

ANNEXES APPENDICES



SOMMAIRE

ANNEXE 1	67
Fiches pays sur la cogestion des ressources marines côtières	
ANNEXE 2	100
Aire marine gérée localement aux Fidji - Questionnaire de suivi fondamental, applicable à tous les sites	
ANNEXE 3	102
Projet ¹ de déclaration sur la gestion des pêches récifales et lagonaires en Polynésie	
ANNEXE 4	104
Liste des participants	

CONTENTS

APPENDIX 1	67
Coastal-resource co-management country factsheets	
APPENDIX 2	102
Fiji Locally-Managed Marine Area - Questionnaire for basic monitoring applicable to all sites	
APPENDIX 3	103
Draft ¹ Declaration on sustainable management of reef and lagoon fisheries in Polynesia	
APPENDIX 4	104
Participant list	



Toau © J. Girardet



ANNEXE 1

FICHES PAYS SUR LA COGESTION DES RESSOURCES MARINES CÔTIÈRES

Les fiches suivantes ont été élaborées à partir des informations partagées par les participants à l'atelier et d'une recherche bibliographique complémentaire dont les références sont citées. Elles ne concernent que les pays qui ont participé à l'atelier et ne sont pas exhaustives

APPENDIX 1

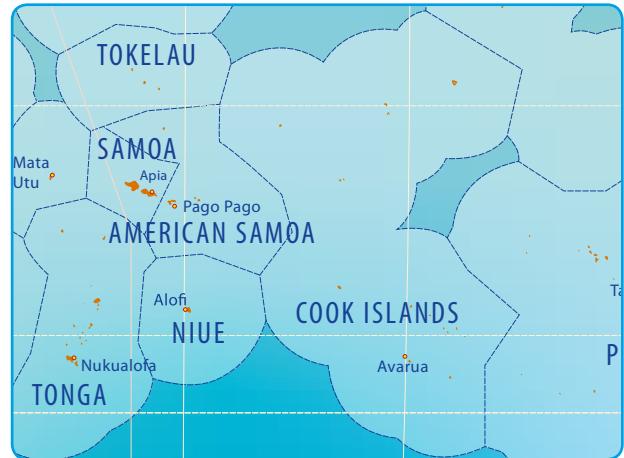
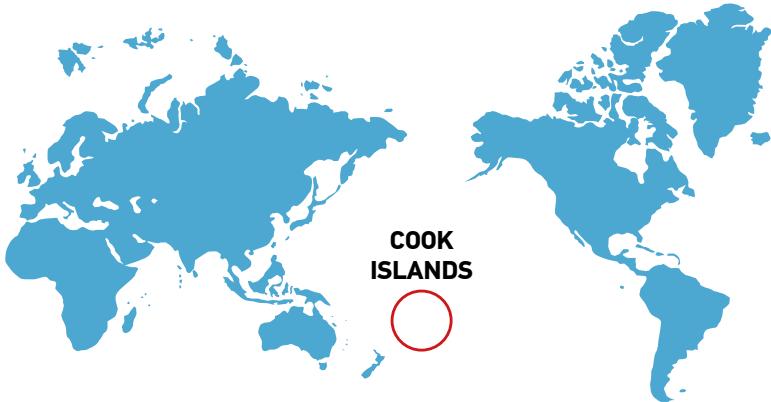
COASTAL- RESOURCE CO-MANAGEMENT COUNTRY FACTSHEETS

The following factsheets on co-management of coastal resources were developed from the information shared by the workshop participants and from a complementary bibliographic search with references cited. They only concern the countries that participated in the workshop and are not exhaustive.





COGESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES CÔTIÈRES ÎLES COOK



INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

POPULATION	17 459
SURFACE ÉMERGÉE	237 km ²
ZEE	1 830 000 km ²
ZONE RÉCIFALE	220 km ²
CONSOMMATION MOYENNE DE POISSON (en kg par an et par habitant)	31,66 (Rarotonga), 65,71 (Mangaia)
CONSOMMATION MOYENNE D'INVERTÉBRÉS (EN KG PAR AN ET PAR HABITANT)	1,43 (Rarotonga), 7,54 (Mangaia)
PÊCHE COMMERCIALE	150 t
PÊCHE VIVRIÈRE	276 t
PRODUCTION AQUACOLE (principalement perles [pcs], tilapias et chanidés [t])	52 000 pcs, 12 t



Source : Gillett (2016), Govan et al. (2009), ministère des Finances et de la Gestion économique des îles Cook

PROGRAMME/OUTILS DE GESTION COMMUNAUTAIRE : PRÉSENTATION

PROGRAMME/OUTIL	ANNÉE DE CRÉATION	SERVICE RESPONSABLE	NBRE ET/OU EMPLACEMENT ET/OU ZONE	SURFACE AMP	ESPÈCES CIBLÉES
Ra'ui	1998 (mais le système est traditionnel)	Ministère des Ressources marines/direction de l'environnement	23 (Govan, 2009) Rarotonga (5), Aitutaki (4), Mangaia, Pukupuka, Mauke, Mitiraro et Atiu	0,7 km ² sur Rarotonga, 8,6 km ² sur Aitutaki Total : 18,9 km ² (Govan, 2009)	Trocas, poissons et invertébrés
Cogestion des trocas	1990	Ministère des Ressources marines	Aitutaki	s. o.	Trocas
Cogestion des bénitiers		Ministère des Ressources marines	Penrhyn et Manihiki	s. o.	Bénitiers
Cogestion de la pêche au bonefish	2010	Ministère des Ressources marines	Aitutaki et Manuae	s. o.	Bonefish

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GOUVERNANCE

PRO-GRAMME/OUTIL	ACTEUR RESPON-SABLE	RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS	COMITÉ DE GESTION (NOM, COMPOSITION ET RÔLE)	CADRE JURIDIQUE
Ra'ui	Chefs coutumiers	Sensibilisation Soutien au système de ra'ui Suivi	<ul style="list-style-type: none"> Nom : Koutu Nui Composition : chefs et sous-chefs – Mataiapo et Rangatira Rôle : mettre en place le ra'ui, décider des périodes d'ouverture et de fermeture 	Aucun pour le ra'ui, même si la loi de 1987 sur les collectivités locales permet aux conseils insulaires d'établir des règlements afin de contrôler l'exploitation de leurs ressources. Loi de 2005 sur le ministère des Ressources marines Loi de 2003 sur l'environnement
Cogestion de la pêche aux trocas	Conseil insulaire	Calcul des totaux admissibles des captures (TAC)	<ul style="list-style-type: none"> Nom : The Island Council (conseil insulaire) Composition : 1 maire (directeur du conseil), 8 membres issus des 8 villages d'Aitutaki, 3 « arikis », 1 « mataiapo » et 3 députés Rôle : gérer la pêche aux trocas, superviser la collecte, l'expédition, la vente et la distribution des fonds conformément aux quotas attribués. 	Loi de 1987 sur les collectivités locales et notamment règlements de protection de la pêche sur Aitutaki (1990) Loi de 2005 sur le ministère des Ressources marines
Cogestion de la capture de bénitiers	Conseil insulaire	Évaluation des stocks Supervision des quotas de capture	<ul style="list-style-type: none"> Nom : The Island Council (conseil insulaire) Composition : voir ci-dessus Rôle : délivrer les autorisations d'exportation, superviser les quotas de capture, définir les sites de capture 	Loi de 1987 sur les collectivités locales Loi de 2005 sur le ministère des Ressources marines Règlements sur les ressources naturelles de Manihiki (2003) Règlements de Penhryn (2007)
Cogestion de la pêche au bonefish	Comité de gestion et conseil insulaire	Suivi et application Informations et conseils techniques Examine la réglementation et les sanctions, et en recommande de nouvelles	<ul style="list-style-type: none"> Nom : comité de gestion de la pêche au bonefish Composition : maire d'Aitutaki, secrétaire de l'île, forces de police des îles Cook (1 personne), ministère des Ressources marines (1 personne), 3 guides de pêche au bonefish licenciés, Aronga Mana d'Aitutaki* (1 personne) Rôle : aide à la mise en œuvre et à l'application du plan de pêche, accorde ou refuse la licence des guides, recueille les frais des licences de guide et des permis de pêche, recommande de nouveaux règlements, frais et sanctions, gère le fonds de développement communautaire alimenté par les frais des licences et des permis 	Loi de 1987 sur les collectivités locales Loi de 2005 sur le ministère des Ressources marines Règlements sur les ressources marines (bonefish d'Aitutaki et de Manuae), 2010

*chefs coutumiers

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GESTION

PRO-GRAMME/OUTIL	PLAN DE GESTION	RÈGLES	APPLICATION	SANCTIONS	SUIVI	ACTIVITÉS RÉMUNÉRATRICES (NBRE DE VILLAGES)
Ra'ui	Non	Restrictions concernant l'accès à la zone ou les espèces capturées	Surveillance de l'application assurée par les chefs coutumiers ou des gardiens sélectionnés	Réprimandes et pressions de la communauté	Oui, suivi écologique assuré par le ministère des Ressources marines	Non
Cogestion de la pêche aux trocas	Oui	Période de captures, tailles minimales, quotas individuels transférables (30 % du nombre estimé d'individus de taille comprise entre 80 et 110 mm), restrictions d'accès à la zone	Par le conseil insulaire		Évaluation des stocks par le ministère des Ressources marines	s. o.
Cogestion de la capture de bénitiers	Oui	Période et zones de captures régions et, tailles minimales, quotas (30 % du nombre estimé d'individus de taille comprise entre 110 et 150 mm).	Par le conseil insulaire et le ministère des Ressources marines	Sanctions prévues par les règlements de Manihiki (2003) et de Penhryn (2007)	Évaluation des stocks par le ministère des Ressources marines	s. o.
Cogestion de la pêche au bonefish	Oui	Restrictions concernant le nombre de guides et de pêcheurs, attribution de licences et de permis, restrictions concernant la zone et la période de pêche, restrictions concernant les engins et les méthodes, interdiction des exportations, exigences de présentation de rapports	Par le conseil insulaire et le ministère des Ressources marines	Directives relatives aux sanctions incluses dans le règlement de 2010	Suivi assuré par la présentation obligatoire par chaque titulaire de permis et de licence du carnet de bord des sorties de pêche, traitement et analyse des données par le ministère des Ressources marines	s. o.

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : ENSEIGNEMENTS

RA'UI

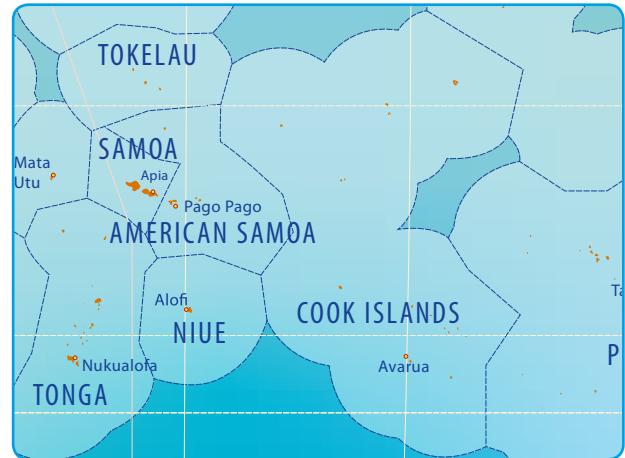
- Augmentation des stocks, réaffirmation de l'autorité traditionnelle, preuve que les règlements peuvent appuyer le ra'ui dans les îles périphériques, coopération au sein de la communauté
- Pas de dispositions juridiques pour les récidivistes, tendance aux excès de capture lors de la levée de l'interdiction, pas de « plan de gestion » pour le ra'ui

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

- Gillett R. 2016. Fisheries in the economies of Pacific Island Countries and Territories. <http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al., 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMAs. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95 p. + 5 annexes
- Tiraa A., 2006. Ra'ui in the Cook Islands, today's context in Rarotonga. Ressource marines et traditions, Bulletin d'information de la CPS no 19 – Avril 2006.
- Règlements sur les ressources marines (pêche au bonefish sur Aitutaki et Manuae), 2010. <http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>
- Loi sur les ressources marines (2005). <http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>
- Règlements sur les ressources naturelles sur Manihiki, 2003. <http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>
- Règlements de Penhryn (interdiction d'exportation des pasua), 2007. <http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES COOK ISLANDS



GENERAL INFORMATION RELATED TO FISHERIES

POPULATION	17,459
LAND AREA	237 km ²
EEZ	1,830,000 km ²
REEF AREA	220 km ²
AVERAGE FISH CONSUMPTION	31.66 (Rarotonga), 65.71 (Mangaia)
AVERAGE INVERTEBRATE CONSUMPTION	1.43 (Rarotonga) 7.54 (Mangaia)
COMMERCIAL HARVEST	150 mt
SUBSISTENCE HARVEST	276 mt
AQUACULTURE HARVEST (mainly pearls (pcs), tilapia and milkfish (mt))	52,000 pcs 12 mt



Source: Gillett (2016), Govan et al. (2009), Cook Islands Ministry of Finance and Economic Management, mt=metric ton, pcs:pieces

© CPS

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: PRESENTATION

PROGRAMME/ TOOL	YEAR OF INCEP- TION	DEPARTMENT IN CHARGE	NUMBER AND /OR LOCATION AND/OR AREA	MPA SURFACE	SPECIES TARGETED
Ra'ui	1998 (although it is a traditional system)	Ministry of Marine Resources/department of Environment	23 (Govan, 2009) Rarotonga (5), Aitutaki (4), Mangaia, Pukupuka, Mauke, Mitiamo and Atiu	0.7 km ² in Rarotonga, 8.6 km ² in Aitutaki. Total: 18.9 km ² (Govan, 2009)	Trochus, fish and invertebrates
Co-management of trochus	1990	Ministry of Marine Resources	Aitutaki	N/A	Trochus
Co-management pf giant clams		Ministry of Marine Resources	Penrhyn and Manihiki	N/A	Giant clams
Co-management of Bonefish fishery	2010	Ministry of Marine Resources	Aitutaki and Manuae	N/A	Bonefish

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: GOVERNANCE

PRO-GRAMME / TOOL	LEADING STAKE-HOLDER	ROLE OF GOVERNMENT	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/COMPOSITION/ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
Ra'ui	Traditional leaders	Raising awareness Support the Ra'ui system Monitoring	<ul style="list-style-type: none"> Name: Koutu Nui Composition: chiefs and sub chiefs –Mataiapo and Rangatira) Role: establish ra'ui/decide on opening and closing periods 	None for ra'ui although the Local Body Act 1987 allows island councils to make bylaws to regulate and control the use of their resources. MMR Act, 2005 Environment Act, 2003
Co-management of trochus fishery	Island Council	Total Allowable Catches (TAC) calculation	<ul style="list-style-type: none"> Name: The Island Council Composition: 1 Mayor (Head of the Council), 8 members from 8 villages of Aitutaki, 3 "Arikis", 1 "Mataiapo", 3 members of Parliament. Role: manages the trochus fishery, supervises collection, shipping, sale and distribution of the cash according to the allocated quotas 	The Local Body Act 1987 i.e Atutaki fisheries protection by-laws (1990) MMR Act, 2005
Co-management of giant clam harvest	Island Council	Stock assessment Harvest quota supervision	<ul style="list-style-type: none"> Name: The Island Council Composition: same as above Role: delivers export permits, supervises harvest quotas, specify harvest sites 	The Local Body Act 1987 MMR Act, 2005. Manihiki natural resources by-laws 2003 Penhryn By-Laws 2007
Co-management of Bonefish fishery	Management Committee and Island Council	Monitoring, Enforcement Technical information and advice Review and recommend new regulations and penalties	<ul style="list-style-type: none"> Name: Bonefish Management Committee Composition: the Mayor of Aitutaki, the Island secretary, Cook Island Police (1), Ministry of Marine Resources (1), 3 licensed Bonefish guides, Aronga Mana of Aitutaki* (1) Role: assist the implementation and enforcement of fishery plan, grant or decline guide licenses, collect fees from guide licenses and fishing permits, recommend new regulations, fees and penalties, manage the community development fund established from license and permit fees 	The Local Body Act 1987 MMR Act, 2005 Marine Resources (Aitutaki and Manuae Bonefish) regulations 2010

*customary chiefs

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: MANAGEMENT

PRO-GRAMME / TOOL	MANA-GEMENT PLAN	RULES	ENFORCEMENT	SANCTIONS	MONITORING	INCOME GENERATING ACTIVITIES (NB OF VILLAGES)
Ra'ui	No	Area access or specie harvest restriction	Policing by traditional leaders or selected wardens	Rebuke and community pressure	Yes, ecological monitoring by Ministry of Marine Resources	No
Co-management of trochus fishery	Yes	Harvest period, size limits, transferable individual quotas (30% of the estimated number in the size range 80-110mm), area access restriction	By Island Council		Stock assessment by MMR	N/A
Co-management of giant clam harvest	Yes	Harvest period and areas, size limits, quotas (30% of the estimated number in the size range 110-150mm)	By Island Council and MMR	Penalties included in the 2003 Manihiki and 2007 Penhryn by-laws	Stock assessment by MMR	N/A
Co-management of Bonefish fishery	Yes	Restrictions on numbers of guides and anglers, licensing, permitting, area and period restrictions, gear and method restrictions, export ban, reporting requirements	By Island Council and MMR	Guidelines for penalties included in the 2010 regulations	Monitoring through compulsory reporting of fishing trip log book by every license and permit holders, data processed and analysed by MMR	N/A

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: LESSONS-LEARNT

RA'UI

- increase in stocks, revival of traditional authority, by-laws can support ra'ui in the outer islands, community cooperation
- no legal back up for repeat offenders, tendency to overharvest upon lifting of the ban, no "management plan" for ra'ui

REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

- Gillett R., 2016. Fisheries in the economies of Pacific Island Countries and Territories.
<http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al. 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMAs. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95pp + 5 annexes
- Marine Resource Act, 2005.
<http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>
- Marine Resources (Aitutaki and Manuae bonefish fishery) regulations 2010.
<http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>
- Manihiki (Natural Resources) By-Laws 2003.
<http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>
- Penrhyn (Prohibition On Exportation Of Pasua) By-Laws 2007.
<http://www.mmr.gov.ck/publications/legislation>
- Tira A., 2006. Ra'ui in the Cook Islands, today's context in Rarotonga. SPC Traditional Marine Resource Management and Knowledge Information Bulletin #19 – April 2006.



COGESTION DE LA PÊCHE LAGONAIRE NOUVELLE-CALÉDONIE



INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES LAGONAIRES

POPULATION	278 000 habitants
SURFACE DE TERRES ÉMERGÉES	18 576 km ²
ZEE	1 740 000 km ²
SURFACE DE RÉCIFS CORALLIENS	5 980 km ²
CONSOMMATION MOYENNE DE POISSONS	29,81 kg /personne/an
CONSOMMATION MOYENNE D'INVERTÉBRÉS	26,46 kg /personne/an
PRODUCTION DE LA PÊCHE CÔTIÈRE PROFESSIONNELLE	1 350 tonnes
PRODUCTION DE LA PÊCHE CÔTIÈRE VIVRIÈRE	3 500 tonnes
PRODUCTION AQUACOLE (ess. crevettes)	1 733 tonnes



Source: ISPF, Gillett (2016), Govan (2009)

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : PRÉSENTATION

PROGRAMME/ OUTIL	ANNÉE DE LANCEMENT	SERVICE RESPONSABLE	NOMBRE DE ZONES	SURFACE GÉRÉE	ESPÈCES CIBLÉES
Réglementation des pêches de la province Nord	2006, révisée en 2018	Service des Milieux et des Ressources Aquatiques (SMRA)	N/A	L'ensemble des eaux de compétence provincial Nord	Poissons et invertébrés lagonaires et pélagiques
Cogestion des pêches d'holothuries de la province Nord	2008	SMRA			Holothuries

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : GOUVERNANCE

PRO-GRAMME/OUTIL	PARTIE PRENANTE PRINCIPALE	RÔLE DE LA PROVINCE	COMITÉ DE GESTION (APPELLATION/COMPOSITION/RÔLE)	CADRE RÉGLEMENTAIRE
Réglementation des pêches de la province Nord	- SMRA - Association de pêcheurs pro. - Association de pêcheurs de plaisance - Agents de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> Administratif : Réception des demandes de modifications de la réglementation et rédaction et soumission des textes législatifs Animation de la gestion : animation du comité de suivi, et de réunions publiques sur les modifications de la réglementation Mise en application des règles : agents de contrôle 	<ul style="list-style-type: none"> Nom : Comité de suivi de la réglementation des pêches Composition : coutumiers, douanes, gendarmerie, juriste, services des gardes naturels de la province, service des pêches, élus de la PN, Maires, Conseil des femmes, scientifiques, colporteurs, associations env., comité de gestion, pêcheurs pro, pêcheurs non pro. Rôle : Emet un avis sur les propositions d'évolution de la réglementation. Propose des modifications. 	Le code de l'environnement de 2008 Pas de délégation de compétences sur le contrôle de la réglementation
Cogestion des pêches d'holothuries de la province Nord	- SMRA - Pêcheurs	Participe et anime le groupe technique et le comité de gestion	<ul style="list-style-type: none"> Nom : Groupe Technique Composition : pêcheurs, coutumiers, services provinciaux Rôle : évaluation des stocks exploitables, définition des quotas et des dates d'ouverture de la pêche. Contrôle de la vente – Emet des recommandations au comité de gestion Nom : Comité de Gestion Composition : représentants des pêcheurs pro du groupe technique, mairies, 1 élu provincial, services de la province, coutumiers + invité (gendarmerie) Rôle : validation des recommandations du groupe technique. 	Le code de l'environnement de 2008 et notamment les Aires de Gestion Durables des Ressources (AGDR)

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : GESTION

PRO-GRAMME/OUTIL	PLAN DE GESTION	RÈGLES	MISE EN APPLICATION	SANCTIONS	MONITORING	ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS
Réglementation des pêches de la province Nord	Oui, révisé selon les propositions du comité de suivi	<ul style="list-style-type: none"> - Engins de pêche - Espèces - Zones - Quota - Taille - Périodes de pêche 	par les agents de la province	<ul style="list-style-type: none"> Contraventions de 2^e classe (jusqu'à 17 899 XPF) et de 5^e classe (jusqu'à 178 997 XPF) 	Par les différentes associations d'utilisateurs	N/A
Cogestion des pêches d'holothuries de la province Nord	Oui, révisé après chaque campagne de pêche	<ul style="list-style-type: none"> - Quota - Taille - Périodes de pêche 	par les agents du SMRA accompagnés des pêcheurs	<ul style="list-style-type: none"> Contraventions de 2^e classe, jusqu'à 17 899 XPF et de 5^e classe (jusqu'à 178 997 XPF) 	Évaluation des stocks exploitables par les pêcheurs et le SMRA après chaque campagne de pêche	N/A

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : LEÇONS APPRISES

RÉGLEMENTATION DES PÊCHES DE LA PROVINCE NORD <p>Points forts</p> <ul style="list-style-type: none"> Une réglementation des pêches qui tend à s'adapter aux réalités de terrain et aux avancées en matière d'acquisition de connaissances Des acteurs locaux parties prenantes des systèmes de décision Un comité de suivi fonctionnel Une structuration des groupes d'acteurs (pêcheurs professionnels et non professionnels notamment) pour prendre part aux discussions <p>Améliorations</p> <ul style="list-style-type: none"> Bien identifier les représentants qui assistent au Comité, comme étant des personnes qui diffuseront l'information et pourront recueillir les avis des personnes qu'elles représentent ou permettre le renouvellement de représentants Favoriser l'acquisition de données scientifiques et informelles S'appuyer sur les hiérarchies en place sans imposer de format particulier Multiplier la médiatisation 	COGESTION DES PÊCHES D'HOLOTHURIES DE LA PROVINCE NORD <p>Points forts</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation des stocks d'holothuries Augmentation du nombre de pêcheurs et de leurs revenus <p>Améliorations</p> <ul style="list-style-type: none"> Bien identifier les représentants qui assistent au Comité, comme étant des personnes qui diffuseront l'information et pourront recueillir les avis des personnes qu'elles représentent ou permettre le renouvellement de représentants ; Permettre le renforcement d'autres forces de réflexion dans le dispositif (culturel, scientifiques, anthropologues) ; Favoriser les échanges d'expériences au niveau local ou dans le Pacifique ; Multiplier la médiatisation
--	--

RÉFÉRENCES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

Guide des pêches de la province Nord : <http://www.province-nord.nc/sites/default/files/parutions/guide-peche-province-nord.pdf>



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES RESOURCES NEW CALEDONIA



GENERAL INFORMATION RELATED TO FISHERIES

POPULATION	278,000
LAND AREA	18,576 km ²
EEZ	1,740,000 km ²
REEF AREA	5,980 km ²
AVERAGE FISH CONSUMPTION	29.81 kg/person/year
AVERAGE INVERTEBRATE CONSUMPTION	26.46 kg/person/year
COMMERCIAL HARVEST	1350 mt
SUBSISTENCE HARVEST	3500 mt
AQUACULTURE PRODUCTION (shrimp)	1733 mt



Source: ISPF, Gillett (2016), Govan (2009) mt=metric ton

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: PRESENTATION

PROGRAMME/ TOOL	YEAR OF INCEPTION	DEPARTMENT IN CHARGE	NUMBER OF ZONES	MPA SURFACE AREA	SPECIES TARGETTED
Northern Province Fisheries Regulations	2006, amended in 2018	Aquatic Environments and Resources Department (SMRA)	N/A	All waters under the responsibility of the Northern Province	Lagoon and pelagic fish and invertebrates
Co-management of the Northern Province sea-cucumber fishery	2008	SMRA			Sea cucumbers

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: GOVERNANCE

PRO-GRAMME/TOOL	LEADING STAKEHOLDERS	ROLE OF THE PROVINCES	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/COMPOSITION/ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
Northern Province Fisheries Regulations	- SMRA - Commercial Fishers Association - Recreational fishers Association - Control agents	<ul style="list-style-type: none"> Administrative : Receive requests to amend regulations, and draft and submit legislation Facilitating management: Facilitate monitoring committee and public meetings on changes to regulations Rule enforcement: Control agents 	<ul style="list-style-type: none"> Name: Fisheries Regulations monitoring committee Composition: traditional leaders, Customs, gendarmerie, legal expert, provincial nature protection officers corps, fisheries department, NP elected officials, Women's Council, scientists, land transport agents, env. associations, management committee, commercial and recreational fishers. Role: issues opinions on proposed changes to regulations. Suggests changes. 	2008 Environmental Code No delegation of powers over enforcement of the regulations
Co-management of the Northern Province sea-cucumber fishery	- SMRA - Fishers	Takes part in and lead the technical group and management committee	<ul style="list-style-type: none"> Name : technical group Composition : fishers, traditional leaders, provincial departments Role: stock assessment, setting quotas and opening and closing dates for fishing. Oversees sales – Issues recommendations for the management committee Name : Management Committee Composition : representatives of the commercial fishers from the technical group, municipalities, 1 provincial elected official, provincial departments, traditional leaders + guest (gendarmerie) Role : approves technical group recommendations 	2008 Environmental Code Particularly Sustainable Resource Management Areas (AGDR)

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: MANAGEMENT

PRO-GRAMME/TOOL	MANAGE-MENT PLAN	RULES	ENFORCEMENT	SANCTIONS	MONITORING	INCOME GENERATING ACTIVITIES
Northern Province Fisheries Regulations	Yes, revised based on proposals from the monitoring committee	<ul style="list-style-type: none"> - Fishing gear used - Species - Areas - Quota - Size - Fishing seasons 	by provincial agents	2nd class (up to XPF 17,899) and 5th class (up to XPF 178, 997) violations	By various user associations	N/A
Co-management of the Northern Province sea-cucumber fishery	Yes, revised after every fishing campaign	<ul style="list-style-type: none"> - Quota - Size - Fishing seasons 	by SMRA agents accompanied by fishers	2nd class, up to XPF 17,899) and 5th class (up to XPF 178, 997) violations	Stock assessments by fishers and the SMRA after each fishing campaign	N/A

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: LESSONS LEARNED

NORTHERN PROVINCE FISHERIES REGULATIONS	CO-MANAGEMENT OF THE NORTHERN PROVINCE SEA-CUCUMBER FISHERY
<p>Strong points</p> <ul style="list-style-type: none"> Fisheries regulations that are adapted to realities in the field and to advances in knowledge acquisition Local parties are actively involved in decision-making An operational monitoring committee Structured stakeholder groups (particularly commercial fishers and recreational fishers) so as to take part in discussions <p>Improvements</p> <ul style="list-style-type: none"> Better identify the representatives who take part in committee meetings as people who will share the information and will be able to get the opinions of the people that they represent or allow the representatives to be reappointed Promote the acquisition of scientific and informal data Make use of existing hierarchies without imposing any particular format Use the media much more frequently 	<p>Strong points</p> <ul style="list-style-type: none"> Increase in sea cucumber stocks Increase in the number of fishers and in their incomes <p>Improvements</p> <ul style="list-style-type: none"> Better identify the representatives who take part in committee meetings as people who will share the information and will be able to get the opinions of the people that they represent or allow the representatives to be reappointed ; Enhance the participation of other discussion groups in this system (cultural, scientific, anthropologists) ; Promote sharing of experiences on the local level or throughout the Pacific ; Use the media much more frequently

REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

Guide des pêches de Province Nord : <http://www.province-nord.nc/sites/default/files/parutions/guide-peche-province-nord.pdf>

RESOURCE PERSON: Loïc BOURGINE - Direction du Développement Economique et de l'Environnement. Email: l.bourgine@province-nord.nc



COGESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES CÔTIÈRES NOUVELLE-ZÉLANDE/HAWAÏ ET CHILI



PROGRAMME/OUTILS DE GESTION COMMUNAUTAIRE : PRÉSENTATION

PAYS	PROGRAMME/OUTIL	ANNÉE DE CRÉATION	SERVICE RESPONSABLE	NOMBRE ET/OU EMPLACEMENT ET/OU ZONE	SURFACE AMP	ESPÈCES CIBLÉES
CHILI	Réserves TURF	1997	Sous-secrétariat à la Pêche	700 (en 2013)	50 % du littoral rocheux	50 ressources benthiques
NOUVELLE-ZÉLANDE	Réserves mataitai	1998	Ministère des Pêches	43	425 km ² environ	
	Taiapure	1989	Ministère des Pêches	10	401 km ²	
HAWAÏ	Zone communautaire de pêche vivrière	1994	Division Ressources aquatiques	2 zones désignées (Kauai et Hawaï)	9 km ² sur Kauai	

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GOUVERNANCE

PAYS	PROGRAMME/OUTIL	ACTEUR RESPONSABLE	RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS	COMITÉ DE GESTION (NOM, COMPOSITION ET RÔLE)	CADRE JURIDIQUE
CHILI	Réserves TURF (droits d'usage territoriaux pour la pêche)	Associations de pêcheurs	Gère le processus juridique et les interventions des autres acteurs gouvernementaux Approuve par décret le plan de gestion	Néant	
NZ	Mataitai	Communauté maorie locale (tangata whenua)	Veille à ce que le projet de réserve n'ait pas de conséquences néfastes pour la pêche commerciale et la pêche sportive Propositions d'inscription de réglementation au Journal officiel à l'issue d'un processus de consultation publique Nomination du comité de gestion (sur proposition de la communauté maorie)	<ul style="list-style-type: none"> Nom : Tangata Kaitiaki/Tiaki Composition : une personne nommée par les tangata whenua Rôle : établir des règlements 	Loi de 1992 sur le règlement des préentions concernant les pêches protégées par le Traité de Waitangi Loi de 1989 sur la pêche maorie Loi de 1996 sur la pêche Règlement de 1998 sur la pêche coutumière aux kaimoana
	Taiapure	Communauté maorie locale	Propositions d'inscription de réglementation au Journal officiel à l'issue d'un processus de consultation publique Nomination du comité de gestion (sur proposition de la communauté maorie)	<ul style="list-style-type: none"> Nom : comité de gestion Composition : en général des acteurs du secteur halieutique local Rôle : émettre des recommandations sur la réglementation 	Loi de 1989 sur la pêche maorie Loi de 1996 sur la pêche
HAWAÏ	Zone communautaire de pêche vivrière	Communautés	<ul style="list-style-type: none"> Planification de la gestion : analyse et commente le plan de la communauté Élaboration des règles : dirige le processus de validation publique, examine et adopte les règles Éducation et sensibilisation Suivi écologique Patrouilles d'application, contraventions, formation 	Pas de comité formel de gestion ; plusieurs organismes communautaires travaillent ensemble pour proposer des règles et aider à leur mise en œuvre. Les communautés sont épaulées par la division Ressources aquatiques et le réseau de KUA.	Loi de 1994 sur la zone communautaire de pêche vivrière



OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GESTION

PRO-GRAMME/OUTIL	PLAN DE GESTION	RÈGLES	APPLICATION	SANCTIONS	SUIVI	ACTIVITÉS RÉMUNÉRATRICES (NBRE DE VILLAGES)
CHILI	Oui	Quotas	Par le gouvernement	N/A	Par des consultants payés par le gouvernement	N/A
NOUVELLE-ZÉLANDE Mataitai	N/A	Restrictions sur les espèces capturées et quotas pour les zones de pêche, tailles minimales, méthodes de pêche ; généralement, implication de la pêche non commerciale	Par un agent ou un agent honoraire des pêches	Amende d'un montant maximal de 5 000 NZD (première infraction), de 10 000 NZD en cas de récidive	N/A	N/A
NOUVELLE-ZÉLANDE Taiapure	N/A	Restrictions sur les espèces capturées, quotas de capture. Remarque : les règles s'appliquent à tous	Par le gouvernement	Conformément à l'art. 252 (6) de la loi sur les pêches si l'infraction aux règles n'est pas liée à la pêche commerciale. Sinon, art. 252 (5)	Ministère des Pêches et communautés maories (indice de santé culturelle)	N/A
HAWAÏ	Oui	Restrictions sur les espèces capturées Quotas Restrictions sur les méthodes et les engins de pêche	Par le gouvernement ; également, observation des infractions et sensibilisation par les communautés (Makai Watch)	Par l'intermédiaire du tribunal environnemental mis en place en 2015	Par la division Ressources aquatiques	N/A

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : ENSEIGNEMENTS

TURF:

- Non-respect des règles
- Ressources très variables, de même que la productivité des zones ; par conséquent, inégalités de revenus parmi les pêcheurs
- Les systèmes compromettent la tradition dans certains cas
- Ce sont des systèmes très rigides
- Le prélèvement des ressources se fait au mieux deux fois par an. Les revenus des pêcheurs sont très faibles
- Quasiment tout le littoral : ce sont les zones sous gestion. Les pêcheurs ne savent pas où aller pour gagner leur vie

RÉFÉRENCES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

- Efficacy of Taiapure in Fisheries and Marine Habitat Management. University of Otago, 2011. [https://geog397.wiki.otago.ac.nz/index.php/Efficacy_of_Taiapure_in_Fisheries_and_Marine_Habitat_Management_\(2011\)](https://geog397.wiki.otago.ac.nz/index.php/Efficacy_of_Taiapure_in_Fisheries_and_Marine_Habitat_Management_(2011))
- Establishment of mataitai reserves. www.gdc.govt.nz/assets/Files/.../R13-MFish-FAQ-mataitai-105.pdf https://arefiles.ucdavis.edu/uploads/filer_public/2014/09/03/chilean_nearshore_fisheries_reform.pdf
- Management Plan for the Hā'ena Community Based Subsistence Fishing Area, Kaua'i. https://dlnr.hawaii.gov/dar/files/2016/08/Haena_CBSFA_Mgmt_Plan_8.2016.pdf
- Standardized Operating Procedures for Community-based Subsistence Fishing Area Designation under Hawai'i Revised Statutes§188-22.6. http://dlnr.hawaii.gov/coralreefs/files/2015/02/CBSFA-Designation-Procedures-Guide_v.1.pdf

RESOURCE PERSON: Jaime ABURTO, Universidad Católica del Norte, Chile.

Email: jaburto@ucn.cl Andrew Luke, Department of Conservation, New Zealand. Email: anaru.luke@gmail.com



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES NEW ZEALAND/HAWAII AND CHILE



COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: PRESENTATION

COUNTRY	PROGRAMME /TOOL	YEAR OF INCEPTION	DEPARTMENT IN CHARGE	NUMBER AND /OR LOCATION AND/OR AREA	MPA SURFACE	SPECIES TARGETED
CHILE	TURF Reserves	1997	Undersecretary of Fisheries	700 (in 2013)	50% of rocky shores	50 benthic resources
NEW ZEALAND	Mataitai reserves	1998	Ministry of Fisheries	43	Around 425 km ²	
	Taiapure	1989	Ministry of Fisheries	10	401 km ²	
HAWAII	Community-Based Subsistence Fishing Area (CBSFA)	1994	DAR	2 designated (Kauai/Hawai'i)	9 km ² in Kauai	

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: GOVERNANCE

COUNTRY	PROGRAMME/ TOOL	LEADING STAKEHOLDER	ROLE OF GOVERNMENT	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/COMPOSITION/ ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
CHILE	TURF Reserves (Territorial User Rights for Fishery)	Fishers organizations	Manage the legal process and interventions of other government stakeholders Approves the management plan through a decree	none	
NEW ZEALAND	Mataitai	Local Maori Community (Tangata Whenua)	Ensure the proposed reserve does not have negative impacts on commercial and recreational fishers Gazette proposed regulations after public consultation process Nomination of the management committee (proposed by the Maori community)	<ul style="list-style-type: none">• Name: Tangata Kaitiaki/Tiaki• Composition: one person nominated by tangata whenua• Role: make bylaws	TOW Settlement Act 1992 Maori Fisheries Act 1989 Fisheries Act 1996 Kaimoana Customary Fishing Regulations 1998
	Taiapure	Local Maori Community	Gazette proposed regulations after public consultation process Nomination of the management committee (proposed by the Maori community)	<ul style="list-style-type: none">• Name: Committee of Management• Composition: generally comprised of stakeholders of the local fisheries"• Role: recommend regulations	Maori Fisheries Act 1989 Fisheries Act 1996
HAWAII	CBSFA	Communities	<ul style="list-style-type: none">• Management planning: review and comment on community plan• Rule making: lead public vetting process, review and adopt rules• Education and outreach• Ecological monitoring• Enforcement patrols, citations, training	No formal management committee, several community organizations work together to propose rules and assist with their implementation. Communities assisted by DAR and KUA network.	1994 Bill "Relating to Community-based Subsistence Fishing Area"



Golden bay - New Zealand

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: MANAGEMENT

PROGRAMME / TOOL	MANA-GEMENT PLAN	RULES	ENFORCEMENT	SANCTIONS	MONITORING	INCOME GENERATING ACTIVITIES (NB OF VILLAGES)
CHILE	Yes	Quotas	By government	N/A	By consultants paid by government	N/A
NEW ZEALAND Mataitai	N/A	Restriction on species harvest and fishing areas quotas, size limits, fishing methods, usually non-commercial fishing involved	Carried out by Fisheries or Honorary Fisheries Officer	Fine up to \$5,000 (1st time) then up to 10,000	N/A	N/A
NEW ZEALAND Taiapure	N/A	Restriction on species harvest, harvest quotas. NB: rules apply to all	By government	As per fisheries Act Section 252(6) if the breach or regulations non related to commercial use Otherwise 252(5)	By Ministry of Fisheries and Maori Communities (Cultural Health Index)	N/A
HAWAII	Yes	Species harvest restrictions Quotas Fishing methods and gear restrictions	By government and observation of violations and outreach by communities (Makai Watch)	Through the Environmental Court established in 2015.	By Department of Aquatic Resources	N/A

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: LESSONS-LEARNT

TURF:

- Poaching
- Inequity between fisher revenues as productivity varies along the coasts
- lack of flexibility of a system that undermines traditions
- No continuous harvest (twice a year) generating low revenues for fishers
- Most of the coastline is under TURF system restricting access to traditional fishers

REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

- Efficacy of Taiapure in Fisheries and Marine Habitat Management. University of Otago, 2011. [https://geog397.wiki.otago.ac.nz/index.php/Efficacy_of_Taiapure_in_Fisheries_and_Marine_Habitat_Management_\(2011\)](https://geog397.wiki.otago.ac.nz/index.php/Efficacy_of_Taiapure_in_Fisheries_and_Marine_Habitat_Management_(2011))
- Establishment of mataitai reserves. www.gdc.govt.nz/assets/Files/.../R13-MFish-FAQ-mataitai-105.pdf https://arefiles.ucdavis.edu/uploads/filer_public/2014/09/03/chilean_nearshore_fisheries_reform.pdf
- Management Plan for the Hā'ena Community Based Subsistence Fishing Area, Kaua'i. https://dlnr.hawaii.gov/dar/files/2016/08/Haena_CBSFA_Mgmt_Plan_8.2016.pdf
- Standardized Operating Procedures for Community-based Subsistence Fishing Area Designation under Hawai'i Revised Statutes§188-22.6. http://dlnr.hawaii.gov/coralreefs/files/2015/02/CBSFA-Designation-Procedures-Guide_v.1.pdf

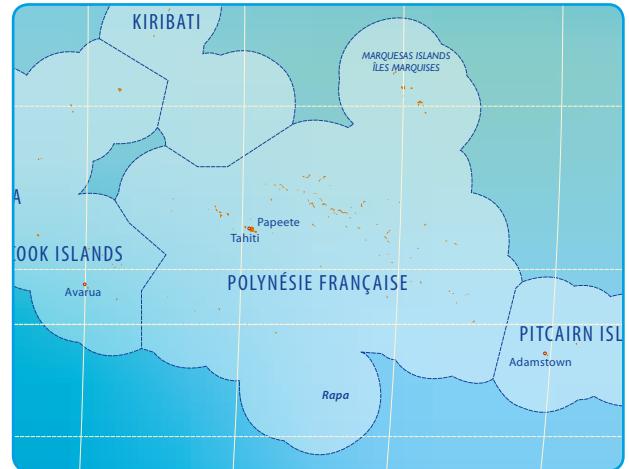
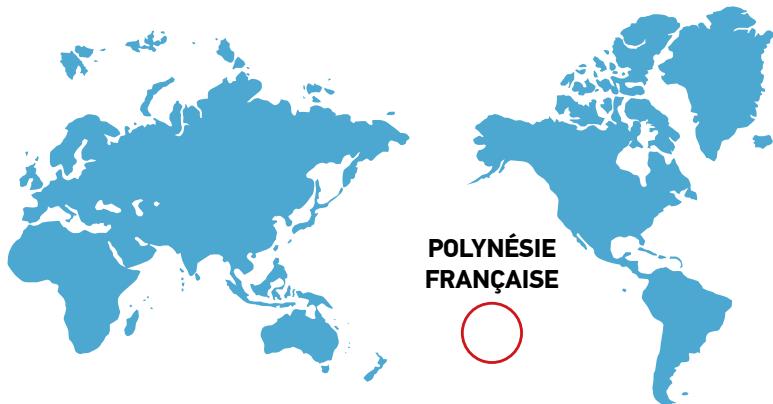
RESOURCE PERSON: Jaime ABURTO, Universidad Católica del Norte, Chile.

Email: jaburto@ucn.cl Andrew Luke, Department of Conservation, New Zealand. Email: anaru.luke@gmail.com



INTEGRÉ Atelier technique régional
- Partager nos expériences de gestion participative de la pêche lagunaire en Polynésie -
10 → 13 avril 2017 - Papeete

COGESTION DE LA PÊCHE LAGONAIRE POLYNÉSIE FRANÇAISE



INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES LAGONAIRES

POPULATION	268 207 habitants
SURFACE TERRESTRE	3 521 km ²
ZEE	5 030 000 km ²
SURFACE DE RÉCIFS CORALLIENS	6 000 km ²
CONSOMMATION MOYENNE DE POISSONS	55,55 kg/personne/an
CONSOMMATION MOYENNE D'INVERTÉBRÉS	4,91 kg/personne/an
PRODUCTION DE LA PÊCHE CÔTIÈRE PROFESSIONNELLE	2 150 tonnes
PRODUCTION DE LA PÊCHE CÔTIÈRE VIVRIÈRE	2 150 tonnes
PRODUCTION AQUACOLE (crevettes, platax, perles, bénitiers)	101 tonnes et 8 361 500 pièces



Source : ISPF, Gillett (2016), Govan (2009)

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : PRÉSENTATION

PROGRAMMES/OUTILS	ANNÉE DE LANCEMENT	SERVICE RESPONSABLE	NOMBRE DE ZONES	SURFACE GÉRÉE	ESPÈCES CIBLÉES
Zones de pêche réglementées (ZPR)		Direction des Ressources Marines (DRMM)	15		Poissons et invertébrés lagonaires
Pêche des holothuries	2012	Direction des Ressources Marines (DRMM)	14 îles		Holothuries
Rahui	1980 (relancé)	Aucun	1		Ressources lagonaires

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : GOUVERNANCE

PRO-GRAMMES/OUTILS	PARTIE PRENANTE PRINCIPALE	RÔLE DU GOUVERNEMENT	COMITÉ DE GESTION (APPELLATION/COMPOSITION/RÔLE)	CADRE RÉGLEMENTAIRE
Zones de pêche réglementées (ZPR)	le Maire	<ul style="list-style-type: none"> Administratif : réalisation des formalités de reconnaissance juridique de la zone Assistance technique : élaboration des mesures de gestion, sur demande. Mise en application des règles 	<p>Pas obligatoire mais quand ils existent:</p> <ul style="list-style-type: none"> Nom : Comité de gestion Composition : Commune, Pays, société civile Rôle : faire des propositions de gestion de la zone lagunaire au droit de la commune 	La délibération n°88-183 de décembre 1988 de l'Assemblée Territoriale encadre la création des ZPR. Elles sont déclarées et déclarées par arrêté ministériel sur demande du Ministre de la mer. De fait, ce sont les maires qui demandent ces zones et en proposent les règles mais ce rôle n'est pas inscrit dans la loi à ce jour
Pêche des holothuries		<ul style="list-style-type: none"> Administratif : autorise l'ouverture Technique : définit les périodes d'ouverture, les zones, les quotas, les techniques de pêche et les tailles Contrôle : du respect des règles, certificat d'exportation 	<ul style="list-style-type: none"> Nom : Comité de gestion Composition : représentants des pêcheurs et de la commune Rôle : établir la liste des pêcheurs, répartir les quotas, vérification des formalités administratives, contrôle de la pêche, clôture de la période de pêche. 	
Rahui	Le conseil municipal	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> Conseil des Sages (Toohitu), membres élus parmi les personnes reconnues localement comme « sages » Tomite rahui (8 membres élus chaque année par la population, Les 2 comités ont en charge la mise en place et la levée des interdictions) 	Aucun. Interdiction posée par le Pasteur

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : GESTION

PRO-GRAMMES/OUTILS	PLAN DE GESTION	RÈGLES	MISE EN APPLICATION	SANCTIONS	MONITORING	ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS
Zones de pêche réglementées (ZPR)	Oui	<ul style="list-style-type: none"> réglementation des techniques et engins de pêche réserves de pêche 	Par les agents de la DRMM et la gendarmerie Les policiers municipaux peuvent établir des rapports de constatations transmis à la gendarmerie, à la DRMM ou au Procureur		À l'initiative des différentes communes. Pas de programme mis en œuvre par la DRMM	Non
Pêche des holothuries	Oui	<ul style="list-style-type: none"> restriction des zones de pêches quotas limites de taille restriction des périodes de pêche 	Par les agents de la DRMM et les membres du comité de gestion ?			Non
Rahui	Non	interdiction de la pêche pendant une période donnée sur un espace côtier	Surveillance par la population	Réprobation sociale Sanction « divine »	Non	Non

OUTILS ET PROGRAMMES DE COGESTION DES PÊCHES : LEÇONS APPRISES

ZONE DE PÊCHE RÉGLEMENTÉES ET PÊCHE DE L'HOLOTHURIE

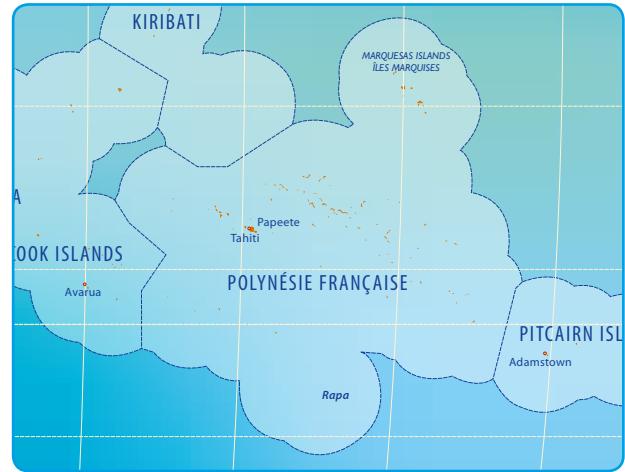
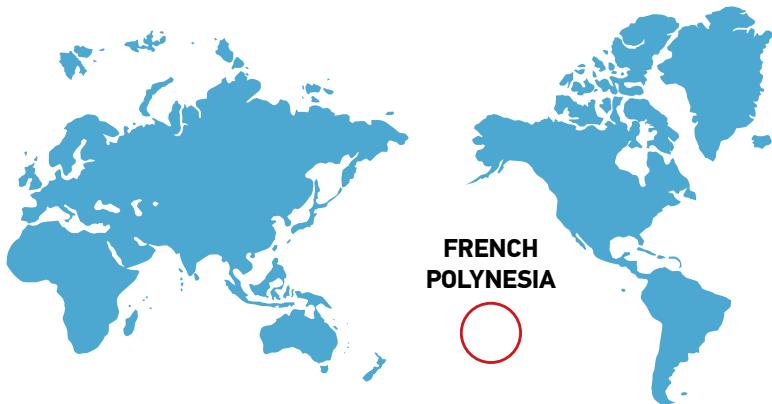
- Difficulté de contrôler le respect des règles en raison de l'étendue du territoire et le manque de moyens de police
- Les programmes et outils existant ne permettent pas la gestion des pêches à l'échelle des îles.

RÉFÉRENCES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

- The Rahui : legal pluralism in Polynesian traditional management of resources and territories. Edited by T. Bambridge. ANU Press. 270p



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES FRENCH POLYNESIA



GENERAL INFORMATION RELATED TO FISHERIES

POPULATION	268,207
LAND AREA	3521 km ²
EEZ	5,030,000 km ²
REEF AREA	6000 km ²
AVERAGE FISH CONSUMPTION	55.55 kg/capita/year
AVERAGE INVERTEBRATE CONSUMPTION	4.91 kg/capita/year
COMMERCIAL HARVEST	2150 mt
SUBSISTENCE HARVEST	2150 mt
AQUACULTURE HARVEST (shrimp, Platax orbicularis, pearls, giant clams)	101 mt and 8,361,500 pcs



Source: ISPF, Gillett (2016), Govan (2009) • mt=metric ton

Toua © J. Girardet

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: PRESENTATION

PROGRAMME/ TOOL	YEAR OF INCEPTION	DEPARTMENT IN CHARGE	NUMBER OF ZONES	MPA SURFACE AREA	SPECIES TARGETTED
Regulated fishing zones (ZPR)		Marine Resources Department (DRMM)	15		Lagoon fish and invertebrates
Sea cucumber fishery	2012	Marine Resources Department (DRMM)	14 islands		Sea cucumbers
Rahui	1980 (relaunched)	None	1		Lagoon Resources

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: GOVERNANCE

PROGRAMME/TOOL	LEADING STAKEHOLDER	ROLE OF GOVERNMENT	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/COMPOSITION/ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
Regulated fishing zones (ZPR)	Municipality	<ul style="list-style-type: none"> Administrative: Carrying out the procedures to have the zone legally recognised Technical assistance: Formulating management measure, on request. Enforcing the rules 	Not mandatory but when they exist: <ul style="list-style-type: none"> Name: Management committee Composition: Municipality, FP Government, civil society Role: make proposals on management of lagoon zones under the municipality's jurisdiction 	Territorial Assembly Resolution no. °88-183 dated December 1988 regulates the creation of ZPR. They are declared by ministerial order at the request of the Ministry of the Sea. In fact, it is the mayors who request such zones and propose their rules but this role has not yet been covered in legislation.
Sea cucumber fishery		<ul style="list-style-type: none"> Administrative : Authorises open fishing seasons Technical : Sets out fishing seasons, zones, quotas, fishing techniques and sizes Control : Compliance, export certificates 	<ul style="list-style-type: none"> Name: Management committee Composition: Representatives of the fishers and municipalities Role: Draws up a list of fishers, divides up the quotas, verifies administrative procedures, fisheries control, closes fishing seasons. 	
Rahui	Municipal council	None	<ul style="list-style-type: none"> Council of the Wise (Toohitu), members elected from among those people recognised locally as « wise » Tomite rahui (8 members elected each year by the community, These 2 committees are in charge of issuing and lifting bans 	None. Ban initiated by the Pastor.

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: MANAGEMENT

PROGRAMME/TOOL	MANAGEMENT PLAN	RULES	ENFORCEMENT	SANCTIONS	MONITORING	INCOME GENERATING ACTIVITIES
Regulated fishing zones	Yes	<ul style="list-style-type: none"> Regulating fishing techniques/gear Fish reserves 	By DRMM and gendarmerie officers Municipal police can write reports that are sent to the gendarmerie, DRMM or the Public Prosecutor		At the initiative of the various municipalities. No programme implemented by the DRMM	No
Sea cucumber fishery	Yes	Restricting fishing grounds <ul style="list-style-type: none"> Size limits Restricting fishing seasons 	By DRMM agents and management committee members?			No
Rahui	No	Fishing bans during given periods on coastal areas	Community monitoring	Social stigma “Divine” Sanction	No	No

FISHERIES CO-MANAGEMENT TOOLS AND PROGRAMMES: LESSONS LEARNED

REGULATED FISHING ZONES AND SEA CUCUMBER FISHERY

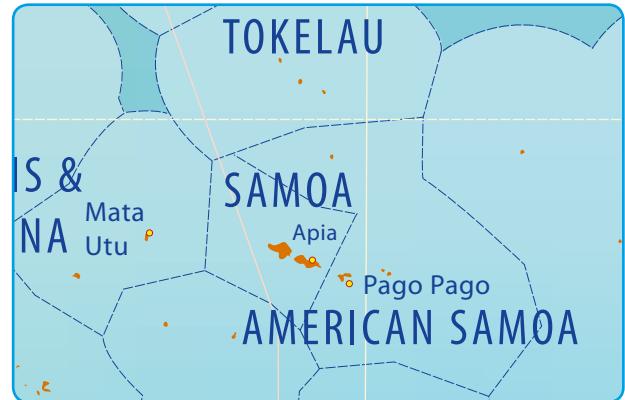
- Difficult to monitor compliance due to the extent of the territory and lack of surveillance resources
- Existing programmes and tools do not allow island-wide fisheries management

REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

- The Rahui: legal pluralism in Polynesian traditional management of resources and territories. Edited by T. Bambridge. ANU Press. 270 p



COGESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES CÔTIÈRES SAMOA



INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

POPULATION	187 820
SURFACE ÉMERGÉE	2 935 km ²
ZEE	120 000 km ²
ZONE RÉCIFALE	490 km ²
CONSOMMATION MOYENNE DE POISSON	46,15 kg par personne et par an
CONSOMMATION MOYENNE D'INVERTÉBRÉS	46,74 kg par personne et par an
PÊCHE COMMERCIALE	5 000 t
PÊCHE VIVRIÈRE	5 000 t
PRODUCTION AQUACOLE (principalement tilapias)	12 t

Source : Gillett (2016), Govan (2009)

PROGRAMME/OUTILS DE GESTION COMMUNAUTAIRE : PRÉSENTATION

PROGRAMME/OUTIL	Gestion communautaire des ressources halieutiques
ANNÉE DE CRÉATION	1995
NOMBRE ET/OU EMPLACEMENT ET/OU ZONE	100 sites dotés de plans de gestion 70 sites dotés de règlements publiés au Journal officiel
SURFACE AMP	45 540 m ²
ESPÈCES CIBLÉES	Poissons et coquillages





OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GOUVERNANCE

PROGRAMME/OUTIL	ACTEUR RESPONSABLE	RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS	COMITÉ DE GESTION (NOM, COMPOSITION ET RÔLE)	CADRE JURIDIQUE
Gestion communautaire des ressources halieutiques	Chefs coutumiers (maires des villages)	<ul style="list-style-type: none"> Facilitation de l'élaboration de plans de gestion des ressources halieutiques des villages, de la mise en place d'activités rémunératrices et d'activités de réhabilitation (notamment plantation de coraux, installation de DCP, aquaculture. etc.) Suivi (14 villages par an) Aide aux enquêtes et aux poursuites en cas de non-respect des règles 	<ul style="list-style-type: none"> Comité consultatif de gestion des ressources halieutiques Une dizaine de membres : chefs de village, hommes et femmes sans titre, dirigés par le maire du village (Pulennu) Assure la mise en œuvre de la gestion et l'application des règlements 	<p>Les villages peuvent édicter des règlements conformes à la réglementation nationale relative à la pêche (loi de 1988 sur la pêche, loi de 2016 sur la gestion des ressources halieutiques). Les règlements sont publiés au Journal officiel par le gouvernement national ; le village et les pouvoirs publics sont habilités à infliger des sanctions (loi de 1990 sur les Fono de village).</p> <p>Les amendes imposées par les pouvoirs publics peuvent être déposées dans un fonds du village.</p>

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GESTION

PROGRAMME/OUTIL	Gestion communautaire des ressources halieutiques
PLAN DE GESTION	Oui
RÈGLES	Réerves marines
APPLICATION	Par le comité de gestion et le service des pêches si nécessaires
SUIVI	Suivi de 14 villages : études sur les poissons et leur habitat réalisées par le service des pêches
ACTIVITÉS RÉMUNÉRATRICES (NOMBRE DE VILLAGES)	Élevages de bénitiers (50), élevages de tilapia (60), élevages de crabes de palétuviers (3), essais de culture de caulerpes, <i>Caulerpa spp.</i> (8), élevages de crevettes (2)

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : ENSEIGNEMENTS

GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES :

- Les communautés et les utilisateurs des ressources possèdent davantage de connaissances que nous ; nous recueillons le plus grand nombre possible de ces savoirs traditionnels et y ajoutons une dose d'informations scientifiques, de façon à ce que les populations comprennent pourquoi nous gérons et protégeons les ressources halieutiques
- Groupes distincts (chefs, hommes sans titre, jeunes, femmes) au cours du processus de facilitation afin de recueillir le plus grand nombre d'informations possible
- Révision régulière du programme (tous les deux ans)

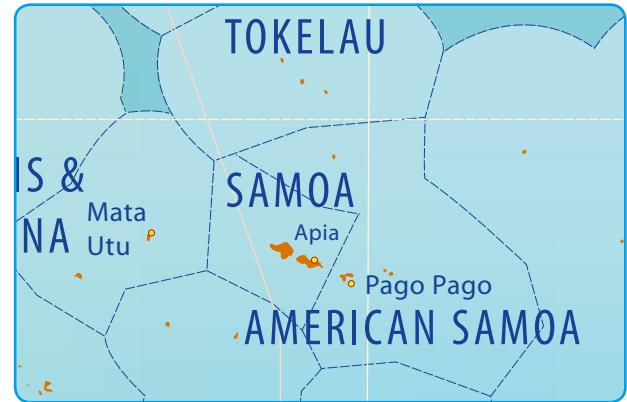


RÉFÉRENCES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

- Gillett R., 2016. Fisheries in the economies of Pacific Island Countries and Territories. <http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al. 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMMA. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95pp + 5 annexes
- Fisheries Management Act, 2016. <http://www.maf.gov.ws/images/Fisheries-Management-Act-2016-Eng.pdf>



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES **SAMOA**



GENERAL INFORMATION RELATED TO FISHERIES

POPULATION	187,820
LAND AREA	2,935 km ²
EEZ	120,000 km ²
REEF AREA	490 km ²
AVERAGE FISH CONSUMPTION	46.15 kg/person/year
AVERAGE INVERTEBRATE CONSUMPTION	46.74 kg/person/year
COMMERCIAL HARVEST	5000 mt
SUBSISTENCE HARVEST	5000 mt
AQUACULTURE HARVEST (mainly Tilapia)	12 mt

Source: Gillett (2016), Govan (2009) mt=metric ton

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: PRESENTATION

PROGRAMME /TOOL	Community-Based Fisheries Management (CBFMP)
YEAR OF INCEPTION	1995
NUMBER AND /OR LOCATION AND /OR AREA	100 sites with management plans 70 sites with gazetted by-laws
MPA SURFACE	45,540 m ²
SPECIES TARGETED	Reef fishes/shellfishes





COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: GOVERNANCE

PROGRAMME / TOOL	LEADING STAKEHOLDER	ROLE OF GOVERNMENT	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/COMPOSITION/ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
Community-Based Fisheries Management (CBFMP)	Traditional leaders (village mayors)	<ul style="list-style-type: none"> facilitation process to develop village fisheries management plans, implementation of income generating and restoration activities (incl. coral replanting, deployment of FADs, aquaculture...) monitoring (14 villages per year) assistance to investigation and prosecution when rules are breached. 	<ul style="list-style-type: none"> Fisheries Management Advisory Committee ~ 10 people consisting of villages chiefs, untitled men and women led by the village mayor (Pulenuu) Carry out implementation of the management and enforcement of by-laws. 	Villages can make by-laws consistent with the national fisheries regulations (Fisheries Act 1988, Fisheries Management Act, 2016) By-laws are gazetted by the national government, both village and government can give penalties (Village Fono Act, 1990) Fines given by government can be deposited into a fund of the village

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: MANAGEMENT

PROGRAMME / TOOL	Community-Based Fisheries Management (CBFMP)
MANAGEMENT PLAN	Yes
RULES	Fish reserves
ENFORCEMENT	By the Management Committee and fisheries division if needed
MONITORING	14 villages monitoring through habitat and fish surveys undertaken by fisheries division
INCOME GENERATING ACTIVITIES (NB OF VILLAGES)	Giant clam nurseries (50), tilapia farms (60), mudcrab farms (3), sea grape farming trials, caulerpa spp. (8), prawn farms(2)

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: LESSONS-LEARNT

COMMUNITY-BASED FISHERIES MANAGEMENT (CBFMP) :

- Communities/resource users have more knowledge than us; collect as much as we can from these traditional knowledge and just add science there so that people understand why we are managing and protecting the fisheries resources
- Separate groups (chiefs, untitled men, youth, women) during facilitation process to collect as much information as possible
- Undertake regular review of the programme (every 2 years)



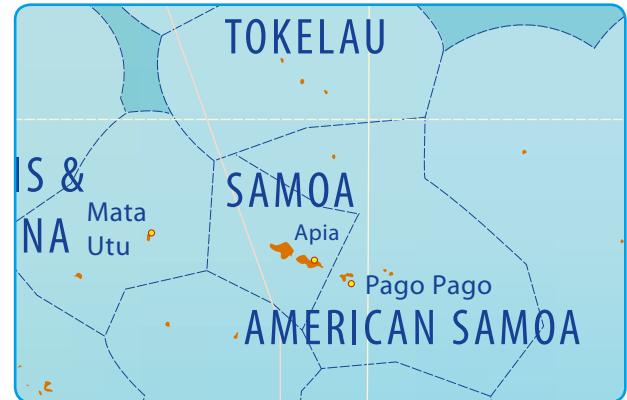
REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

- Gilliet R., 2016. Fisheries in the economies of Pacific Island Countries and Territories. <http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al. 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMMA. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95pp + 5 annexes
- Fisheries Management Act, 2016. <http://www.maf.gov.ws/images/Fisheries-Management-Act-2016-Eng.pdf>

RESOURCE PERSON: Ulusapeti TIITII, principal fisheries officer, inshore and aquaculture section



COGESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES CÔTIÈRES SAMOA AMÉRICAINES



INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

POPULATION	55 519
SURFACE ÉMERGÉE	200 km ²
ZEE	390 000 km ²
ZONE RÉCIFALE	220 km ²
CONSOMMATION MOYENNE DE POISSON	15,5 kg / personne / an
CONSOMMATION MOYENNE D'INVERTÉBRÉS	
PÊCHE COMMERCIALE	42 t
PÊCHE VIVRIÈRE	120 t
PRODUCTION AQUACOLE (principalement tilapias)	9 t

PROGRAMME/OUTILS DE GESTION COMMUNAUTAIRE : PRÉSENTATION

PROGRAMME /OUTIL	Programme de gestion communautaire des ressources halieutiques
ANNÉE DE CRÉATION	2000
SERVICE RESPONSABLE	Département des ressources marines et sauvages
NOMBRE ET/OU EMPLACEMENT ET/OU ZONE	Aires marines protégées dans 11 villages
SURFACE AMP	6 170 m ² (dont 3 500 m ² de zones fermées à la pêche)
ESPÈCES CIBLÉES	

Source : Gillett (2016), Govan (2009)





OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GOUVERNANCE

PROGRAMME/OUTIL	ACTEUR RESPONSABLE	RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS	COMITÉ DE GESTION (NOM, COMPOSITION ET RÔLE)	CADRE JURIDIQUE
Programme de gestion communautaire des ressources halieutiques	<ul style="list-style-type: none"> Chefs coutumiers (maires des villages) Le Département des ressources marines et sauvages peut consulter les villages afin d'évaluer leur intérêt et leur aptitude pour le programme 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de l'aptitude du village pour le programme (capacités, intérêt, etc.) Assistance technique à la planification et à la mise en œuvre de la planification (animation d'ateliers, suivi) Programmes de sensibilisation Poursuites en cas de non-respect des règles 	<ul style="list-style-type: none"> Comité d'application (travaille avec le Département des ressources marines et sauvages pour faire appliquer les règles de l'AMP) Comité de suivi biologique (travaille avec le Département des ressources marines et sauvages pour réaliser des enquêtes et en publier les résultats) Comité consultatif de gestion des ressources halieutiques (projet de plan de gestion soumis à l'approbation du conseil du village) <p>Composition des comités : membres de la communauté et du Département des ressources marines et sauvages-</p>	Le code administratif des Samoa américaines reconnaît les règlements des villages ; des sanctions peuvent donc légalement être infligées aux personnes extérieures depuis 2008.

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GESTION

PROGRAMME /OUTIL	Gestion communautaire des ressources halieutiques
PLAN DE GESTION	Oui, révisé tous les deux ans.
RÈGLES	<ul style="list-style-type: none"> Réserves marines Exclusion des personnes extérieures (légalement impossible à appliquer)
APPLICATION	Les villages infligent des sanctions, par l'entremise du comité d'application, aux infractions locales commises dans leur AMP. Le « maire » du village et les forces de l'ordre locales sont chargés par le directeur du Département des ressources marines et sauvages de donner des contraventions dans le cadre du programme.
SANCTIONS	<ul style="list-style-type: none"> Les membres de la communauté doivent régler des amendes traditionnelles (cochons ou conserves) en cas d'infraction. Les sanctions d'ordre territorial vont d'un maximum de 30 heures de travaux d'intérêt général associées à des cours obligatoires de sensibilisation à l'environnement à des amendes de 500 USD et/ou des peines de prison de 15 jours à 6 mois.
SUIVI	Suivi biologique et socioéconomique assuré par le comité de suivi biologique et le Département des ressources marines et sauvages
ACTIVITÉS RÉMUNÉRATRICES (NOMBRE DE VILLAGES)	

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : ENSEIGNEMENTS

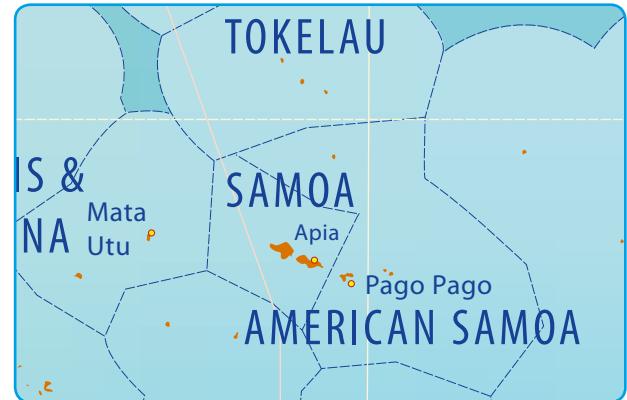
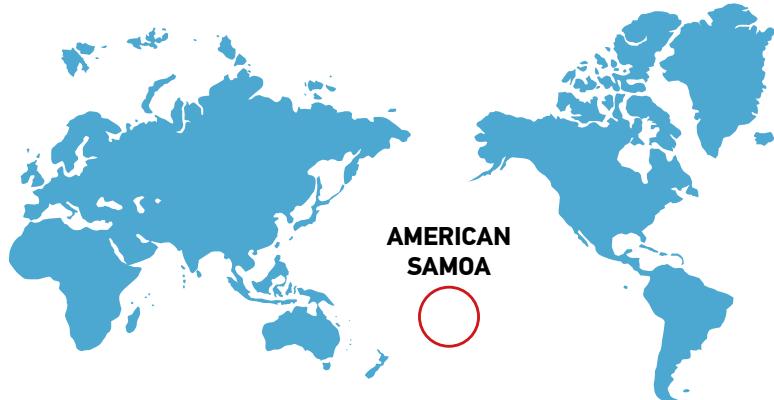
GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES :
<ul style="list-style-type: none"> Bonne participation des communautés aux activités de gestion Bonnes relations entre les communautés, le Département des ressources marines et sauvages et les organismes partenaires Meilleure sensibilisation aux questions de gestion des récifs coralliens Le travail selon le calendrier de la communauté constitue un obstacle. Les communautés deviennent trop dépendantes vis-à-vis des pouvoirs publics.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

- Code administratif des Samoa américaines : http://www.asbar.org/index.php?option=com_content&view=category&id=887&Itemid=294
- Levine, A. S., and L. S. Richmond 2014. Examining enabling conditions for community-based fisheries comanagement: comparing efforts in Hawai'i and American Samoa. *Ecology and Society* 19(1): 24. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-06191-190124>
- Levine, A. S., and L. S. Richmond 2014. Examining enabling conditions for community-based fisheries comanagement: comparing efforts in Hawai'i and American Samoa. *Ecology and Society* 19(1): 24. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-06191-190124>



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES AMERICAN SAMOA



GENERAL INFORMATION RELATED TO FISHERIES

POPULATION	55,519 inhabitants
LAND AREA	200 km ²
EEZ	390,000 km ²
REEF AREA	220 km ²
AVERAGE FISH CONSUMPTION	15.5 kg/person/year
AVERAGE INVERTEBRATE CONSUMPTION	
COMMERCIAL HARVEST	42 mt
SUBSISTENCE HARVEST	120 mt
AQUACULTURE HARVEST (mainly Tilapia)	9 mt

Source: Gillett (2016), Govan (2009)mt=metric ton

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: PRESENTATION

PROGRAMME /TOOL	Community-Based Fisheries Management Programme (CFMP)
YEAR OF INCEPTION	2000
DEPARTMENT IN CHARGE	Department of Marine Wildlife and Resources (DMWR)
NUMBER AND /OR LOCATION AND /OR AREA	11 Village Marin Protected Areas (VMPA)
MPA SURFACE	6,170 m ² (3,500m ² as no-take)
SPECIES TARGETED	





COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: GOVERNANCE

PROGRAMME / TOOL	LEADING STAKEHOLDER	ROLE OF GOVERNMENT	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/ COMPOSITION/ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
Community-Based Fisheries Management Programme (CFMP)	<ul style="list-style-type: none"> Traditional leaders (village mayors) DMWR can also approach villages to determine their interest and suitability for the CFMP 	<ul style="list-style-type: none"> Assessment of village suitability for CFMP (capacity, interest...) Technical assistance for management planning and implementation (workshop facilitation, monitoring) Outreach programmes Prosecution when rules are violated 	<ul style="list-style-type: none"> Enforcement Committee (work with DMWR to enforce the rules of the MPA) Biological monitoring committee (work with DMWR to conduct surveys and share results) Fisheries Management Advisory Committee (draft management plan for endorsement by village council) <p>Members of committees: community members + DMWR</p>	Under the American Samoa Administrative Code, Village by-laws are recognized allowing penalties to be legally applied to outsiders since 2008.

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: MANAGEMENT

PROGRAMME /TOOL	Community-Based Fisheries Management Programme (CFMP)
MANAGEMENT PLAN	Yes, revised every 2 years
RULES	<ul style="list-style-type: none"> fish reserves (both permanent and temporary) exclusion of outsiders (cannot be legally enforced)
ENFORCEMENT	Villages, through the enforcement committee, apply penalties for local violations within their VMPAs. The village "mayor" and a local policemen are deputized by DMWR's Director to issue citations under the CFMP programme
SANCTIONS	<ul style="list-style-type: none"> traditional fines of pigs or canned goods for infringements applies to insiders territorial sanctions range from up to 30 hours of community service plus mandatory environmental education classes to US\$500 and/or a prison term of 15 days to 6 months
MONITORING	Biological and socioeconomic monitoring undertaken by the biological monitoring committee and DMWR
INCOME GENERATING ACTIVITIES (NB OF VILLAGES)	

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: LESSONS-LEARNT

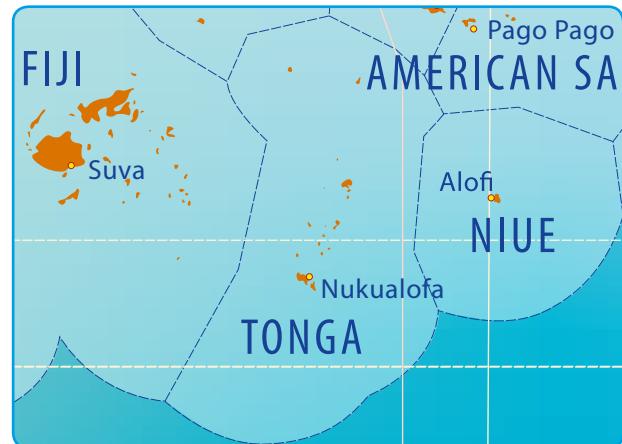
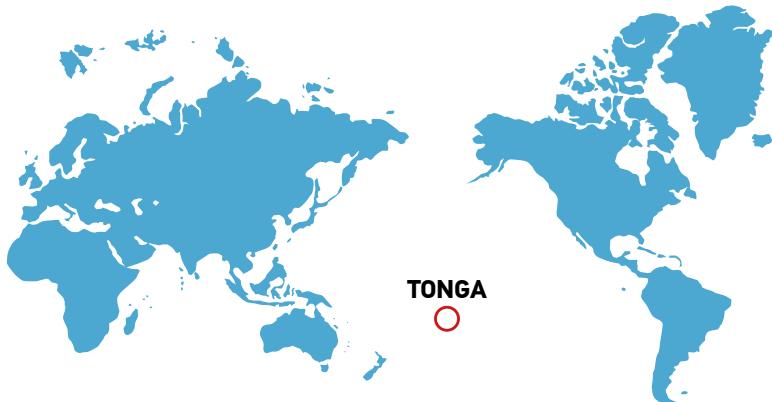
COMMUNITY-BASED FISHERIES MANAGEMENT PROGRAMME (CFMP) :
<ul style="list-style-type: none"> Good community participation in the management activities Well established relations between communities, DMWR and partner agencies Increase awareness of coral reef management and issues Work on community-time is a bit challenging Communities become too dependent on government

REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

- American Samoa Administrative Code : http://www.asbar.org/index.php?option=com_content&view=category&id=887&Itemid=294
- Levine, A. S., and L. S. Richmond 2014. Examining enabling conditions for community-based fisheries comanagement: comparing efforts in Hawai'i and American Samoa. Ecology and Society 19(1): 24. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-06191-190124>
- Levine, A. S., and L. S. Richmond 2014. Examining enabling conditions for community-based fisheries comanagement: comparing efforts in Hawai'i and American Samoa. Ecology and Society 19(1): 24. <http://dx.doi.org/10.5751/ES-06191-190124>



COGESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES CÔTIÈRES TONGA



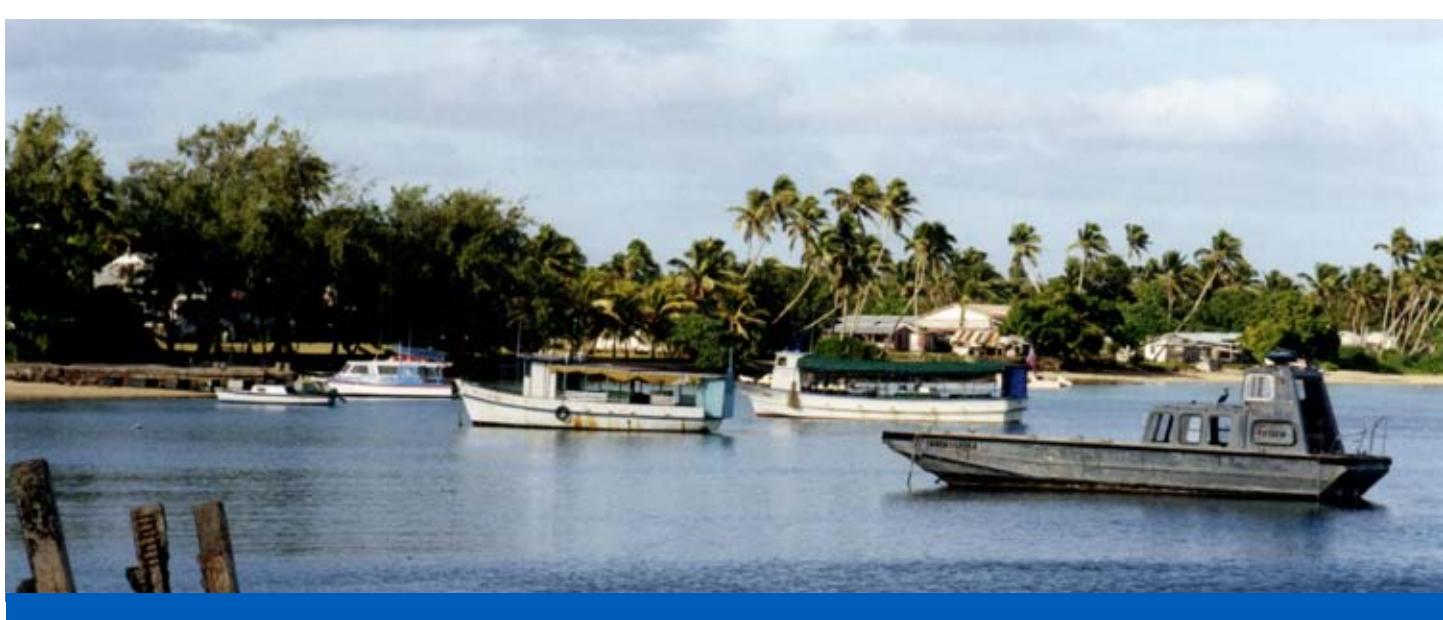
INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

POPULATION	103 252
SURFACE ÉMERGÉE	650 km ²
ZEE	700 000 km ²
ZONE RÉCIFALE	1 500 km ²
CONSOMMATION MOYENNE DE POISSON	68,57 kg par personne et par an
CONSOMMATION MOYENNE D'INVERTÉBRÉS	11,58 kg par personne et par an
PÊCHE COMMERCIALE	3 900 t
PÊCHE VIVRIÈRE	3 000 t
PRODUCTION AQUACOLE (bénitiers, perles)	1 291 pcs.

Source : Gillett (2016), Govan (2009) ; pcs. = pièces

PROGRAMME/OUTILS DE GESTION COMMUNAUTAIRE : PRÉSENTATION

PROGRAMME /OUTIL	Zone de gestion spéciale
ANNÉE DE CRÉATION	2002
SERVICE RESPONSABLE	Ministère des Pêches
NOMBRE ET/OU EMPLACEMENT ET/OU ZONE	47
SURFACE AMP	45 550 m ² de réserves marines
ESPÈCES CIBLÉES	Poissons et invertébrés



OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GOUVERNANCE

PROGRAMME/ OUTIL	ACTEUR RESPONSABLE	RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS	COMITÉ DE GESTION (NOM, COMPOSITION ET RÔLE)	CADRE JURIDIQUE
Zone de gestion spéciale	Communautés	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation de l'intérêt collectif • Assistance technique <ul style="list-style-type: none"> - Faciliter le processus de planification de la gestion - Évaluer les ressources (études de référence et suivi) - Fournir des conseils sur le droit et la réglementation • Recherche de financements pour la communauté 	<p>Nom : Coastal Community Management Committee (comité de gestion des communautés côtières)</p> <p>Composition :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Directeur (élu par la communauté) - Agent de la ville - Agent du district - 2 représentants des pêcheurs - 2 représentants des femmes - 2 représentants des jeunes - 1 représentant du secteur halieutique <p>Rôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaboration d'un plan de gestion participatif - Aide à sa mise en œuvre - Gestion des registres des pêcheurs et des navires (autorisés à pénétrer dans la zone de gestion spéciale) - Application 	<p>La loi de 2010 sur les pêches a créé les zones de gestion spéciale. Les règles locales ont pris force de loi (à l'instar des règlements samoans) en vertu du règlement de 2009 sur la pêche dans les communautés côtières.</p>

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GESTION

PROGRAMME/ OUTIL	PLAN DE GESTION	RÈGLES	APPLICATION	SANCTIONS	SUIVI	ACTIVITÉS RÉMUNÉ- RATRICES (NBRE DE VILLAGES)
Zone de gestion spéciale	Oui, le plan de gestion des communautés côtières, révisé régulièrement.	<ul style="list-style-type: none"> • Droits de pêche : zones d'interdiction, exclusion des acteurs extérieurs • Tailles minimales : en supplément de la loi sur les pêches • Activités interdites : extraction de sable, déforestation du littoral • Cadre d'activités : tourisme et agriculture 	Par le comité de gestion des agents agréés de la communauté	Amende maximale de 250 dollars (loi sur les pêches, 2002)	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi communautaire <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de l'application par la communauté - Prises - Entretien des bornes - Suivi et gestion des populations reconstituées de bénitiers, d'holothuries ou d'autres espèces • Service des pêches <ul style="list-style-type: none"> - Suivi des ressources - Étude des récifs 	<ul style="list-style-type: none"> • Repeuplement : bénitiers, trocas, holothuries • Mouillage de dispositifs de concentration du poisson (DCP) • Écotourisme

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : ENSEIGNEMENTS

ZONE DE GESTION SPÉCIALE :

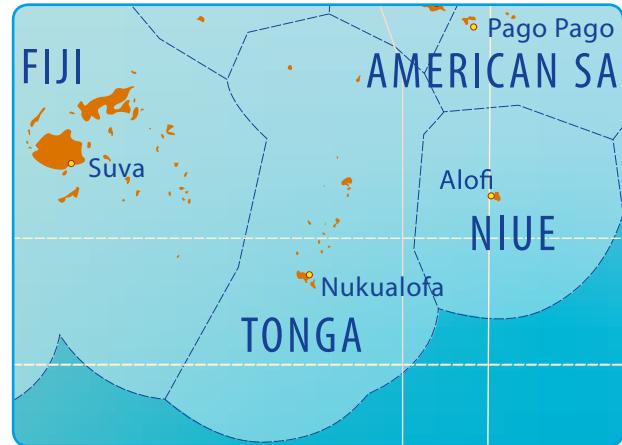
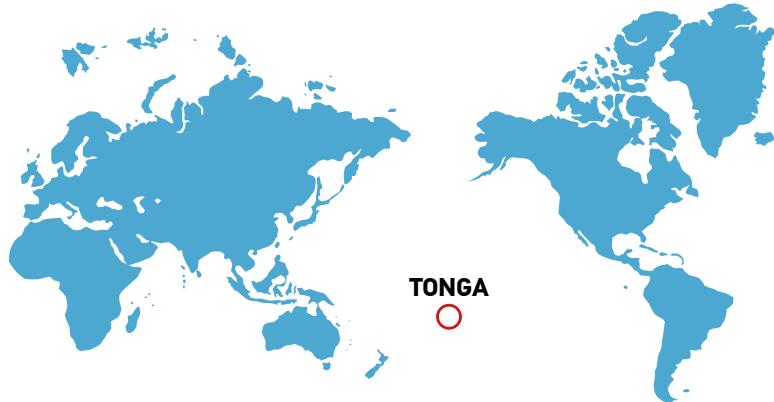
- Les résultats préliminaires (non présentés) montrent de faibles différences nettes de densité à l'intérieur des zones de gestion spéciale par rapport aux aires situées à l'extérieur de celles-ci.
- Les ressources (humaines et financières) disponibles pour l'application et la réalisation d'évaluations et de suivi des ressources à l'échelle nationale sont très limitées.
- Plusieurs problèmes liés à la collecte de données ont été relevés, notamment des erreurs, des incohérences et des données absentes ; le suivi des zones de gestion spéciale doit être modifié.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

- Gillett R. 2016. Fisheries in the economies of Pacific Island Countries and Territories. <http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al., 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMMA's. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95 p. + 5 annexes
- Tonga Fisheries (coastal communities) regulations, 2009. <http://www.tongafish.gov.to/images/documents/Legislations/Regs/coastal%20communitiesGaz.Supp.23-2009.pdf>
- Loi de 2002 sur la gestion des ressources halieutiques aux Tonga. <http://www.tongafish.gov.to/images/documents/Legislations/Act/Fisheries%20Management%20Act%202002.pdf>
- Brochure sur les zones de gestion spéciale. <http://www.tongafish.gov.to/images/documents/Publications/Brochures/SMA%20brochure-tonga-En.pdf>



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES TONGA



GENERAL INFORMATION RELATED TO FISHERIES

POPULATION	103,252
LAND AREA	650 km ²
EEZ	700,000 km ²
REEF AREA	1,500 km ²
AVERAGE FISH CONSUMPTION	68.57 kg/person/year
AVERAGE INVERTEBRATE CONSUMPTION	11.58 kg/person/year
COMMERCIAL HARVEST	3,900 mt
SUBSISTENCE HARVEST	3,000 mt
AQUACULTURE HARVEST (mainly Tilapia)	1,291 pcs

Source: Gillett (2016), Govan (2009) mt=metric ton, pcs:pieces

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: PRESENTATION

PROGRAMME /TOOL	Special Management Area (SMA)
YEAR OF INCEPTION	2002
DEPARTMENT IN CHARGE	Ministry of Fisheries
NUMBER AND /OR LOCATION AND /OR AREA	47
MPA SURFACE	45,550 m ² of marine reserves
SPECIES TARGETED	Finfishes and invertebrates





COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: GOVERNANCE

PROGRAMME / TOOL	LEADING STAKEHOLDER	ROLE OF GOVERNMENT	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/COMPOSITION/ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
Special Management Area (SMA)	Communities	<ul style="list-style-type: none"> • Assessment of community interest • Technical Support: <ul style="list-style-type: none"> - Facilitate management planning process - Assess resources (baseline surveys and monitoring) - Provide regulatory and legal advise • Seek funding for community 	<p>Name: Coastal Community Management Committee (CCMC)</p> <p>Composition:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chairperson (Elected by the community) - Town officer - District Officer - 2 representatives of fishermen - 2 representatives from women - 2 representatives from Youth - 1 Representative from the Fisheries <p>Role:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Develop a participatory management plan - Assist with its implementation - Maintain fishers and vessel registers (allowed in SMA) - Enforcement 	<p>SMA are established by the 2002 Fisheries Act.</p> <p>Local rules are legalized (similar to samoan by-laws) since the 2009 Fisheries Coastal Communities Regulations.</p>

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: MANAGEMENT

PROGRAMME / TOOL	MANAGEMENT PLAN	RULES	ENFORCEMENT	SANCTIONS	MONITORING	INCOME GENERATING ACTIVITIES (NB OF VILLAGES)
Special Management Area (SMA)	Yes the Coastal Community Management Plan (CCMP) revised regularly	<ul style="list-style-type: none"> • fishing access rights: no-take zones, exclusion of outsiders • size limits in addition to fisheries act) • activity ban: sand mining, clearing of coastal trees • framework for activities: tourism and farming 	Through the management committee and Community Authorized Officers	Fine not exceeding \$250,00 (Fisheries Act., 2002)	<ul style="list-style-type: none"> • Community monitoring <ul style="list-style-type: none"> - Community enforcement - Fish Catch - Maintenance of markers - Monitoring and maintenance of restocked clams & sea cucumbers or other resources • Fisheries Department <ul style="list-style-type: none"> - Resource monitoring - Reef assessment 	<ul style="list-style-type: none"> • Restocking: giant clam, trochus, sea cucumbers • Fish Aggregating Devices (FAD) deployment • Ecotourism

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: LESSONS-LEARNT

SPECIAL MANAGEMENT AREA (SMA):

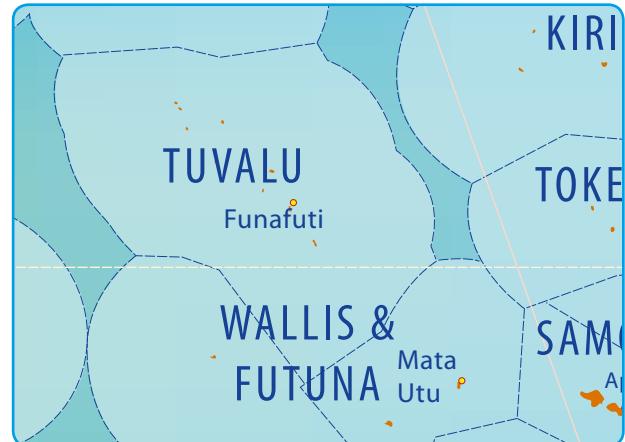
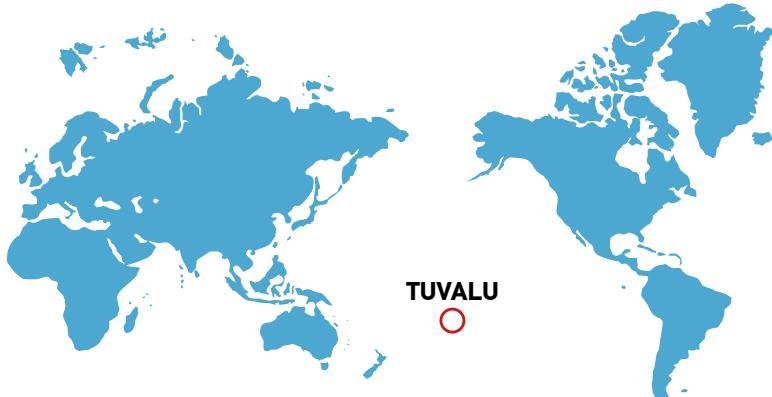
- Preliminary results (not shown) suggest few consistent differences in densities inside SMAs compared to areas outside SMAs
- There are very limited resources (funds, staff) for enforcement and conducting resource assessments and monitoring at the national level
- Issues with data collection include recording errors, inconsistency and missing data, the monitoring of SMA needs to be modified.

REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

- Gillett R., 2016. Fisheries in the economies. of Pacific Island Countries and Territories. <http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al. 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMMAs. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95pp + 5 annexes
- Tonga Fisheries (coastal communities) regulations 2009. <http://www.tongafish.gov.to/images/documents/Legislations/Regs/coastal%20communitiesGaz.Supp.23-2009.pdf>
- Tonga Fisheries Management Act, 2002. <http://www.tongafish.gov.to/images/documents/Legislations/Act/Fisheries%20Management%20Act%202002.pdf>
- SMA brochure. <http://www.tongafish.gov.to/images/documents/Publications/Brochures/SMA%20brochure-tonga-En.pdf>



COGESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES CÔTIÈRES TUVALU



INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES RESSOURCES HALIEUTIQUES

POPULATION	10 782
SURFACE ÉMERGÉE	26 km ²
ZEE	900 000 km ²
ZONE RÉCIFALE	710 km ²
CONSOMMATION MOYENNE DE POISSON	142 kg par personne et par an
PÊCHE COMMERCIALE	300 t
PÊCHE VIVRIÈRE	1 135 t
PRODUCTION AQUACOLE (chanidés)	0,5 t

PROGRAMME/OUTILS DE GESTION COMMUNAUTAIRE : PRÉSENTATION

PROGRAMME /OUTIL	Aires marines gérées localement (LMMA)
ANNÉE DE CRÉATION	2006
SERVICE RESPONSABLE	Service des pêches de Tuvalu, depuis 2014
NOMBRE ET/OU EMPLACEMENT ET/OU ZONE	10
SURFACE AMP	75 km ²
ESPÈCES CIBLÉES	Poissons et invertébrés des récifs coralliens

Source : Gillett (2016), Govan (2009)





OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GOUVERNANCE

PROGRAMME/ OUTIL	ACTEUR RESPONSABLE	RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS	COMITÉ DE GESTION (NOM, COMPOSITION ET RÔLE)	CADRE JURIDIQUE
Aires marines gérées localement (LMMA)	Kaupule	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer et surveiller les ressources halieutiques, afin d'obtenir les informations requises pour étayer la gestion Appuyer la création et la protection de zones de conservation locales et d'autres mécanismes de gestion Information et sensibilisation du grand public sur tous les axes de travail précités 	<ul style="list-style-type: none"> Composition : membres des kaupules, représentants des communautés locales, services publics, nommés par les kaupules. Rôle : responsable de la gestion globale d'une aire de conservation (planification et mise en œuvre) 	<p>La loi Falekaupule de 1997 donne aux kaupules le pouvoir d'établir des règlements.</p> <p>Loi sur les aires de conservation (adoptée en 1999, révisée en 2008)</p> <p>Loi sur les ressources marines (2006)</p>

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : GESTION

PROGRAMME/ OUTIL	PLAN DE GESTION	RÈGLES	APPLICATION	SANCTIONS	SUIVI	ACTIVITÉS RÉMUNÉRATRICES (NBRE DE VILLAGES)
LMMA	Oui. La révision de la loi sur les aires de conservation, adoptée en 2008, précise les éléments du plan de gestion.	Restrictions d'accès aux aires, tailles minimales, quotas, restrictions sur les engins ou les méthodes...	Agents de la fonction publique, sous l'autorité des kaupules	Prévues par la législation existante.	Par le service des pêches, sur le plan écologique comme sur le plan socioéconomique	Mouillage de dispositifs de concentration du poisson

OUTIL/PROGRAMME DE GESTION COMMUNAUTAIRE : ENSEIGNEMENTS

BESOINS DU PROGRAMME LMMA :

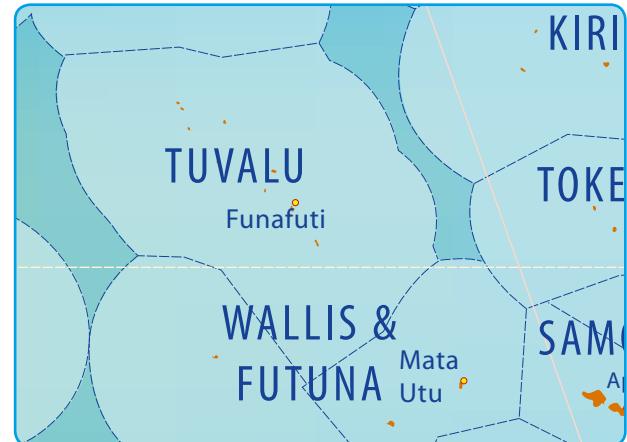
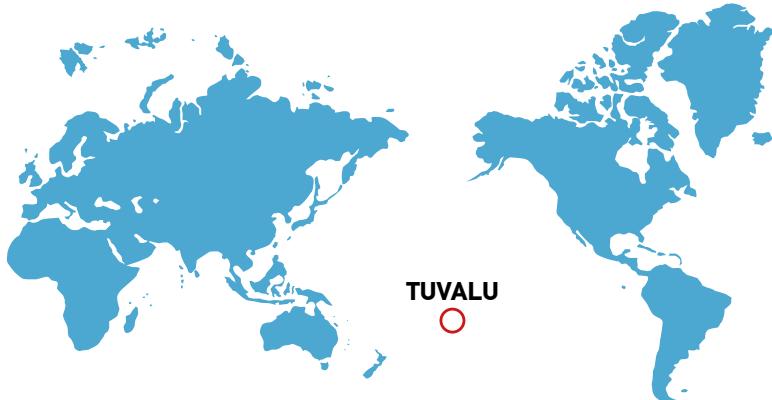
- Visite régulière de chaque île
- Rapports trimestriels rédigés par des agents de la communauté
- La participation des responsables religieux situés sur chaque île peut constituer un moyen efficace de résoudre les conflits.
- Intégration d'informations correctes
- Augmentation du nombre de mesures visant à reporter la pression de pêche des récifs vers les ressources pélagiques
- Événement annuel national, tel qu'assemblée des chefs insulaires ou programme d'échange sur site
- Utilisation des ressources disponibles en l'absence de soutien externe
 - Site Internet, programme régulier d'information radio
 - Institutionnalisation et création d'un comité de coordination
 - Obtention d'un appui politique

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ET SUGGESTIONS DE LECTURE

- Gillett R., 2016. Fisheries in the economies of Pacific Island Countries and Territories. <http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al. 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMMA. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95pp + 5 annexes
- Tuvalu Marine Resource Act, 2006. https://www.ofdc.org.tw/components/Editor/webs/files/Tuvalu_Marine_Resources_Act_2006.pdf



CO-MANAGEMENT OF COASTAL FISHERIES TUVALU



GENERAL INFORMATION RELATED TO FISHERIES

POPULATION	10,782
LAND AREA	26 km ²
EEZ	900,000 km ²
REEF AREA	710 km ²
AVERAGE FISH CONSUMPTION	142 kg/person/year
AVERAGE INVERTEBRATE CONSUMPTION	300 mt
COMMERCIAL HARVEST	1,135 mt
SUBSISTENCE HARVEST	0.5 mt

Source: Gillett (2016), Govan (2009) mt=metric ton

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: PRESENTATION

PROGRAMME /TOOL	Locally-Managed Marine Areas (LMMA)
YEAR OF INCEPTION	2006
DEPARTMENT IN CHARGE	Tuvalu Fisheries Department (TFD), since 2014
NUMBER AND/OR LOCATION AND/OR AREA	10
MPA SURFACE	75 km ²
SPECIES TARGETED	Reef fishes and invertebrates





COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: GOVERNANCE

PROGRAMME / TOOL	LEADING STAKEHOLDER	ROLE OF GOVERNMENT	MANAGEMENT COMMITTEE (NAME/COMPOSITION/ROLE)	LEGAL FRAMEWORK
Locally-Managed Marine Areas (LMMA)	Kaupule	<ul style="list-style-type: none"> • fishery resource assessment and monitoring, to provide the information needed for management • supporting the establishment and enforcement of local conservation areas and other management mechanisms • public awareness and education in all the above areas 	<ul style="list-style-type: none"> • Composition: kaupule members, local community representatives, government departments, appointed by the Kaupule • Role: responsible for the overall management of a conservation area both in terms of planning and implementation 	Falekaupule Act, 1997 allows the Kaupule to make by-laws Conservation Area Act 1999 and 2008 revision Marine Resource Act, 2006

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: MANAGEMENT

PROGRAMME / TOOL	MANAGEMENT PLAN	RULES	ENFORCEMENT	SANCTIONS	MONITORING	INCOME GENERATING ACTIVITIES (NB OF VILLAGES)
LMMA	Yes, components of the management plan is indicated in the 2008 revision of the Conservation Act	Area access restrictions, size limits, quotas, gear/methods restrictions...	By public officers under the authority of the Kaupule	As per existing legislations	By fisheries department both ecological and socio-economic	Fish Aggregating Devices deployment

COMMUNITY-BASED MANAGEMENT PROGRAM/TOOLS: LESSONS-LEARNT

NEEDS OF THE LMMA PROGRAMME:

- Regular visit to each island
- Quarterly reports provided by community officers
- Use of church leaders based on each island might be an effective way to solve conflict
- Mainstreaming of right information
- More measures to divert fishing pressure off the reef to use pelagic resources
- National annual event such as island leaders assembly(TILA) or site exchange program
- Use available resources if external support is not available :
 - Website, regular radio update program
 - Institutionalisation and formulation of Coordination Committee
 - Gain Political support

REFERENCES AND SUGGESTED READINGS

- Gillett R., 2016. Fisheries in the economies. of Pacific Island Countries and Territories. <http://www.spc.int/fame/en/component/content/article/237>
- Govan, H. et al. 2009. Status and potential of locally-managed marine areas in the South Pacific: meeting nature conservation and sustainable livelihood targets through wide-spread implementation of LMMA. SPREP/WWF/WorldFish-Reefbase/CRISP. 95pp + 5 annexes
- Tuvalu Marine Resource Act, 2006. https://www.ofdc.org.tw/components/Editor/webs/files/Tuvalu_Marine_Resources_Act_2006.pdf

ANNEXE 2

AIRE MARINE GÉRÉE LOCALEMENT AUX FIDJI

QUESTIONNAIRE DE SUIVI FONDAMENTAL, APPLICABLE À TOUS LES SITES

Q#	QUESTIONS	RÉPONSES	Q#	QUESTIONS	RÉPONSES
1	Le village possède-t-il un comité de qoliqoli ? Si oui, passer à la question 1a. Si non, passer à la question 2.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	8	Le revenu des ménages de la communauté a-t-il augmenté <input type="checkbox"/> ou diminué <input type="checkbox"/> depuis la mise en place de l'aire marine protégée ou la dernière enquête ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement
1a	À quelle fréquence se réunit-il ?	<input type="checkbox"/> Tous les mois <input type="checkbox"/> Tous les 3 mois <input type="checkbox"/> Tous les 6 mois <input type="checkbox"/> Tous les ans	9	La zone de pêche servant de source de nourriture pour votre communauté a-t-elle augmenté <input type="checkbox"/> ou diminué <input type="checkbox"/> ? En d'autres termes, votre zone de pêche vous fournit-elle davantage de nourriture ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement
2	La zone taboue du village a-t-elle été ouverte depuis sa mise en place ou depuis la dernière enquête ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	10	Mode de vie sain (tiko bulabula) ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
3	La zone taboue du village a-t-elle été déplacée depuis sa mise en place ou depuis la dernière enquête ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	11	Village propre (koro savasava) ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
3a	Le nombre de poissons dans votre zone de pêche a-t-il augmenté <input type="checkbox"/> ou diminué <input type="checkbox"/> depuis la dernière fois que vous avez rempli ce formulaire d'observation ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement	12	Hausse des croyances religieuses (levu ni vakabauta) ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
3b	Le nombre d'invertébrés dans votre zone de pêche a-t-il augmenté <input type="checkbox"/> ou diminué <input type="checkbox"/> depuis la dernière fois que vous avez rempli ce formulaire d'observation ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement	13	Augmentation de la cohésion au sein de la communauté ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
4a	La taille des poissons dans votre zone de pêche a-t-elle augmenté <input type="checkbox"/> ou diminué <input type="checkbox"/> depuis la dernière fois que vous avez rempli ce formulaire d'observation ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement	14	Augmentation de l'exploitation des ressources terrestres ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
4b	La taille des invertébrés dans votre zone de pêche a-t-elle augmenté <input type="checkbox"/> ou diminué <input type="checkbox"/> depuis la dernière fois que vous avez rempli ce formulaire d'observation ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement	15	Des mangroves <input type="checkbox"/> , des bénitiers <input type="checkbox"/> ou des coraux <input type="checkbox"/> sont-ils implantés dans votre zone de pêche ou votre AMP ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
5	Le village a-t-il observé un retour des espèces et du nombre de poissons et/ou d'invertébrés disparus ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	16	La communauté respecte-t-elle davantage les règles concernant l'exploitation des ressources naturelles ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
6	Le nombre d'heures de pêche a-t-il évolué depuis la mise en place de l'AMP ou la dernière enquête ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement	17	La population de la communauté a-t-elle augmenté ou diminué depuis la dernière enquête ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
7	La gravité et l'intensité des menaces (naturelles et anthropiques) pesant sur vos ressources naturelles ont-elles évolué ?	<input type="checkbox"/> Augmenté <input type="checkbox"/> Diminué <input type="checkbox"/> Pas de changement	18	La mise en place de l'aire marine gérée localement a-t-elle permis de mieux préserver les pratiques traditionnelles de pêche ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
			19	La mise en place de l'aire marine gérée localement a-t-elle permis d'améliorer la gouvernance des ressources naturelles ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
			20	La participation et l'appui des partenaires de l'aire marine gérée localement à la gestion des ressources naturelles s'est-elle améliorée ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

APPENDIX 2

FIJI LOCALLY-MANAGED MARINE AREA QUESTIONNAIRE FOR BASIC MONITORING APPLICABLE TO ALL SITES

Q#	QUESTIONS	RESPONSES	QUESTIONS	RESPONSES	
1	<i>Does the village have a Qoliqoli committee? If Yes, go to 1a. If not, go to 2.</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No	8	<i>Has the household income for the community increased <input type="checkbox"/> or <input type="checkbox"/> decreased since establishment of the marine protected area or since the last survey?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change
1a	<i>How often does it meet?</i>	<input type="checkbox"/> Monthly <input type="checkbox"/> Quarterly <input type="checkbox"/> Bi-annually <input type="checkbox"/> Yearly	9	<i>Has the fishing ground, as a source of food for your community, increased <input type="checkbox"/> or decreased <input type="checkbox"/>? That is, is there now more food on the table, from your fishing ground?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change
2	<i>Has the village tabu area ever been opened since establishment or the last survey?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No	10	<i>Healthy living (Tiko bulabula)?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
3	<i>Has the village tabu been relocated since establishment or the last survey?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No	11	<i>Clean village (koro savasava)?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
3a	<i>Has the number of fish in your fishing ground increased <input type="checkbox"/> or decreased <input type="checkbox"/> since you last reported it through this observation form?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change	12	<i>Increased religious belief (Levu ni vakabauta)?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
3b	<i>Has the number of invertebrate in your fishing ground increased <input type="checkbox"/> or decreased <input type="checkbox"/> since you last reported it through this observation form?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change	13	<i>Increased cohesion within the community?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
4a	<i>Has the sizes of fish in your fishing ground increased <input type="checkbox"/> or decreased <input type="checkbox"/> since you last reported it through this observation form?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change	14	<i>Increased use of land resources?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
4b	<i>Has the sizes of invertebrate in your fishing ground increased <input type="checkbox"/> or decreased <input type="checkbox"/> since you last reported it through this observation form?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change	15	<i>Are mangroves <input type="checkbox"/>, clams <input type="checkbox"/> or corals <input type="checkbox"/> being planted in your fishing ground or mpa?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
5	<i>Has the village observed a return in the type and number of extirpated fish and/or invertebrates?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No	16	<i>Is the community more compliant with rules in relation to use of natural resources?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
6	<i>Has the number of fishing hours changed since MPA establishment or last survey?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change	17	<i>Has the population of the community increased or decreased since the last survey?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
7	<i>Have the threats (natural and anthropogenic) affecting your natural resources changed in severity and intensity?</i>	<input type="checkbox"/> Increased <input type="checkbox"/> Decreased <input type="checkbox"/> No change	18	<i>Are traditional fishing practices being maintained better as a result of LMMA establishment?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
			19	<i>Has governance concerning natural resources improved with LMMA establishment?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No
			20	<i>Has participation and support for natural resource management, from FLMMA partners improved over time?</i>	<input type="checkbox"/> Yes <input type="checkbox"/> No

ANNEXE 3

PROJET¹ DE DÉCLARATION SUR LA GESTION DES PÊCHES RÉCIFALES ET LAGONAIRES EN POLYNÉSIE

Déclaration présentée par la Polynésie française pour examen par le Groupe des dirigeants polynésiens.

Nous, les dirigeants et les représentants des États et Territoires polynésiens du Pacifique, réunis à XXX, le XXX, à l'occasion de la réunion du Groupe des dirigeants polynésiens :

Sommes déterminés à garantir la bonne santé des populations et de l'environnement de nos nations insulaires ; Reconnaissions l'importance de nos ressources récifales et lagonaires et des valeurs culturelles autochtones auxquelles elles sont intrinsèquement liées ;

Reconnaissions que ces ressources sont menacées par la surpêche, les effets des activités terrestres et à plus long terme, les impacts du changement climatique ;

Reconnaissons également qu'un effort concerté est nécessaire pour améliorer la gestion des pêches côtières et trouver des sources alternatives de protéines et de revenus, tout en prévenant la diminution des stocks halieutiques et en empêchant que la dégradation des milieux côtiers ne s'aggrave ;

Prenons note de l'Objectif de développement durable 14 des Nations Unies qui vise à « conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable » ;

Prenons note de la vision énoncée dans la politique régionale intitulée « Stratégie de Nouméa » :

Des pêches côtières durables et bien gérées, reposant sur des approches communautaires propres à assurer la sécurité alimentaire de nos populations et à leur garantir des avantages économiques, sociaux et écologiques à long terme.

Prenons également note du fait qu'une gestion des ressources « descendante » n'est pas suffisante et qu'un consensus existe entre les îles du Pacifique pour reconnaître le besoin d'autonomiser les communautés locales afin que ces dernières participent à la co-gestion des ressources halieutiques côtières² ;

Affirmons à nouveau notre engagement à atteindre les résultats suivants :

- Amélioration du bien-être des communautés côtières
- Amélioration de la productivité et de la santé des écosystèmes et des stocks halieutiques³

Il est possible d'atteindre ces objectifs quand :

1. Les communautés côtières sont mieux informées et plus autonomes, et les droits des utilisateurs clairement définis.
2. Les mesures de gestion et les politiques s'appuient sur des informations suffisantes et pertinentes.
3. La gestion des pêches côtières est reconnue et bénéficie d'un soutien et d'un engagement forts de la part de la classe politique aux échelons national et infranational.
4. Les services des pêches revoient leurs priorités, sont transparents, redévolent de leur action et dotés de moyens appropriés, et contribuent à la gestion des pêches côtières et au développement durable au moyen d'approches écosystémiques et communautaires.
5. Les politiques, la législation et les plans de gestion sont actualisés et renforcés.
6. Les parties prenantes et les principaux secteurs d'influence collaborent et coordonnent efficacement leurs actions.
7. Les différents membres de la communauté (notamment les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés) bénéficient d'un accès équitable aux avantages et sont plus justement associés à la prise de décisions.
8. La diversification des moyens d'existence permet d'alléger les pressions s'exerçant sur les ressources halieutiques et d'accroître les revenus des communautés, et contribue à une meilleure gestion des pêcheries.

Affirmons que notre patrimoine culturel commun, nos savoirs autochtones et nos valeurs traditionnelles offrent les fondements légitimes justifiant que nous soyons les chefs de file des efforts de protection des ressources qu'abrite l'océan Pacifique, notamment les côtes, les lagons et les récifs, dont l'importance est avérée pour la planète tout entière ;

Engageons nos États et Territoires à élaborer ou revoir le cas échéant les stratégies et autres politiques de gestion des pêches récifales et côtières/lagonaires nécessaires à la mise en œuvre d'un système de co-gestion conforme aux meilleures pratiques régionales d'ici 2020 ;

Veillerons à renforcer notre collaboration et à établir des mécanismes permettant à nos pays de travailler en réseau, de partager des enseignements et de faire en sorte que nos administrations nationales, nos communautés locales, nos pêcheurs et les autres parties prenantes puissent se soutenir mutuellement.

¹ Rédigé par les représentants des services nationaux des pêches et des communautés locales de Polynésie française, de Tuvalu, du Samoa, des Samoa américaines, des Tonga, des îles Cook, de Rapa Nui, de Wallis et Futuna, d'Hawaï, de Nouvelle-Zélande (Aotearoa), des Fidji et de Nouvelle-Calédonie, à Tahiti, du 10 au 13 avril 2017.

² La nouvelle partition pour les pêches côtières, la « Stratégie de Nouméa ». Le texte cité ci-dessus et ci-dessous est extrait de la Stratégie de Nouméa entérinée lors de la neuvième Conférence des directeurs des pêches de la CPS qui s'est tenue à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) en mars 2015, et lors de la quatre vingt-troisième session du Comité des pêches du Forum organisé à Funafuti (Tuvalu), en juillet 2015.

³ Y compris les invertébrés, les plantes et autres espèces emblématiques telles que les mammifères marins et les tortues.

APPENDIX 3

DRAFT¹ DECLARATION ON SUSTAINABLE MANAGEMENT OF REEF AND LAGOON FISHERIES IN POLYNESIA

Presented by French Polynesia for consideration by the Polynesian Leaders Group.

We, Leaders and representatives of the Polynesian countries and territories of the Pacific having gathered here in place xxx, date xx for a meeting of the Polynesian Leaders Group:

Determined to ensure the health of our people and the environment of our island nations,

Acknowledging the importance of our lagoon and reef resources and intimately associated indigenous cultural values,

Recognize that these important resources are under threat from overfishing, land-based impacts and, in the longer term, from the impacts of climate change,

We also recognize that a concerted effort to improve the management of coastal fisheries and provide alternative livelihoods and protein sources is needed to prevent a decline in fish supplies and further degradation of the coastal environment;

Noting the UN Sustainable Development Goal #14 to “Conserve and sustainably use the oceans, seas and marine resources for sustainable development”.

Noting the vision reflected in the regional policy, the Noumea Strategy:

Sustainable well-managed inshore fisheries, underpinned by community-based approaches that provide food security, and long-term economic, social and ecological benefits to our communities.

And further noting that ‘top-down’ resource management is not sufficient and there is consensus in the Pacific Islands of the need to empower coastal communities to participate in co-management of coastal fisheries resources ;

We reaffirm² our commitment to the following outcomes:

- Improved wellbeing of coastal communities
- Productive and healthy ecosystems and fish stocks³

To be achieved through:

1. Informed, empowered coastal communities with clearly defined user rights
2. Adequate and relevant information to inform management and policy
3. Recognition of, and strong political commitment and support for, coastal fisheries management on a national and sub-national scale
4. Re-focused fisheries agencies that are transparent, accountable and adequately resourced, supporting coastal fisheries management and sustainable development underpinned by CEAFM
5. Strong and up-to-date management policy, legislation and planning
6. Effective collaboration and coordination among stakeholders and key sectors of influence
7. More equitable access to benefits and decision making within communities, including women, youth and marginalised groups
8. Diverse livelihoods reducing pressure on fisheries resources, enhancing community incomes and contributing to improved fisheries management.

We assert that our shared cultural heritage, indigenous knowledge and traditional values provide a legitimate basis for our leadership in exercising guardianship of the globally important resources of the Pacific Ocean which include the coasts, lagoons and reefs.

We commit our countries and territories to develop or review as appropriate a coastal / lagoon and reef fisheries management strategy and other policy necessary to implement co-management in line with regional best practice by 2020.

We will seek to enhance our collaboration and establish mechanisms for networking between our countries, sharing lessons and providing mutual support between agencies, communities, fishers and other actors.

¹ Drafted by participants from Fisheries Agencies and communities of French Polynesia, Tuvalu, Samoa, American Samoa, Tonga, Cook Islands, Rapa Nui, Wallis & Futuna, Hawaii, New Zealand (Aotearoa), Fiji, and New Caledonia at Tahiti, 10-13 April 2017.

² The new song for coastal fisheries – pathway to change: the Noumea Strategy. The preceding and following text is extracted from the Noumea Strategy which was approved by the ninth SPC Heads of Fisheries Meeting, held in Noumea, New Caledonia in March 2015, and the 93rd Official Forum Fisheries Committee (FFC) Meeting, held in Funafuti, Tuvalu, in May 2015.

³ Which include invertebrates, plants and also iconic species such as marine mammals and turtles

ANNEXE 4 LISTE DES PARTICIPANTS

APPENDICE 4 PARTICIPANT LIST

PRÉNOM - NOM / FIRST NAME - LAST NAME	PAYS / COUNTRY	POSTE ET/OU INSTITUTION/ POSITION AND/OR INSTITUTION	COORDONNÉES / CONTACT	STATUT / STATUS
ALPHA Tearii	PF / FP	Ministre du Développement des ressources primaires, des Affaires foncières et de la Valorisation du domaine / <i>Ministry of Fisheries</i>		participant / <i>participant</i>
AAMAATUAIAHUTAPU Moana	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	moana.maamaatuaiahutapu@drm.gov.pf	participant / <i>participant</i>
ARSENE Stein	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	arsene.stein@drm.gov.pf	participant / <i>participant</i>
ATGER Nick	PF / FP	Maire délégué de Faaaha/île de Tahaa / <i>Mayor, Faaaha / Tahaa Island</i>	pene@mail.pf	participant / <i>participant</i>
BAMBRIDGE Tamatoa	PF / FP	CRIODE/CNRS / CRIODE/CNRS	tamatoa.bambridge@criobe.pf	participant / <i>participant</i>
BARSINAS Felix	PF / FP	Président de la CODIM (Communauté de communes des îles Marquises) / <i>President of CODIM (Communauté des Communes des îles Marquises)</i>	felixbarsinas08@gmail.com	participant / <i>participant</i>
BOULET Faimano	PF / FP	Direction de l'Environnement / <i>Environment Department</i>	faimano.boulet@environnement.gov.pf	participante / <i>participant</i>
CABRAL Tuhea	PF / FP	Stagiaire INTEGRE/Taiarapu / <i>INTEGRE Intern/Taiarapu</i>		observateur / <i>observer</i>
CHARLES Mahe	PF / FP	AFB, projet RESCCUE / <i>AFB RESCCUE PROJECT</i>	mahe.charles@afbi多样性.fr	participant / <i>participant</i>
DUFOUR Robert	PF / FP	Commune de Taiarapu-Est / <i>Municipality of Taiarapu Est</i>	bob.duf@outlook.fr	participant / <i>participant</i>
FABRE Pauline	PF / FP	Chargée de projet INTEGRE/rahui de Taiarapu / <i>INTEGRE project officer/rahui Taiarapu</i>	fabre.plc@gmail.com	observatrice / <i>observer</i>
GRAND Alexandra	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	alexandra.grand@drm.gov.pf	participante / <i>participant</i>
GRELLIER Mathieu	PF / FP	Agence française pour la biodiversité / <i>French Biodiversity Agency</i>		observateur / <i>observer</i>
LAITAM Tiffany	PF / FP	Île de Rapa/consultante / <i>Rapa Island / Consultant</i>		participante / <i>participant</i>
LANGUILLE Juliette	PF / FP	Chargée de projet INTEGRE/Raiatea-Tahaa / <i>INTEGRE project officer/Raiatea-Tahaa</i>	languille.juliette@gmail.com	observatrice / <i>observer</i>
LEFOC Steeve	PF / FP	Ministère des Ressources primaires / <i>Ministry of Fisheries</i>	steeve.lefoc@ressources-prrimaires.min.gov.pf	participant / <i>participant</i>
LY John	PF / FP	Comité de gestion des holothuries de Kaukura / <i>Kaukura beche-de-mer management committee</i>		participant / <i>participant</i>
MORIN Ewen	PF / FP	Doctorant INTEGRE/Taiarapu / <i>INTEGRE PhD student/Taiarapu</i>	ewen.morin2@gmail.com	observateur / <i>observer</i>
PARKER Gérard	PF / FP	Maire de Teahupoo et directeur du comité de gestion du rahui de Teahupoo / <i>Mayor Teahupoo / Head of Teahupoo rahui management committee</i>	mairieteahupoo@mail.pf	participant / <i>participant</i>
PARKER Merehau	PF / FP	Chargée de projet INTEGRE/rahui de Taiarapu / <i>INTEGRE project officer/rahui Taiarapu</i>		observatrice / <i>observer</i>
PETIT Jérôme	PF / FP	PEW / <i>PEW</i>	jpetit@pewtrusts.org	observateur / <i>observer</i>
PONSONNET Cédric	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	cedric.ponsonnet@drm.gov.pf	participant / <i>participant</i>
ROCHETTE Patrick	PF / FP	Membre du comité de gestion du rahui de Teahupoo / <i>Member of Teahupoo rahui management committee</i>		participant / <i>Participant</i>
SAO CHAN CHEONG Gabriel	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	gabriel.saochancheong@drm.gov.pf	participant / <i>participant</i>
SHAN SEI FAN Augustine	PF / FP	Direction de l'Environnement / <i>Environment Department</i>	augustine.shanseifan@environnement.gov.pf	participante / <i>participant</i>
SOL Amaury	PF / FP	Stagiaire INTEGRE/Taiarapu/Raiatea-Tahaa / <i>INTEGRE intern/Taiarapu/Raiatea-Tahaa</i>	sol.amaury@gmail.com	observateur / <i>observer</i>
TAIARUI Marguerite	PF / FP	CRIODE / <i>CRIODE</i>	marguerite.taiarui@criobe.pf	observatrice / <i>observer</i>
TEANOTOGA Hinano	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	hinano.teanotoga@drm.gov.pf	participante / <i>participant</i>
TEROU Enoha Pierre	PF / FP	Direction des ressources marines et minières/ Raiatea-Tahaa / <i>Fisheries Department/Raiatea-Tahaa</i>	enoha.terou@raiatae.drm.gov.pf	participant / <i>participant</i>
THIAULT Lauric	PF / FP	Doctorant / <i>PhD Student</i>		observateur / <i>observer</i>
VIGNOLE Cyril	PF / FP	Ministère des Ressources primaires / <i>Ministry of Fisheries</i>	cyril.vignole@ressources-prrimaires.min.gov.pf	participant / <i>participant</i>



VILLIERME Heimanu	PF / FP	Commune de Moorea / <i>Municipality of Moorea</i>	heimanu.villierme@commune-moorea.pf	participant / <i>participant</i>
VONGUE Juliana	PF / FP	Stagiaire INTEGRE/Raiatea-Tahaa / <i>INTEGRE intern/Raiatea-Tahaa</i>	julianavong@hotmail.fr	observatrice / <i>observer</i>
WONG Catherine	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	catherine.wong@drm.gov.pf	participante / <i>participant</i>
YEN KAI SUN Stephen	PF / FP	Direction des ressources marines et minières / <i>Fisheries Department</i>	stephen.yenkaisun@drm.gov.pf	participant / <i>participant</i>
TUIMAVAVE Selaina	American Samoa	Département des ressources marines et sauvages / <i>Department of Marine and Wildlife Resources</i>	selaina.tuimavave@gmail.com	participante / <i>participant</i>
ABURTO FRIAS Jaime	Chili / Chile	Universidad católica del Norte / <i>Universidad católica del Norte</i>	jaburto@ucn.cl	participant / <i>participant</i>
VAKALALABURE Margaret	Fidji / Fiji	Coordonnatrice, réseau fidjien des aires marines gérées localement / <i>Coordinator, Fiji LMMA network</i>	mvakalalabure@fijilmma.org.fj	participante / <i>participant</i>
CLAUDET Joachim	France	CNRS / CNRS	joachim.claudet@gmail.com	observateur / <i>observer</i>
CHANG Kevin Kwock Jung	Hawaï / Hawaii	Directeur exécutif, Ku'a'ina Ulu 'Auamo (anciennement Hawai'i Community Stewardship network, réseau hawaïen de gestion communautaire) / <i>Executive Director, Ku'a'ina Ulu 'Auamo – formerly the Hawaii community stewardship network</i>	kevin@kuahawaii.org	participant / <i>participant</i>
ZANRE Erin Lee	Hawaï / Hawaii	Responsable de l'aménagement communautaire de zones de pêche vivrière, division Ressources aquatiques / <i>Community-based subsistence fishing area planner, Department of Aquatic Resources</i>	erin.zanre@gmail.com	participante / <i>participant</i>
RAUMEA Koroa	Îles Cook / Cook Islands	Directeur, Division pêche côtière et aquaculture / <i>Director for Inshore Fisheries and Aquaculture</i>	k.raumea@mmr.gov.ck	participant / <i>participant</i>
PONIA Ben	Îles Cook / Cook Islands	Secrétaire aux Ressources marines / <i>Secretary of Marine Resources</i>	b.ponia@mmr.gov.ck	participant / <i>participant</i>
COUTURES Emmanuel	NC / NC	Direction de l'Environnement/province Sud / <i>Environment Department/Southern Province</i>	emmanuel.coutures@province-sud.nc	participant / <i>participant</i>
MOENTEAPO Zaccharie	NC / NC	Service de l'aquaculture et des pêches/province Nord / <i>Fisheries Department/Northern Province</i>	z.moenteapo@province-nord.nc	participant / <i>participant</i>
YOKOHAMA Yannick	NC / NC	Présidence de la province Nord / <i>Northern Province Presidency</i>	y.yokohama@province-nord.nc	participant / <i>participant</i>
LUKE Andrew	NZ / NZ	Département de la conservation / <i>Department of Conservation</i>	anaru.luke@gmail.com	participant / <i>participant</i>
HAOA HEY Poky	Rapa Nui		hakarere@gmail.com	participant / <i>participant</i>
TIITII Sapeti	Samoa	Service des pêches du Samoa / <i>Samoa Fisheries Department</i>	sapeti.tiiti@maf.gov.ws	participant / <i>participant</i>
MALIMALI Siola'a	Tonga	Directeur général adjoint des pêches / <i>Deputy CEO for Fisheries</i>	siolaamalimali@gmail.com s.malimali@tongafish.gov.to	participant / <i>participant</i>
ALEFAIO Semese	Tuvalu	Service des pêches de Tuvalu / <i>Tuvalu Fisheries</i>	semesea@tuvalufisheries.tv	participant / <i>participant</i>
RESTURE Alan	Tuvalu	Consultant indépendant / <i>Independent Consultant</i>	aresture@gmail.com	participant / <i>participant</i>
MUGNERET Bruno	Wallis-et-Futuna	Directeur du Service des Pêches et des ressources aquacoles / <i>CEO for aquaculture and fisheries department</i>	bruno.mugneret@agripeche.wf	participant / <i>participant</i>
STERLING Eleanor	USA			observatrice / <i>observer</i>
CHAPMAN Lindsay		Communauté du Pacifique/Programme pêche côtière / <i>Pacific Community / Coastal Fisheries</i>	lindsayc@spc.int	participant / <i>participant</i>
GOYET Sylvie		Communauté du Pacifique/CCES / <i>Pacific Community/CCES</i>	sylvieg@spc.int	observatrice / <i>observer</i>
HERRENSCHMIDT Jean-Brice		GIE Océanide/équipe de soutien au projet INTEGRE / <i>GIE Océanide/INTEGRE support team</i>	ddatpacific@gmail.com	animateur / <i>facilitator</i>
GOVAN Hugh		Aires marines gérées localement / <i>LMMA network</i>	hgovan@gmail.com	animateur / <i>facilitator</i>
VIEUX Caroline		Communauté du Pacifique/projet INTEGRE / <i>Pacific Community/INTEGRE project</i>	carolinev@spc.int	animatrice / <i>facilitator</i>
ROUDAUT Peggy		Coordinatrice du projet INTEGRE/ <i>INTEGRE project coordinator</i>	peggyr@spc.int	animatrice / <i>facilitator</i>



Pêcheur Tahiti © J. Girardet

© CPS

CONTACTS

DE L'ÉQUIPE INTEGRE

L'équipe INTEGRE de la CPS | The INTEGRE team at SPC

COORDONNATRICE DU PROJET | OVERALL PROJECT COORDINATOR

Peggy ROUDAUT
Nouméa
peggyr@spc.int

ASSISTANTE DE PROJET | PROJECT ASSISTANT

Gaétane FAÏON **NATHALIE DEMEILLIER**
Nouméa Nouméa
gaetanef@spc.int nathaliede@spc.int

NOUVELLE-CALÉDONIE | NEW CALEDONIA

Yolaine BOUTEILLER
Nouméa
yolaineb@spc.int

WALLIS-ET-FUTUNA | WALLIS AND FUTUNA

Julie PETIT
Mata-Utu
juliep@spc.in

POLYNÉSIE FRANÇAISE | *FRENCH POLYNESIA*

Caroline VIEUX
Papeete
carolinev@spc.int

PITCAIRN | PITCAIRN ISLANDS

Peggy ROUDAUT
Nouméa
peggyr@spc.int



Promenade Roger Laroque,
Nouméa, Nouvelle-Calédonie
Tél. +687 **26 20 00**
Fax +687 **26 38 18**
<http://integre.spc.int>

Promenade Roger Laroque,
Nouméa, New Caledonia
Phone +687 **26 20 00**
Fax +687 **26 38 18**
<http://integre.spc.int/en/>

